

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL**EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES****Prix du numéro : 20 DH**

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE	Pages	Pages	
Protocole relatif à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.		Accord dans le domaine de la coopération militaire entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.	
<i>Dahir n° 1-14-44 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974, fait à Londres le 11 novembre 1988.</i>	153	<i>Dahir n° 1-15-73 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord dans le domaine de la coopération militaire, fait à Taormina le 10 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.....</i>	248
Traité de Beijing (Pékin) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles.		Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.	
<i>Dahir n° 1-14-108 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication du Traité de Beijing (Pékin) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, adopté par les Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle lors de la Conférence diplomatique tenue à Pékin du 20 au 26 juin 2012.</i>	236	<i>Dahir n° 1-15-124 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009</i>	257

Pages	Pages
Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. <i>Dahir n° 1-15-132 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies</i>	291
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. <i>Dahir n° 1-15-133 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966.....</i>	301

Dahir n° 1-14-44 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974, fait à Londres le 11 novembre 1988

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974, fait à Londres le 11 novembre 1988 ;

Vu la loi n° 51-12 portant approbation du Protocole précité, promulguée par le dahir ° 1-13-38 du 1^{er} jounada I 1434 (13 mars 2013) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc au Protocole précité, faite à Londres le 17 mai 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974, fait à Londres le 11 novembre 1988.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**PROTOCOLE DE 1988 RELATIF A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER**

LES PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE,

ETANT PARTIES à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, faite à Londres le 1er novembre 1974,

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire d'introduire dans la convention susmentionnée des dispositions en matière de visites et de délivrance des certificats qui soient harmonisées avec les dispositions correspondantes d'autres instruments internationaux,

ESTIMANT que le meilleur moyen de faire face à cette nécessité est de conclure un protocole relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Obligations générales

1 Les Parties au présent Protocole s'engagent à donner effet aux dispositions du présent Protocole et de son Annexe, qui fait partie intégrante du présent Protocole. Toute référence au présent Protocole constitue en même temps une référence à son Annexe.

2 Les dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée, (ci-après dénommée "la Convention") s'appliquent entre les Parties au présent Protocole sous réserve des modifications et adjonctions énoncées dans le présent Protocole.

3 Les Parties au présent Protocole appliquent aux navires autorisés à battre le pavillon d'un Etat qui n'est pas Partie à la Convention et au présent Protocole les prescriptions de la Convention et du présent Protocole dans la mesure où cela est nécessaire pour ne pas faire bénéficier ces navires de conditions plus favorables.

ARTICLE II**Traité antérieur**

- 1 Le présent Protocole remplace et abroge le Protocole de 1978 relatif à la Convention entre les Parties au présent Protocole.
- 2 Nonobstant toutes autres dispositions du présent Protocole, tout certificat délivré en vertu et en conformité des dispositions de la Convention et tout supplément à un tel certificat délivré en vertu et en conformité des dispositions du Protocole de 1978 relatif à la Convention, qui est en cours de validité au moment où le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de la Partie qui a délivré le certificat ou supplément, reste valable jusqu'à ce qu'il expire aux termes de la Convention ou du Protocole de 1978 relatif à la Convention, suivant le cas.
- 3 Une Partie au présent Protocole ne doit pas délivrer de certificat en application et en conformité des prescriptions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle qu'adoptée le 1er novembre 1974.

ARTICLE III**Communication de renseignements**

Les Parties au présent Protocole s'engagent à communiquer au Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (ci-après dénommée "l'Organisation") et à déposer auprès de lui :

- a) le texte des lois, décrets, ordonnances, règlements et autres instruments qui ont été promulgués sur les différentes questions qui entrent dans le champ d'application du présent Protocole;
- b) une liste des inspecteurs désignés ou des organismes reconnus qui sont autorisés à agir en leur nom dans l'application des mesures concernant la sauvegarde de la vie humaine en mer, en vue de sa diffusion aux Parties qui la porteront à la connaissance de leurs

fonctionnaires, et une description des responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et des conditions de l'autorisation ainsi accordée; et

- c) un nombre suffisant de modèles des certificats délivrés par elles conformément aux dispositions du présent Protocole.

ARTICLE IV

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature, au Siège de l'Organisation, du 1er mars 1989 au 28 février 1990 et reste ensuite ouvert à l'adhésion. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Protocole par :

- a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
- b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) adhésion.

2 La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3 Le présent Protocole ne peut faire l'objet d'une signature sans réserve, d'une ratification, d'une acceptation, d'une approbation ou d'une adhésion que de la part des Etats qui ont signé sans réserve, ratifié, accepté ou approuvé la Convention ou qui y ont adhéré.

ARTICLE V**Entrée en vigueur**

1 Le présent Protocole entre en vigueur douze mois après la date à laquelle les deux conditions suivantes sont réunies :

- a) au moins quinze Etats dont les flottes marchandes représentent au total au moins 50 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce ont exprimé leur consentement à être liés par ce protocole conformément aux dispositions de l'article IV, et
- b) les conditions d'entrée en vigueur du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge sont remplies,

sous réserve que le présent Protocole n'entre pas en vigueur avant le 1er février 1992.

2 A l'égard des Etats qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole après que les conditions de son entrée en vigueur ont été réunies mais avant la date de son entrée en vigueur, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prennent effet à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou trois mois après la date de dépôt de l'instrument, si cette date est postérieure.

3 Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole prend effet trois mois après la date du dépôt.

4 Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement au présent Protocole est réputé avoir été accepté conformément à l'article VI s'applique au Protocole sous sa forme modifiée.

ARTICLE VI**Amendements**

Les procédures énoncées à l'article VIII de la Convention s'appliquent aux amendements au présent Protocole, étant entendu que :

- a) les références de cet article à la Convention et aux Gouvernements contractants s'entendent respectivement comme des références au présent Protocole et aux Parties au présent Protocole;
- b) les amendements aux articles et à l'Annexe du présent Protocole sont adoptés et mis en vigueur conformément à la procédure applicable aux amendements aux articles de la Convention ou au chapitre I de l'Annexe de la Convention; et
- c) les amendements à l'appendice de l'Annexe du présent Protocole peuvent être adoptés et mis en vigueur conformément à la procédure applicable aux amendements à l'Annexe de la Convention, à l'exception du chapitre I.

ARTICLE VII**Dénonciation**

1 Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur pour cette Partie.

2 La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

3 La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation en a reçu notification, ou à l'expiration de telle autre période plus longue spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

4 Toute dénonciation de la Convention par une Partie constitue une dénonciation du présent Protocole par cette Partie. Une telle dénonciation prend effet à la date à laquelle la dénonciation de la Convention prend effet conformément à l'article XI c) de la Convention.

ARTICLE VIII

Dépositaire

1 Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation (dénommé ci-après "le dépositaire").

2 Le dépositaire :

a) informe les gouvernements de tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y adhèrent :

- i) de toute nouvelle signature ou de tout nouveau dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de cette signature ou de ce dépôt;
- ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
- iii) du dépôt de tout instrument dénonçant le présent Protocole, de la date à laquelle cet instrument a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole aux Gouvernements de tous les Etats qui l'ont signé ou qui y adhèrent.

3 Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le dépositaire en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE IX**Langues**

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Il en est fait une traduction officielle en langue italienne qui est déposée avec l'exemplaire original revêtu des signatures.

FAIT A LONDRES, ce onze novembre mil neuf cent quatre-vingt huit.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

ANNEXE**AMENDEMENTS ET ADJONCTIONS A L'ANNEXE DE LA CONVENTION
INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER****CHAPITRE I****DISPOSITIONS GENERALES****PARTIE A - APPLICATION, DEFINITIONS, ETC.****Règle 2****Définitions**

Remplacer le texte actuel du paragraphe k) par ce qui suit :

"k) "Navire neuf" désigne un navire dont la quille est posée, ou dont la construction se trouve à un stade équivalent le 25 mai 1980 ou après cette date."

Ajouter le paragraphe suivant au texte actuel :

"n) "Date anniversaire" désigne le jour et le mois de chaque année qui correspondent à la date d'expiration du certificat pertinent."

PARTIE B - VISITES ET CERTIFICATS**Règle 6****Inspection et visites**

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

"a) L'inspection et la visite des navires, en ce qui concerne l'application des dispositions des présentes règles et l'octroi des

exemptions pouvant être accordées, doivent être effectuées par des fonctionnaires de l'Administration. Toutefois, l'Administration peut confier l'inspection et la visite de ses navires, soit à des inspecteurs désignés à cet effet, soit à des organismes reconnus par elle.

- b) Toute Administration désignant des inspecteurs ou des organismes reconnus pour effectuer des inspections et des visites comme prévu au paragraphe a) doit au moins habiliter tout inspecteur désigné ou tout organisme reconnu à :
- i) exiger qu'un navire subisse des réparations;
 - ii) effectuer des inspections et des visites si les autorités compétentes de l'Etat du port le lui demandent.

L'Administration doit notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de l'autorité qui leur a été déléguée.

- c) Lorsqu'un inspecteur désigné ou un organisme reconnu détermine que l'état du navire ou de son armement ne correspond pas en substance aux indications du certificat ou est tel que le navire ne peut pas prendre la mer sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord, l'inspecteur ou l'organisme doit immédiatement veiller à ce que des mesures correctives soient prises et doit en informer l'Administration en temps utile. Si ces mesures correctives ne sont pas prises, le certificat pertinent devrait être retiré et l'Administration doit être informée immédiatement; si le navire se trouve dans un port d'une autre Partie, les autorités compétentes de l'Etat du port doivent aussi être informées immédiatement. Lorsqu'un fonctionnaire de l'Administration, un inspecteur désigné ou un organisme reconnu a informé les autorités compétentes de l'Etat du port, le Gouvernement de l'Etat du port intéressé doit accorder au fonctionnaire, à l'inspecteur ou à l'organisme en question toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente règle. Le cas échéant, le gouvernement de l'Etat du port intéressé doit veiller à empêcher le navire d'appareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié sans danger pour le navire lui-même ou pour les personnes à bord.

- d) Dans tous les cas, l'Administration doit se porter pleinement garant de l'exécution complète et de l'efficacité de l'inspection et de la visite et doit s'engager à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation."

Règle 7

Visites des navires à passagers

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

"Tout navire à passagers doit être soumis aux visites spécifiées ci-dessous :

- i) une visite initiale avant la mise en service du navire;
- ii) une visite de renouvellement tous les douze mois, sauf lorsque les règles 14 b), 14 e), 14 f) et 14 g) s'appliquent;
- iii) des visites supplémentaires, selon les besoins.
- b) Les visites spécifiées ci-dessus doivent être effectuées comme suit :
- i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète de la structure du navire, de ses machines et de son matériel d'armement, y compris la face externe du fond du navire ainsi que l'intérieur et l'extérieur des chaudières. Cette visite doit permettre de s'assurer que la disposition générale, les matériaux et les échantillons de la structure, les chaudières, les autres récipients sous pression et leurs auxiliaires, les machines principales et auxiliaires, les installations électriques, les installations radioélectriques, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, les systèmes et les dispositifs de sécurité et de protection contre l'incendie, les engins et les dispositifs de sauvetage, le matériel de navigation de bord, les publications nautiques, les moyens d'embarquement des pilotes et autres parties de l'armement satisfont intégralement aux prescriptions des présentes règles, ainsi qu'aux dispositions de toutes lois et de tous décrets, ordres et règlements

promulgués pour l'application de ces règles par l'Administration, pour les navires affectés au service auquel ce navire est destiné. La visite doit également être faite de façon à garantir que l'état de toutes les parties du navire et de son armement est à tous égards satisfaisant, et que le navire est pourvu des feux, marques, moyens de signalisation sonore et signaux de détresse prescrits par les dispositions des présentes règles et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;

- ii) la visite de renouvellement doit comprendre une inspection de la structure, des chaudières et autres récipients sous pression, des machines et de l'armement, y compris la face externe du fond du navire. Cette visite doit permettre de s'assurer qu'en ce qui concerne la structure, les chaudières et autres récipients sous pression et leurs auxiliaires, les machines principales et auxiliaires, les installations électriques, les installations radioélectriques, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, les systèmes et les dispositifs de sécurité et de protection contre l'incendie, les engins et les dispositifs de sauvetage, le matériel de navigation de bord, les publications nautiques, les moyens d'embarquement des pilotes et autres parties de l'armement, le navire est tenu dans un état satisfaisant et approprié au service auquel il est destiné et qu'il satisfait aux prescriptions des présentes règles, ainsi qu'aux dispositions de toutes lois et de tous décrets, ordres et règlements promulgués par l'Administration pour l'application des présentes règles. Les feux, marques, moyens de signalisation sonore et signaux de détresse placés à bord doivent également être soumis à la visite susmentionnée, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions des présentes règles et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
- iii) une visite supplémentaire générale ou partielle, selon le cas, doit être effectuée à la suite d'une réparation résultant de l'enquête prescrite à la règle 11 ou chaque fois que le navire subit des réparations ou rénovations importantes. La visite doit permettre de s'assurer que les réparations ou rénovations nécessaires ont été réellement effectuées, que les matériaux employés pour ces

réparations ou rénovations et l'exécution des travaux sont à tous points de vue satisfaisants et que le navire satisfait à tous égards aux prescriptions des présentes règles et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur, ainsi qu'aux dispositions des lois, décrets, ordres et règlements promulgués par l'Administration pour l'application des présentes règles et du Règlement susvisé.

- c) i) Les lois, décrets, ordres et règlements mentionnés au paragraphe b) de la présente règle doivent être tels à tous égards, qu'au point de vue de la sauvegarde de la vie humaine, le navire soit approprié au service auquel il est destiné;
- ii) ces lois, décrets, ordres et règlements doivent notamment fixer les prescriptions à observer en ce qui concerne les essais hydrauliques, ou autres essais acceptables, avant et après la mise en service, applicables aux chaudières principales et auxiliaires, aux connexions, aux tuyaux de vapeur, aux réservoirs à haute pression, aux réservoirs à combustible liquide pour moteurs à combustion interne, y compris les procédures d'essais et les intervalles entre deux épreuves consécutives."

Règle 8

Visites des engins de sauvetage et autres parties de l'armement des navires de charge

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

"a) Les engins de sauvetage et les autres parties de l'armement des navires de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 500 tonneaux, qui sont visés au paragraphe b) i), doivent être soumis aux visites spécifiées ci-dessous :

- i) une visite initiale avant la mise en service du navire;
- ii) des visites de renouvellement effectuées aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration mais n'excédant pas cinq ans, sauf lorsque les règles 14 b), 14 e), 14 f) et 14 g) s'appliquent;

- iii) une visite périodique effectuée dans un délai de trois mois avant ou après la deuxième date anniversaire ou dans un délai de trois mois avant ou après la troisième date anniversaire du Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge, qui doit remplacer l'une des visites annuelles spécifiées au paragraphe a) iv);
- iv) une visite annuelle effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire du Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge;
- v) des visites supplémentaires ainsi que le prescrit la règle 7 b) iii) pour les navires à passagers.
- b) Les visites spécifiées au paragraphe a) doivent être effectuées comme suit :
- i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète des systèmes et des dispositifs de protection contre l'incendie, des engins et des dispositifs de sauvetage, excepté les installations radioélectriques, du matériel de navigation de bord, des moyens d'embarquement des pilotes et autres parties de l'armement auxquels s'appliquent les chapitres II-1, II-2, III et V et permettre de vérifier qu'ils satisfont aux prescriptions des présentes règles, qu'ils sont dans un état satisfaisant et qu'ils sont adaptés au service auquel est destiné le navire. La visite susmentionnée doit également permettre de vérifier que les plans de lutte contre l'incendie, les publications nautiques, les feux, marques, moyens de signalisation sonore et signaux de détresse placés à bord satisfont aux prescriptions des présentes règles et, le cas échéant, du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
- ii) les visites de renouvellement et les visites périodiques doivent comprendre une inspection du matériel visé au paragraphe b) i) et permettre de vérifier qu'il satisfait aux prescriptions pertinentes des présentes règles et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur, qu'il est dans un état satisfaisant et qu'il est adapté au service auquel est destiné le navire;

- iii) la visite annuelle doit comprendre une inspection générale du matériel visé au paragraphe b) i) et permettre de vérifier qu'il a été maintenu dans les conditions prévues à la règle 11 a) et qu'il reste satisfaisant pour le service auquel le navire est destiné.
- c) Les visites périodiques et les visites annuelles spécifiées aux paragraphes a) iii) et a) iv) doivent être portées sur le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge."

Règle 9

Visites des installations radioélectriques et de radar des navires de charge

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

"Visites des installations radioélectriques des navires de charge".

Remplacer le texte actuel par ce qui suit:

"a) Les installations radioélectriques des navires de charge, auxquels s'appliquent les chapitres III et IV, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, doivent être soumises aux visites spécifiées ci-dessous :

- i) une visite initiale avant la mise en service du navire;
- ii) des visites de renouvellement effectuées aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration mais n'excédant pas cinq ans, sauf lorsque les règles 14 b), 14 e), 14 f) et 14 g) s'appliquent;
- iii) une visite périodique effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire du Certificat de sécurité du matériel radioélectrique pour navire de charge;
- iv) des visites supplémentaires, ainsi que le prescrit la règle 7 b) iii) pour les navires à passagers.

- b) Les visites spécifiées au paragraphe a) doivent être effectuées comme suit :
- i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète des installations radioélectriques des navires de charge, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage et permettre de vérifier qu'elles satisfont aux prescriptions des présentes règles;
 - ii) les visites de renouvellement et les visites périodiques doivent comprendre une inspection des installations radioélectriques des navires de charge, y compris celles qui sont utilisées dans les engins de sauvetage, et permettre de vérifier qu'elles satisfont aux prescriptions des présentes règles.
- c) Les visites périodiques spécifiées au paragraphe a) iii) doivent être portées sur le Certificat de sécurité du matériel radioélectrique pour navire de charge."

Règle 10

Visites de la coque, des machines et du matériel d'armement des navires de charge

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

"Visites de la structure, des machines et du matériel d'armement des navires de charge"

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

- a) Dans le cas d'un navire de charge, la structure, les machines et le matériel d'armement visés au paragraphe b) i) (autres que les articles pour lesquels un Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge et un Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge sont

délivrés) doivent être soumis aux visites et inspections spécifiées ci-dessous :

- i) une visite initiale qui comprend une inspection de la face externe du fond du navire, avant sa mise en service;
 - ii) des visites de renouvellement effectuées aux intervalles de temps spécifiés par l'Administration mais n'excédant pas cinq ans, sauf lorsque les règles 14 b), 14 e), 14 f) et 14 g) s'appliquent;
 - iii) une visite intermédiaire effectuée dans un délai de trois mois avant ou après la deuxième date anniversaire ou dans un délai de trois mois avant ou après la troisième date anniversaire du Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, qui doit remplacer l'une des visites annuelles spécifiées au paragraphe a) iv);
 - iv) une visite annuelle effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire du Certificat de sécurité de construction pour navire de charge;
 - v) au moins deux inspections de la face externe du fond du navire pendant toute période de cinq ans, sauf lorsque les règles 14 e) ou 14 f) s'appliquent. Lorsque les règles 14 e) ou 14 f) s'appliquent, cette période de cinq ans peut être prorogée pour coïncider avec la prorogation de la validité du certificat. Dans tous les cas, l'intervalle entre deux inspections de ce type ne doit pas excéder trente-six mois;
 - vi) des visites supplémentaires, ainsi que le prescrit la règle 7 b) iii) pour les navires à passagers.
- b) Les visites et les inspections spécifiées au paragraphe a) doivent être effectuées comme suit :
- i) la visite initiale doit comprendre une inspection complète de la structure, des machines et du matériel d'armement. Cette visite doit permettre de s'assurer que la disposition générale, les matériaux,

les échantillons et l'état de la structure, les chaudières et autres récipients sous pression et leurs auxiliaires, les machines principales et auxiliaires, y compris l'appareil à gouverner et les systèmes de commande associés, l'installation électrique et toutes autres parties de l'armement satisfont aux prescriptions des présentes règles, sont dans un état satisfaisant et sont adaptés au service auquel le navire est destiné, et que la documentation prescrite sur la stabilité se trouve à bord. Dans le cas des navires-citernes, cette visite doit comprendre une inspection des chambres des pompes, des circuits de tuyautages de la cargaison et du combustible, des conduits d'aération et des dispositifs de sécurité associés;

- ii) Les visites de renouvellement doivent comprendre une inspection de la structure, des machines et du matériel d'armement visés au paragraphe b) i) et permettre de s'assurer qu'ils satisfont aux prescriptions des présentes règles, qu'ils sont dans un état satisfaisant et qu'ils sont adaptés au service auquel le navire est destiné;
- iii) la visite intermédiaire doit comprendre une inspection de la structure, des chaudières et autres récipients sous pression, des machines et du matériel d'armement, de l'appareil à gouverner et des systèmes de commande associés ainsi que des installations électriques et permettre de s'assurer qu'ils restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné. Dans le cas des navires-citernes, cette visite doit comprendre également une inspection des chambres des pompes, des circuits de tuyautages de la cargaison et du combustible, des conduits d'aération et des dispositifs de sécurité associés, ainsi que la mise à l'essai de la résistance d'isolation des installations électriques dans les zones dangereuses;
- iv) la visite annuelle doit comprendre une inspection générale de la structure, des machines et du matériel d'armement visés au paragraphe b) i), afin de s'assurer qu'ils ont été maintenus dans les conditions prévues à la règle 11 a) et qu'ils restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné;

- v) l'inspection de la face externe du fond du navire et l'examen des éléments connexes, qui a lieu en même temps, doivent permettre de s'assurer que ceux-ci restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné.
- c) Les visites annuelles, les visites intermédiaires et les inspections de la face externe du fond du navire spécifiées aux paragraphes a) iii), a) iv) et a) v) doivent être portées sur le Certificat de sécurité de construction pour navire de charge."

Règle 11

Maintien des conditions après visite

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

- "a) L'état du navire et de son armement doit être maintenu conformément aux prescriptions des présentes règles de manière que la sécurité du navire demeure à tous points de vue satisfaisante et que le navire puisse prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord.
- b) Après l'une quelconque des visites prévues aux règles 7, 8, 9 ou 10, aucun changement ne doit être apporté aux dispositions de structure, aux machines, à l'équipement ni aux autres éléments faisant l'objet de la visite, sauf autorisation de l'Administration.
- c) Lorsqu'un accident survenu à un navire ou un défaut constaté à bord compromet la sécurité du navire ou l'efficacité ou l'intégralité des engins de sauvetage ou autres appareaux, le capitaine ou le propriétaire du navire doit faire rapport dès que possible à l'Administration, à l'inspecteur désigné ou à l'organisme reconnu chargé de délivrer le certificat pertinent, qui doit faire entreprendre une enquête afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite conformément aux prescriptions des règles 7, 8, 9 ou 10. Si le navire se trouve dans un port d'un autre Gouvernement contractant, le capitaine ou le propriétaire doit également faire rapport immédiatement aux autorités compétentes de l'Etat du port et l'inspecteur désigné ou l'organisme reconnu doit s'assurer qu'un tel rapport a bien été fait."

Règle 12**Délivrance des certificats**

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

"Délivrance des certificats ou apposition d'un visa".

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

- "a) i) Un certificat dit Certificat de sécurité pour navire à passagers doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire à passagers qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1, II-2, III, IV et V et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;
- ii) un certificat dit Certificat de sécurité de construction pour navire de charge doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 (autres que celles qui concernent les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie) et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;
- iii) un certificat dit Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1, II-2, III et V et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;
- iv) un certificat dit Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge doit être délivré, après une visite initiale ou une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes du chapitre IV et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;

- v) 1) au lieu des certificats spécifiés aux paragraphes a) ii), a) iii) et a) iv), un certificat dit Certificat de sécurité pour navire de charge peut être délivré, à l'issue d'une visite initiale ou d'une visite de renouvellement, à tout navire de charge qui satisfait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1, II-2, III, IV et V et aux autres prescriptions pertinentes des présentes règles;
- 2) chaque fois qu'il est fait mention dans le présent chapitre du Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, du Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge ou du Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge, cette mention se rapporte au Certificat de sécurité pour navire de charge, s'il est utilisé au lieu des certificats susvisés;
- vi) le Certificat de sécurité pour navire à passagers, le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge, le Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge et le Certificat de sécurité pour navire de charge visés aux alinéas i), iii), iv) et v) doivent être complétés par une fiche d'équipement;
- vii) lorsqu'une exemption est accordée à un navire en application et en conformité des prescriptions des présentes règles, un certificat dit Certificat d'exemption doit être délivré en plus des certificats prescrits au présent paragraphe;
- viii) les certificats spécifiés dans la présente règle doivent être délivrés, ou un visa doit y être apposé, soit par l'Administration, soit par toute personne ou tout organisme autorisé par elle. Dans tous les cas, l'Administration assume l'entièbre responsabilité des certificats.

- b) Un Gouvernement contractant ne doit pas délivrer de certificat en application et en conformité des prescriptions des Conventions internationales de 1960, de 1948 ou de 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, après la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à son égard."

Règle 13

Délivrance d'un certificat par un autre Gouvernement

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

"Délivrance de certificats ou apposition d'un visa
par un autre gouvernement"

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

"Un Gouvernement contractant peut, à la requête de l'Administration, faire visiter un navire. S'il estime que les prescriptions des présentes règles sont observées, il délivre des certificats au navire ou autorise leur délivrance et, le cas échéant, appose un visa ou autorise son apposition, sur les certificats dont dispose le navire, conformément aux présentes règles. Tout certificat ainsi délivré doit comporter une déclaration établissant qu'il a été délivré à la requête du gouvernement de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon. Il a la même valeur et est accepté dans les mêmes conditions qu'un certificat délivré en vertu de la règle 12."

Règle 14

Durée de validité des certificats

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

"Durée et validité des certificats"

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

- "a) Le Certificat de sécurité pour navire à passagers ne doit pas être délivré pour une durée supérieure à douze mois. Le Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, le Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge et le Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge doivent être délivrés pour une période dont la durée est fixée par l'Administration, sans que cette durée puisse excéder cinq ans. Le Certificat d'exemption ne doit pas avoir une durée de validité supérieure à celle du certificat auquel il se réfère.
- b) i) Nonobstant les prescriptions du paragraphe a), lorsque la visite de renouvellement est achevée dans un délai de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à la date suivante :
- 1) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant;
 - 2) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant;
- ii) lorsque la visite de renouvellement est achevée après la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à la date suivante :
- 1) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant;
 - 2) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant;

- iii) lorsque la visite de renouvellement est achevée plus de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à la date suivante :
- 1) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'achèvement de la visite de renouvellement;
 - 2) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.
- c) Lorsqu'un certificat autre qu'un Certificat de sécurité pour navire à passagers est délivré pour une durée inférieure à cinq ans, l'Administration peut proroger la validité dudit certificat au-delà de la date d'expiration jusqu'à concurrence de la période maximale prévue au paragraphe a), à condition que les visites spécifiées aux règles 8, 9 et 10, qui doivent avoir lieu lorsque le certificat est délivré pour cinq ans, soient effectuées selon que de besoin.
- d) Si, après une visite de renouvellement, un nouveau certificat ne peut être délivré ou fourni au navire avant la date d'expiration du certificat existant, la personne ou l'organisme autorisé par l'Administration peut apposer un visa sur le certificat existant et ce certificat doit être accepté comme valable pour une nouvelle période qui ne peut excéder cinq mois à compter de la date d'expiration.
- e) Si, à la date d'expiration d'un certificat, le navire ne se trouve pas dans un port dans lequel il doit subir une visite, l'Administration peut proroger la validité de ce certificat. Toutefois, une telle prorogation ne doit être accordée que pour permettre au navire d'achever son voyage vers le port dans lequel il doit être visité et ce, uniquement dans le cas où cette mesure apparaît comme opportune et raisonnable. Aucun certificat ne doit être ainsi prorogé pour une période de plus de trois mois et un navire auquel cette prorogation a été accordée n'est pas en droit,

en vertu de cette prorogation, après son arrivée dans le port dans lequel il doit être visité, d'en repartir sans avoir obtenu un nouveau certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable jusqu'à la date suivante :

- i) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée;
 - ii) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.
- f) Un certificat délivré à un navire effectuant des voyages courts, qui n'a pas été prorogé conformément aux dispositions précédentes de la présente règle, peut être prorogé par l'Administration pour une période de grâce ne dépassant pas d'un mois la date d'expiration indiquée sur ce certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable jusqu'à la date suivante :
- i) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée;
 - ii) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.
- g) Dans certains cas particuliers déterminés par l'Administration, il n'est pas nécessaire que la validité du nouveau certificat commence à la date d'expiration du certificat existant, conformément aux prescriptions des paragraphes b) ii), e) ou f). Dans ces cas particuliers, le nouveau certificat est valable jusqu'à la date suivante :
- i) dans le cas d'un navire à passagers, une date qui n'est pas postérieure de plus de douze mois à la date d'achèvement de la visite de renouvellement;

- ii) dans le cas d'un navire de charge, une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.
- h) Lorsqu'une visite annuelle, intermédiaire ou périodique est achevée dans un délai inférieur à celui qui est spécifié dans la règle pertinente :
- i) la date anniversaire figurant sur le certificat en cause est remplacée au moyen d'un visa par une date qui ne doit pas être postérieure de plus de trois mois à la date à laquelle la visite a été achevée;
 - ii) la visite annuelle, intermédiaire ou périodique suivante prescrite par les règles pertinentes doit être achevée aux intervalles stipulés par ces règles, calculés à partir de la nouvelle date anniversaire;
 - iii) la date d'expiration peut demeurer inchangée, à condition qu'une ou plusieurs visites annuelles, intermédiaires ou périodiques, selon le cas, soient effectuées de telle sorte que les intervalles maximaux entre visites prescrits par les règles pertinentes ne soient pas dépassés.
- i) Un certificat délivré en vertu de la règle 12 ou de la règle 13 cesse d'être valable dans l'un quelconque des cas suivants :
- i) si les visites et inspections pertinentes ne sont pas achevées dans les délais spécifiés aux règles 7 a), 8 a), 9 a) et 10 a);
 - ii) si les visas prévus dans les présentes règles n'ont pas été apposés sur le certificat;
 - iii) si un navire passe sous le pavillon d'un autre Etat. Un nouveau certificat ne doit être délivré que si le gouvernement délivrant le nouveau certificat a la certitude que le navire satisfait aux prescriptions des règles 11 a) et 11 b). Dans le

cas d'un transfert de pavillon entre Gouvernements contractants, si la demande lui en est faite dans un délai de trois mois à compter du transfert, le gouvernement de l'Etat dont le navire était autorisé précédemment à battre pavillon adresse dès que possible à l'Administration des copies des certificats dont le navire était pourvu avant le transfert, ainsi que des copies des rapports de visite, le cas échéant."

Règle 15

Présentation des certificats

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

"Présentation des certificats et des fiches d'équipement"

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

"Les certificats et les fiches d'équipement doivent être établis conformément aux modèles qui figurent à l'appendice de l'Annexe de la présente Convention. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais ni le français, le texte comprend une traduction dans l'une de ces langues."

Règle 16

Affichage des certificats

Remplacer le titre actuel par ce qui suit :

"Disponibilité des certificats"

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

"Les certificats délivrés en vertu des règles 12 et 13 doivent pouvoir être facilement examinés à bord à tout moment."

Règle 19**Contrôle**

Remplacer le texte actuel par ce qui suit :

- "a) Tout navire est sujet, dans un port d'un autre Gouvernement contractant, au contrôle de fonctionnaires dûment autorisés par ce gouvernement dans la mesure où ce contrôle a pour objet de vérifier que les certificats délivrés en vertu de la règle 12 ou de la règle 13 sont en cours de validité.
- b) Ces certificats, s'ils sont en cours de validité, doivent être acceptés à moins qu'il n'existe de bonnes raisons de penser que l'état du navire ou de son armement ne correspond pas en substance aux indications de l'un quelconque de ces certificats ou que le navire et son armement ne satisfont pas aux dispositions des règles 11 a) et 11 b).
- c) Dans les circonstances énoncées au paragraphe b) et dans le cas où un certificat est venu à expiration ou a cessé d'être valable, le fonctionnaire exerçant le contrôle doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher le navire d'appareiller jusqu'à ce qu'il puisse prendre la mer ou quitter le port pour se rendre au chantier de réparation approprié, sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord.
- d) Dans le cas où le contrôle donnerait lieu à une intervention quelconque, le fonctionnaire exerçant le contrôle doit informer immédiatement et par écrit le consul ou, en son absence, le plus proche représentant diplomatique de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon, de toutes les circonstances qui ont fait considérer cette intervention comme nécessaire. En outre, les inspecteurs désignés ou les organismes reconnus qui sont chargés de la délivrance des certificats doivent également être avisés. Il doit être fait rapport à l'Organisation des faits concernant cette intervention.

- e) L'autorité de l'Etat du port concerné doit communiquer tous les renseignements pertinents intéressant le navire aux autorités du port d'escale suivant, ainsi qu'aux personnes et organismes mentionnés au paragraphe d), si elle ne peut prendre les mesures spécifiées aux paragraphes c) et d) ou si le navire a été autorisé à se rendre au port d'escale suivant.
- f) Dans l'exercice du contrôle en vertu de la présente règle, il convient d'éviter, dans toute la mesure du possible, de retenir ou de retarder indûment le navire. Tout navire qui a été retenu ou retardé indûment par suite de l'exercice de ce contrôle a droit à réparation pour les pertes ou dommages subis."

APPENDICE

**AMENDEMENTS ET ADJONCTIONS A L'APPENDICE DE L'ANNEXE DE LA
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER**

Remplacer les modèles actuels de Certificat de sécurité pour navire à passagers, de Certificat de sécurité de construction pour navire de charge, de Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge, de Certificat de sécurité radiotélégraphique pour navire de charge, de Certificat de sécurité radiotéléphonique pour navire de charge et de Certificat d'exemption figurant à l'appendice de l'Annexe de la Convention par les modèles de certificats et fiches d'équipement ci-après :

"Modèle de Certificat de sécurité pour navire à passagers

CERTIFICAT DE SECURITE POUR NAVIRE A PASSAGERS

Le présent certificat doit être complété par une fiche
d'équipement (modèle P)

(Cachet officiel)

(Etat)

pour un 1/
un court voyage international

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(nom de l'Etat)

par _____

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire^{2/}

Nom du navire.....
Numéro ou lettres distinctifs.....
Port d'immatriculation.....
Jauge brute.....
Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2).....
Numéro OMI <u>3/</u>

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle
la construction du navire se trouvait à un stade
équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des
travaux de conversion ou de transformation ou
modification d'une importance majeure ont commencé

1/ Rayer la mention inutile.

2/ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées
horizontalement dans des cases.

3/ Conformément à la résolution A.600(15) intitulée "Système de numéros OMI
d'identification des navires", ce renseignement peut être indiqué à titre
facultatif.

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/7 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne :
 - .1 la structure, les machines principales et auxiliaires, les chaudières et autres récipients sous pression;
 - .2 les dispositions et les détails relatifs au compartimentage étanche à l'eau;
 - .3 les lignes de charge de compartimentage suivantes :

Lignes de charge de compartimentage déterminées et marquées sur la muraille au milieu du navire (règle II-1/13)	Franc-bord	A utiliser quand les espaces affectés aux passagers comprennent les volumes suivants pouvant être occupés soit par des passagers, soit par des marchandises
C.1
C.2
C.3

- 2.2 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les mesures prises à la construction en vue de la protection contre l'incendie, les systèmes et les dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie;
- 2.3 que les engins de sauvetage et l'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours satisfaisaient aux prescriptions de la Convention;
- 2.4 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et d'installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
- 2.5 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
- 2.6 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;
- 2.7 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;

2.8 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;

2.9 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention.

3 Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas^{1/} été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

VISA DE PROROGATION DU CERTIFICAT APRÈS ACHÈVEMENT DE LA VISITE DE
RENOUVELLEMENT ET EN CAS D'APPLICATION DE LA RÈGLE I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

1/ BAYER LA MENTION INUTILE.

VISA de prorogation de la validité du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grève en cas d'application des règles I/14 e) ou I/14 f

Le présent certificat, conformément aux règles I/14 e)/I/14 f)^{1/} de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

1/ Rayer la mention inutile

**FICHE D'EQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SECURITE
POUR NAVIRE A PASSAGERS (MODELE P)**

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité pour navire à passagers

**FICHE D'EQUIPEMENT VISANT A SATISFAIRE A LA CONVENTION
INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE
HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIEE PAR
LE PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF**

1 CARACTERISTIQUES DU NAVIRE

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Nombre de passagers que le navire est autorisé à transporter
 Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations radioélectriques

2 DETAIL DES ENGINS DE SAUVETAGE

	Bâbord	Tribord
1 Nombre total de personnes pour lesquelles il est prévu des engins de sauvetage
2 Nombre total d'embarcations de sauvetage
2.1 Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir
2.2 Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées (règle III/42)
2.3 Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43)
2.4 Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/44)
2.5 Autres embarcations de sauvetage
2.5.1 Nombre
2.5.2 Type

3	Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus)
3.1	Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs
4	Nombre de canots de secours
4.1	Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus
5	Radeaux de sauvetage	
5.1	Radeaux de sauvetage exigeant des dispositifs approuvés de mise à l'eau
5.1.1	Nombre de radeaux de sauvetage
5.1.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir
5.2	Radeaux de sauvetage n'exigeant pas de dispositifs approuvés de mise à l'eau
5.2.1	Nombre de radeaux de sauvetage
5.2.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir
6	Engins flottants	
6.1	Nombre d'engins
6.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent supporter
7	Nombre de bouées de sauvetage
8	Nombre de brassières de sauvetage
9	Combinaisons d'immersion	
9.1	Nombre total
9.2	Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage
10	Nombre de moyens de protection thermique ^{1/}
11	Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage	
11.1	Nombre de répondeurs radar
11.2	Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF

1/ A l'exception de ceux prescrits aux règles III/38.5.1.24, III/41.8.31 et III/47.2.2.13.

3 DETAIL DES INSTALLATIONS RADIOPHONIQUES

Installations	Equipement à bord
1 Systèmes primaires	
1.1 Installation radioélectrique VHF :
1.1.1 Codeur ASN
1.1.2 Récepteur de veille ASN
1.1.3 Radiotéléphonie
1.2 Installation radioélectrique MF :
1.2.1 Codeur ASN
1.2.2 Récepteur de veille ASN
1.2.3 Radiotéléphonie
1.3 Installation radioélectrique MF/HF :
1.3.1 Codeur ASN
1.3.2 Récepteur de veille ASN
1.3.3 Radiotéléphonie
1.3.4 Radiotélégraphie à impression directe
1.4 Station terrienne de navire INMARSAT
2 Moyens secondaires d'alerte
3 Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime	
3.1 Récepteur NAVTEX
3.2 Récepteur AGA
3.3 Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe
4 RLS par satellite	
4.1 COSPAS/SARSAT
4.2 INMARSAT
5 RLS VHF
6 Répondeur radar de navire
7 Récepteur de veille fonctionnant sur la fréquence radiotéléphonique de détresse <u>2 182 kHz 2/</u>
8 Dispositif permettant d'émettre le signal d'alarme radiotéléphonique sur <u>2 182 kHz 3/</u>

2/ A moins que le Comité de la sécurité maritime ne fixe une autre date, cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

3/ Cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

**4 MÉTHODES UTILISÉES POUR ASSURER LA DISPOBILITÉ DES INSTALLATIONS
RADIOELECTRIQUES (règles IV/15.6 et IV/15.7)**

- 4.1 Installation en double du matériel
- 4.2 Entretien à terre
- 4.3 Capacité d'entretien en mer

**5 NAVIRES CONSTRUITS AVANT LE 1er FEVRIER 1995 QUI NE SATISFONNT PAS A
TOUTES LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES DU CHAPITRE IV DE LA CONVENTION,
TELLE QUE MODIFIÉE EN 1988^{4/}**

	Prescriptions des règles	Dispositions prises à bord
Heures d'écoute par opérateur
Nombre d'opérateurs
Y a-t-il un auto-alarme ?
Y a-t-il une installation principale ?
Y a-t-il une installation de réserve ?
L'émetteur principal et l'émetteur de réserve sont-ils électriquement séparés ou sont-ils combinés ?

**6 NAVIRES CONSTRUITS AVANT LE 1er FEVRIER 1992 QUI NE SATISFONNT PAS
PLEINEMENT AUX PRESCRIPTIONS APPLICABLES DU CHAPITRE III DE LA
CONVENTION, TELLE QUE MODIFIÉE EN 1988^{5/}**

	Dispositions prises à bord
Installation radiotélégraphique pour embarcations de sauvetage
Appareil radioélectrique portatif pour embarcations et radeaux de sauvetage
RLS pour embarcations et radeaux de sauvetage (121,5 MHz et 243,0 MHz)
Emetteur-récepteur radiotéléphonique

4/ Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

5/ Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1995.

IL EST CERTIFIE que la présente fiche est correcte à tous égards

DELIVREE A

.....
.....

(Lieu de délivrance de la fiche)

Le
.....

(Date de délivrance)

(Signature de l'agent
dûment autorisé qui
délivre la fiche)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

**Modèle de Certificat de sécurité de construction
pour navire de charge**

**CERTIFICAT DE SECURITE DE CONSTRUCTION
POUR NAVIRE DE CHARGE**

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le Protocole de 1988, y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire^{1/}

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Port en lourd du navire (tonnes métriques)^{2/}

Numéro OMI^{3/}

Type de navire^{4/}

Pétrolier

Navire-citerne pour produits chimiques

Transporteur de gaz

Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé

1/ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

2/ Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.

3/ Conformément à la résolution A.600(15) intitulée "Système de numéros OMI d'identification des navires", ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

4/ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIE :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/10 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement tels qu'ils sont définis dans la règle mentionnée ci-dessus était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans de lutte contre l'incendie).
- 3 Que les deux dernières inspections de la face externe du fond du navire ont eu lieu le et
(dates)
- 4 Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas^{4/} été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au^{5/}
sous réserve des visites annuelles et intermédiaires et des inspections de la face externe du fond du navire prévues à la règle I/10 de la Convention.

Délivré à
.....
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent
autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité
qui délivre le certificat)

4/ Rayer la mention inutile.

5/ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Attestation de visites annuelles et intermédiaires

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite prescrite par la règle I/10 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite annuelle :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/intermédiaire^{4/}:Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/intermédiaire^{4/}:Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Bayer la mention inutile.

Visite annuelle/intermédiaire effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite annuelle/intermédiaire^{4/} effectuée conformément à la règle I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

Attestation d'inspections de la face externe du fond du navire^{6/}

IL EST CERTIFIE que, lors d'une inspection prescrite par la règle I/10 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Première inspection :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Deuxième inspection :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

6/ Des inspections supplémentaires peuvent être prévues.

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 e)/I/14 f)^{4/} de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

VISA pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

**Modèle de Certificat de sécurité du matériel
d'armement pour navire de charge**

**CERTIFICAT DE SECURITE DU MATERIEL D'ARMEMENT
POUR NAVIRE DE CHARGE**

Le présent certificat doit être complété par une
fiche d'équipement (modèle E)

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour
la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le Protocole
de 1988 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire^{1/}

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation
Jauge brute
Port en lourd du navire (tonnes métriques) ^{2/}
Longueur du navire (règle III/3.10).....
Numéro OMI ^{3/}

Type de navire^{4/}

Pétrolier
Navire-citerne pour produits chimiques
Transporteur de gaz
Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé

.....

1/ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

2/ Seulement pour les pétroliers et les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.

3/ Conformément à la résolution A.600(15) intitulée "Système de numéros OMI d'identification des navires", ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif.

4/ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/8 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
- 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et les dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie;
 - 2.2 que les engins de sauvetage et l'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours satisfaisaient aux prescriptions de la Convention;
 - 2.3 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et d'installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
 - 2.4 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
 - 2.5 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
 - 2.6 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention.
- 3 Que le navire est exploité conformément à la règle III/26.1.1.1 dans les limites de la région d'exploitation
- 4 Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas 4/ été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au5/
 sous réserve des visites annuelles et périodiques prévues à la règle I/8 de la Convention.

Délivré à

.....
 (Lieu de délivrance du certificat)

Le
 (Date de délivrance)

.....
 (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

4/
5/ Rayer la mention inutile.

Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondant à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Attestation de visites annuelles et périodiques

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite prescrite par la règle I/8 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite annuelle :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/périodique^{4/} :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/périodique^{4/} :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

Visite annuelle/périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite annuelle/périodique^{4/} effectuée conformément à la règle I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Bayer la mention inutile.

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 e)^{4/}/I/14 f)^{4/} de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au
.....

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

VISA pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

**FICHE D'EQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SECURITE
DU MATERIEL D'ARMEMENT POUR NAVIRE DE CHARGE (MODELE E)**

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge

**FICHE D'EQUIPEMENT VISANT A SATISFAIRE A LA CONVENTION INTERNATIONALE
DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE
QUE MODIFIEE PAR LE PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF**

1 CARACTERISTIQUES DU NAVIRE

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs

2 DETAIL DES ENGINS DE SAUVETAGE

		Bâbord	Tribord
	
1	Nombre total de personnes pour lesquelles il est prévu des engins de sauvetage
2	Nombre total d'embarcations de sauvetage
2.1	Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir
2.2	Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43)
2.3	Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/44)
2.4	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un système autonome d'approvisionnement en air (règle III/45)
2.5	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46)
2.6	Autres embarcations de sauvetage
2.6.1	Nombre
2.6.2	Type
2.7	Nombre d'embarcations de sauvetage mises à l'eau en chute libre
2.7.1	Complètement fermées (règle III/44)
2.7.2	Autonomes (règle III/45)
2.7.3	Munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46)

3	Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations indiqué ci-dessus)
3.1	Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs
4	Nombre de canots de secours
4.1	Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus
5	Radeaux de sauvetage
5.1	Radeaux de sauvetage exigeant des dispositifs approuvés de mise à l'eau
5.1.1	Nombre de radeaux de sauvetage
5.1.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir
5.2	Radeaux de sauvetage n'exigeant pas de dispositifs approuvés de mise à l'eau
5.2.1	Nombre de radeaux de sauvetage
5.2.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir
5.3	Nombre de radeaux de sauvetage prescrits à la règle III/26.1.4
6	Nombre de bouées de sauvetage
7	Nombre de brassières de sauvetage
8	Combinaisons d'immersion
8.1	Nombre total
8.2	Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage
9	Nombre de moyens de protection thermique ^{1/}
10	Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage
10.1	Nombre de répondeurs radar
10.2	Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF

1/ A l'exception de ceux prescrits aux règles III/38.5.1.24, III/41.8.31 et III/47.2.2.13.

3 NAVIRES CONSTRUISIS AVANT LE 1er FÉVRIER 1992 QUI NE SATISFONT PAS PLEINEMENT AUX PRESCRIPTIONS APPLICABLES DU CHAPITRE III DE LA CONVENTION, TELLE QUE MODIFIÉE EN 1986^{2/}

Dispositions primes à bord
Installation radiotélégraphique pour embarcations de sauvetage
Appareil radioélectrique portatif pour embarcations et radeaux de sauvetage
RLS pour embarcations et radeaux de sauvetage (121,5 MHz et 243,0 MHz)
Emetteur-récepteur radiotéléphonique

IL EST CERTIFIE que la présente fiche est correcte à tous égards

DELIVRÉE A

.....
(Lieu de délivrance de la fiche)

Le
(Date de délivrance)

(Signature de l'agent
dûment autorisé qui
délivre la fiche)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

2/ Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1995.

Modèle de Certificat de sécurité radioélectrique
pour navire de charge

CERTIFICAT DE SECURITE RADIOELECTRIQUE
POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent certificat doit être complété par une fiche
d'équipement des installations radioélectriques (modèle R)

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour
la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le Protocole
de 1988 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire^{1/}

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Port d'immatriculation
 Jauge brute
 Zones océaniques dans lesquelles
le navire est autorisé à naviguer
(règle IV/2)
 Numéro OMI 2/

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la
construction du navire se trouvait à un stade équivalent
ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de
conversion ou de transformation ou modification d'une
importance majeure ont commencé

IL EST CERTIFIE :

1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/9
de la Convention.

1/ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées
horizontalement dans des cases.

2/ Conformément aux dispositions de la résolution A.600(15) intitulée
"Système de numéros OMI d'identification des navires", ce renseignement
peut être indiqué à titre facultatif.

2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :

- 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
- 2.2 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention.

3 Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas^{3/} été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au^{4/}
sous réserve des visites périodiques prévues à la règle I/9 de la Convention

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent autorisé
qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité
qui délivre le certificat)

3/ Rayer la mention inutile.

4/ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Attestation de visites périodiques

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite prescrite par la règle I/9 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
.....(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
.....(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
.....(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 e)/I/14 f)^{3/} de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Viss pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

3/ Rayer la mention inutile.

**FICHE D'EQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SECURITE RADIOELECTRIQUE
POUR NAVIRE DE CHARGE (MODELE R)**

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge

**FICHE D'EQUIPEMENT RADIOELECTRIQUE VISANT A SATISFAIRE A LA
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIEE
PAR LE PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF**

1 CARACTERISTIQUES DU NAVIRE

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations radioélectriques.....

2 DETAIL DES INSTALLATIONS RADIOELECTRIQUES

Installations	Equipement à bord
1 Systèmes primaires	
1.1 Installation radioélectrique VHF :	
1.1.1 codeur ASN
1.1.2 récepteur de veille ASN
1.1.3 radiotéléphonie
1.2 Installation radioélectrique MF :	
1.2.1 codeur ASN
1.2.2 récepteur de veille ASN
1.2.3 radiotéléphonie
1.3 Installation radioélectrique MF/HF :	
1.3.1 codeur ASN
1.3.2 récepteur de veille ASN
1.3.3 radiotéléphonie
1.3.4 radiotélégraphie à impression directe
1.4 Station terrienne de navire INMARSAT
2 Movens secondaires d'alerte

3	Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime	
3.1	Récepteur NAVTEX
3.2	Récepteur AGA
3.3	Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe
4	RLS par satellite	
4.1	COSPAS/SARSAT
4.2	INMARSAT
5	RLS VHF
6	Répondeur radar de navire
7	Récepteur de veille fonctionnant sur la fréquence radiotéléphonique de détresse 2 182 kHz <u>1/</u>
8	Dispositif permettant d'émettre le signal d'alarme radiotéléphonique sur 2 182 kHz <u>2/</u>

1/ À moins que le Comité de la sécurité maritime ne fixe une autre date, cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

2/ Cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

**3 MÉTHODES UTILISÉES POUR ASSURER LA DISPONIBILITÉ DES INSTALLATIONS
RADIOELECTRIQUES (règles IV/15.6 et 15.7)**

- | | |
|--|-------|
| 3.1 Installation en double du matériel | |
| 3.2 Entretien à terre | |
| 3.3 Capacité d'entretien en mer | |

**4 NAVIRES CONSTRUITS AVANT LE 1er FEVRIER 1995 QUI NE SATISFONT PAS A
TOUTES LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES DU CHAPITRE IV DE LA CONVENTION,
TEILLE QUE MODIFIÉE EN 1988 3/**

- 4.1 Navires tenus d'être munis de matériel radiotélégraphique conformément à la Convention en vigueur avant le 1er février 1992

	Prescriptions des règles	Dispositions prises à bord
Heures d'écoute par opérateur
Nombre d'opérateurs
Y a-t-il un auto-alarme ?
Y a-t-il une installation principale ?
Y a-t-il une installation de réserve ?
L'émetteur principal et l'émetteur de réserve sont-ils électriquement séparés ou sont-ils combinés ?

- 4.2 Navires tenus d'être munis de matériel radiotéléphonique conformément à la Convention en vigueur avant le 1er février 1992

	Prescriptions des règles	Dispositions prises à bord
Heures d'écoute
Nombre d'opérateurs

3/ Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

IL EST CERTIFIE que la présente fiche est correcte à tous égards

DELIVREE A

.....
(Lieu de délivrance de la fiche)

Le

(Date de délivrance)

**(Signature de l'agent
dûment autorisé qui
délivre la fiche)**

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

Modèle de Certificat de sécurité pour navire de charge**CERTIFICAT DE SECURITE POUR NAVIRE DE CHARGE**

**Le présent certificat doit être complété par
une fiche d'équipement (modèle C)**

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire^{1/}

Nom du navire.....
 Numéro ou lettres distinctifs.....
 Port d'immatriculation.....
 Jauge brute.....
 Port en lourd du navire (tonnes métriques) 2/.....
 Longueur du navire (règle III/3.10).....
 Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2).....
 Numéro OMI 3/.....

Type de navire^{4/}

- Pétrolier
- Navire-citerne pour produits chimiques
- Transporteur de gaz
- Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

-
- 1/ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases
 - 2/ Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.
 - 3/ Conformément à la résolution A.600(15) intitulée "Système de numéros OMI d'identification des navires", ce renseignement peut être indiqué à titre facultatif
 - 4/ Rayer les mentions inutiles.

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé

IL EST CERTIFIE :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions des règles I/8, I/9 et I/10 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement, tels qu'ils sont définis à la règle I/10, était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans de lutte contre l'incendie);
 - 2.2 que les deux dernières inspections de la face externe du fond du navire ont eu lieu le et le
(dates)
 - 2.3 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et les dispositifs de protection contre l'incendie et les plans de lutte contre l'incendie;
 - 2.4 que les engins de sauvetage et l'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours satisfaisaient aux prescriptions de la Convention;
 - 2.5 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et d'installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
 - 2.6 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
 - 2.7 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;
 - 2.8 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
 - 2.9 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer;
 - 2.10 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention.
- 3 Que le navire est exploité conformément à la règle III/26.1.1.1 dans les limites de la région d'exploitation

4 Qu'un certificat d'exemption a/n'a pas^{4/} été délivré.

Le présent certificat est valable jusqu'au^{5/}

sous réserve des visites annuelles, intermédiaires et périodiques et des inspections de la face externe du fond du navire prévues aux règles I/8, I/9 et I/10 de la Convention.

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

4/ Rayer la mention inutile.

5/ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Attestation de visites annuelles et intermédiaires relatives à la structure,
aux machines et à l'armement visés à la section 2.1 du présent certificat

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite prescrite par la règle I/10 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite annuelle :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/intermédiaire^{4/} : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/intermédiaire^{4/} : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

Visite annuelle/intmédiaire effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite annuelle/intmédiaire 4/ effectuée conformément aux règles I/10 et I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

Attestation d'inspections de la face externe du fond du navire^{6/}

IL EST CERTIFIE que, lors d'une inspection prescrite par la règle I/10 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Première inspection :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Deuxième inspection :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

6/ Des inspections supplémentaires peuvent être prévues.

Attestation de visites annuelles et de visites périodiques relatives aux engins de sauvetage et autre matériel visés aux sections 2.3, 2.4, 2.5, 2.8 et 2.9 du présent certificat

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite prescrite par la règle I/8 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite annuelle :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/périodique^{4/} :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/périodique^{4/} :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

Visite annuelle/périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite annuelle/périodique 4/ effectuée conformément aux règles I/8 et I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

Attestation de visites périodiques relatives aux installations
radioélectriques visées aux sections 2.6 et 2.7 du présent certificat

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite prescrite par la règle I/9 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite périodique :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique :

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIE que, lors d'une visite périodique effectuée conformément aux règles I/9 et I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent certificat conformément à la règle I/14 e)/I/14 f)^{4/} de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

4/ Rayer la mention inutile.

**FICHE D'EQUIPEMENT POUR LE CERTIFICAT DE SECURITE RADIOELECTRIQUE
POUR NAVIRE DE CHARGE (MODELE C)**

La présente fiche doit être jointe en permanence au Certificat de sécurité pour navire de charge

**FICHE D'EQUIPEMENT VISANT A SATISFAIRE A LA CONVENTION
INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE
LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIEE
PAR LE PROTOCOLE DE 1988 Y RELATIF**

1 CARACTERISTIQUES DU NAVIRE

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises
 pour exploiter les installations radioélectriques

2 DETAIL DES ENGINS DE SAUVETAGE

		Bâbord	Tribord
1	Nombre total de personnes pour lesquelles il est prévu des engins de sauvetage
2	Nombre total d'embarcations de sauvetage
2.1	Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir
2.2	Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43)
2.3	Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/44)
2.4	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un système autonome d'approvisionnement en air (règle III/45)
2.5	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46)
2.6	Autres embarcations de sauvetage		
2.6.1	Nombre
2.6.2	Type
2.7	Nombre d'embarcations de sauvetage mises à l'eau en chute libre		
2.7.1	Complètement fermées (règle III/44)
2.7.2	Autonomes (règle III/45)
2.7.3	Munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/46)

3	Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations indiqué ci-dessus)
3.1	Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs
4	Nombre de canots de secours
4.1	Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus
5	Radeaux de sauvetage	
5.1	Radeaux de sauvetage exigeant des dispositifs approuvés de mise à l'eau
5.1.1	Nombre de radeaux de sauvetage
5.1.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir
5.2	Radeaux de sauvetage n'exigeant pas de dispositifs approuvés de mise à l'eau
5.2.1	Nombre de radeaux de sauvetage
5.2.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir
5.3	Nombre de radeaux de sauvetage prescrits à la règle III/26.1.4
6	Nombre de bouées de sauvetage
7	Nombre de brassières de sauvetage
8	Combinaisons d'immersion	
8.1	Nombre total
8.2	Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage
9	Nombre de movens de protection thermique ^{1/}
10	Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage	
10.1	Nombre de répondeurs radar
10.2	Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF

^{1/} A l'exception de ceux prescrits aux règles III/38.5.1.24, III/41.8.31 et III/47.2.2.13.

3 DETAIL DES INSTALLATIONS RADIOPHONIQUES

	Installations	Équipement à bord
1	Systèmes primaires
1.1	Installation radioélectrique VHF :
1.1.1	codeur ASN
1.1.2	récepteur de veille ASN
1.1.3	radiotéléphonie
1.2	Installation radioélectrique MF :
1.2.1	codeur ASN
1.2.2	récepteur de veille ASN
1.2.3	radiotéléphonie
1.3	Installation radioélectrique MF/HF :
1.3.1	codeur ASN
1.3.2	récepteur de veille ASN
1.3.3	radiotéléphonie
1.3.4	radiotélégraphie à impression directe
1.4	Station terrienne de navire INMARSAT
2	Moyens secondaires d'alerte
3	Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime
3.1	Récepteur NAVTEX
3.2	Récepteur AGA
3.3	Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe
4	RLS par satellite
4.1	COSPAS/SARSAT
4.2	INMARSAT
5	RLS VHF
6	Répondeur radar de navire
7	Récepteur de veille fonctionnant sur la fréquence radiotéléphonique de détresse 2 182 kHz <u>2/</u>
8	Dispositif permettant d'émettre le signal d'alarme radiotéléphonique sur 2 182 kHz <u>3/</u>

2/ A moins que le Comité de la sécurité maritime ne fixe une autre date, cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

3/ Cette rubrique n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

**4 MÉTHODES UTILISÉES POUR ASSURER LA DISPOBILITÉ DES INSTALLATIONS
RADIOELECTRIQUES (règles IV/15.6 et IV/15.7)**

- 4.1 Installation en double du matériel
 4.2 Entretien à terre
 4.3 Capacité d'entretien en mer

**5 NAVIRES CONSTRUITS AVANT LE 1er FEVRIER 1995 QUI NE SATISFONTE PAS A
TOUTES LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES DU CHAPITRE IV DE LA CONVENTION,
TELLE QUE MODIFIÉE EN 1988 4/**

- 5.1 Navires tenus d'être munis de matériel radiotélégraphique conformément à
la Convention en vigueur avant le 1er février 1992

	Prescriptions des règles	Dispositions prises à bord
Heures d'écoute par opérateur
Nombre d'opérateurs
Y a-t-il un auto-alarme ?
Y a-t-il une installation principale ?
Y a-t-il une installation de réserve ?
L'émetteur principal et l'émetteur de réserve sont-ils électriquement séparés ou sont-ils combinés ?

- 5.2 Navires tenus d'être munis de matériel radiotéléphonique conformément
à la Convention en vigueur avant le 1er février 1992

	Prescriptions des règles	Dispositions prises à bord
Heures d'écoute
Nombre d'opérateurs

4/ Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1999.

6 NAVIRES CONSTRUIS AVANT LE 1er FEVRIER 1992 QUI NE SATISFONT PAS PLEINEMENT AUX PRESCRIPTIONS APPLICABLES DU CHAPITRE III DE LA CONVENTION, TELLE QUE MODIFIEE EN 1988 5/

	Dispositions prises à bord
Installation radiotélégraphique pour embarcations de sauvetage
Appareil radioélectrique portatif pour embarcations et radeaux de sauvetage
RLS pour embarcations et radeaux de sauvetage (121,5 MHz et 243,0 MHz)
Emetteur-récepteur radiotéléphonique

IL EST CERTIFIE que la présente fiche est correcte à tous égards

DELIVREE A

.....
 (Lieu de délivrance de la fiche)

Le
 (Date de délivrance)
 (Signature de l'agent

dûment autorisé qui
 délivre la fiche)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

5/ Cette section n'aura pas à figurer sur la fiche jointe aux certificats délivrés après le 1er février 1995.

Modèle de Certificat d'exemption**CERTIFICAT D'EXEMPTION**

(Cachet officiel)

(Etat)

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(nom de l'Etat)

par

(personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire^{1/}

Nom du navire.....
Numéro ou lettres distinctifs.....
Port d'immatriculation.....
Jauge brute.....
Numéro OMI ^{2/}

IL EST CERTIFIE :

Que le navire est exempté, en vertu de la règle
de la Convention, de l'application des prescriptions de
.....
de la Convention.

Conditions, s'il en existe, auxquelles le Certificat d'exemption est accordé
.....
.....
Voyages, le cas échéant, pour lesquels le Certificat d'exemption est accordé

Le présent certificat est valable jusqu'au, à condition que
le Certificat, auquel est joint le présent certificat,
reste valable.

1/ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées
horizontalement dans des cases.

2/ Conformément aux dispositions de la résolution A.600(15) intitulée
"Système de numéros OMI d'identification des navires", ce renseignement
peut être indiqué à titre facultatif.

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent
autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité
qui délivre le certificat)

Visa de prorogation du certificat, s'il est valable pour une durée inférieure
à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est
accepté comme valable jusqu'au
à condition que le Certificat, auquel est joint
le présent certificat, reste valable.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat après achèvement de la visite de
renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le présent certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est
accepté comme valable jusqu'au
à condition que le Certificat,, auquel est joint
le présent certificat, reste valable.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent certificat, conformément aux règles I/14 e)/I/14 f)^{3/} de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au.....

.....
à condition que le Certificat auquel est joint le présent certificat, reste valable.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

3/ Rayer la mention inutile.

COPIE CERTIFIEE CONFORME du texte français du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, fait à Londres le 11 novembre 1988, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale.

Pour le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale :

Londres, 17-V-1990

Dahir n° 1-14-108 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication du Traité de Beijing (Pékin) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, adopté par les Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle lors de la Conférence diplomatique tenue à Pékin du 20 au 26 juin 2012.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu le Traité de Beijing (Pékin) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, adopté par les Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle lors de la Conférence diplomatique tenue à Pékin du 20 au 26 juin 2012 ;

Vu la loi n° 29-13 portant approbation du Traité précité, promulguée par le dahir n° 1-14-88 du 12 rejab 1435 (12 mai 2014) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc du Traité précité, faite à Genève le 22 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Traité de Beijing (Pékin) sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, adopté par les Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle lors de la Conférence diplomatique tenue à Pékin du 20 au 26 juin 2012.

Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles

Préambule

Les Parties contractantes,

Désireuses de développer et d'assurer la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions audiovisuelles d'une manière aussi efficace et uniforme que possible,

Rappelant l'importance des recommandations du Plan d'action pour le développement adoptées en 2007 par l'Assemblée générale de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), qui visent à s'assurer que les considérations relatives au développement font partie intégrante des travaux de l'Organisation,

Reconnaissant la nécessité d'instituer de nouvelles règles internationales pour apporter des réponses appropriées aux questions soulevées par l'évolution constatée dans les domaines économique, culturel et technique,

Reconnaissant que l'évolution et la convergence des techniques de l'information et de la communication ont une incidence considérable sur la production et l'utilisation des interprétations ou exécutions audiovisuelles,

Reconnaissant la nécessité de maintenir un équilibre entre les droits des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions audiovisuelles et l'intérêt public général, notamment en matière d'enseignement, de recherche et d'accès à l'information,

Reconnaissant que le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), fait à Genève le 20 décembre 1996, n'étend pas la protection aux interprétations ou exécutions audiovisuelles des artistes interprètes ou exécutants,

Se référant à la résolution concernant les interprétations et exécutions audiovisuelles adoptée par la Conférence diplomatique sur certaines questions de droit d'auteur et de droits voisins le 20 décembre 1996,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Rapports avec d'autres conventions et traités

1) Aucune disposition du présent traité n'emporte dérogation aux obligations qu'ont les Parties contractantes les unes à l'égard des autres en vertu du WPPT ou de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961.

2) La protection prévue par le présent traité laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. En conséquence, aucune disposition du présent traité ne peut être interprétée comme portant atteinte à cette protection.

3) Le présent traité n'a aucun lien avec d'autres traités que le WPPT et s'applique sans préjudice des droits et obligations découlant de tout autre traité^{1,2}.

¹ Déclaration commune concernant l'article premier : Il est entendu qu'aucune disposition du présent traité n'affecte les droits ou obligations découlant du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT) ni leur interprétation et il est également entendu que l'alinéa 3) ne crée aucune obligation pour une partie contractante du présent traité de ratifier le WPPT ou d'y adhérer, ou de se conformer à l'une quelconque de ses dispositions.

[Suite de la note page suivante]

Article 2

Définitions

Aux fins du présent traité, on entend par :

- a) "artistes interprètes ou exécutants" les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent, interprètent ou exécutent de toute autre manière des œuvres littéraires ou artistiques ou des expressions du folklore³;
- b) "fixation audiovisuelle" l'incorporation d'une séquence animée d'images, accompagnée ou non de sons ou des représentations de ceux-ci, dans un support qui permette de la percevoir, de la reproduire ou de la communiquer à l'aide d'un dispositif⁴;
- c) "radiodiffusion" la transmission sans fil de sons, d'images ou d'images et de sons, ou des représentations de ceux-ci, aux fins de réception par le public; ce terme désigne aussi une transmission de cette nature effectuée par satellite; la transmission de signaux cryptés est assimilée à la "radiodiffusion" lorsque les moyens de décryptage sont fournis au public par l'organisme de radiodiffusion ou avec son consentement;
- d) "communication au public" d'une interprétation ou exécution la transmission au public, par tout moyen autre que la radiodiffusion, d'une interprétation ou exécution non fixée ou d'une interprétation ou exécution fixée sur une fixation audiovisuelle. Aux fins de l'article 11, le terme "communication au public" comprend aussi le fait de rendre audible ou visible, ou audible et visible, par le public une interprétation ou exécution fixée sur une fixation audiovisuelle.

Article 3

Bénéficiaires de la protection

- 1) Les Parties contractantes accordent la protection prévue par le présent traité aux artistes interprètes ou exécutants qui sont ressortissants d'autres Parties contractantes.
- 2) Les artistes interprètes ou exécutants ne ressortissant pas à l'une des Parties contractantes mais ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'une d'elles sont, aux fins du présent traité, assimilés aux ressortissants de cette Partie contractante.

[Suite de la note de la page précédente]

² Déclaration commune concernant l'article 1.3) : Il est entendu que les Parties contractantes qui sont membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reconnaissent tous les principes et objectifs de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) et considèrent qu'aucune disposition du présent traité n'affecte les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, y compris, mais pas exclusivement, celles relatives aux pratiques anticoncurrentielles.

³ Déclaration commune concernant l'article 2.a) : Il est entendu que la définition des "artistes interprètes ou exécutants" inclut les personnes qui interprètent ou exécutent une œuvre artistique ou littéraire qui est créée ou fixée pour la première fois au cours d'une interprétation ou exécution.

⁴ Déclaration commune concernant l'article 2.b) : Il est confirmé que la définition de la "fixation audiovisuelle" figurant à l'article 2.b) est sans préjudice de l'article 2.c) du WPPT.

Article 4

Traitements nationaux

- 1) Chaque Partie contractante accorde aux ressortissants d'autres Parties contractantes le traitement qu'elle accorde à ses propres ressortissants en ce qui concerne les droits exclusifs expressément reconnus dans le présent traité et le droit à rémunération équitable prévu à l'article 11 de ce traité.
- 2) Une Partie contractante a la faculté de limiter, quant à l'étendue et à la durée, la protection qu'elle accorde en vertu de l'alinéa 1) aux ressortissants d'une autre Partie contractante, en ce qui concerne les droits reconnus à l'article 11.1) et 2) du présent traité, aux droits dont jouissent à ce titre ses propres ressortissants dans cette autre Partie contractante.
- 3) L'obligation prévue à l'alinéa 1) ne s'applique pas à une Partie contractante dans la mesure où une autre Partie contractante fait usage des réserves autorisées aux termes de l'article 11.3) du présent traité, de même qu'elle ne s'applique pas à une Partie contractante dans la mesure où celle-ci a fait une telle réserve.

Article 5

Droit moral

- 1) Indépendamment de ses droits patrimoniaux, et même après la cession de ces droits, l'artiste interprète ou exécutant conserve le droit, en ce qui concerne ses interprétations ou exécutions vivantes ou ses interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles
 - i) d'exiger d'être mentionné comme tel par rapport à ses interprétations ou exécutions, sauf lorsque le mode d'utilisation de l'interprétation ou exécution impose l'omission de cette mention; et
 - ii) de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de ses interprétations ou exécutions préjudiciable à sa réputation, compte dûment tenu de la nature des fixations audiovisuelles.
- 2) Les droits reconnus à l'artiste interprète ou exécutant en vertu de l'alinéa précédent sont, après sa mort, maintenus au moins jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et exercés par les personnes ou institutions auxquelles la législation de la Partie contractante où la protection est réclamée donne qualité. Toutefois, les Parties contractantes dont la législation, en vigueur au moment de la ratification du présent traité ou de l'adhésion à celui-ci, ne contient pas de dispositions assurant la protection après la mort de l'artiste interprète ou exécutant de tous les droits reconnus en vertu de l'alinéa précédent ont la faculté de prévoir que certains de ces droits ne sont pas maintenus après la mort de l'artiste interprète ou exécutant.
- 3) Les moyens de recours pour sauvegarder les droits reconnus dans le présent article sont réglés par la législation de la Partie contractante où la protection est réclamée⁵.

⁵ Déclaration commune concernant l'article 5 : Aux fins du présent traité et sans préjudice de tout autre traité, il est entendu que, compte tenu de la nature des fixations audiovisuelles et de leur production et distribution, les modifications apportées à une interprétation ou exécution dans le cadre de l'exploitation normale de celle-ci, telles que édition, compression, doublage et formatage, avec ou sans changement de support ou de format, et qui s'inscrivent dans le cadre d'un usage autorisé par l'artiste interprète ou exécutant ne constituerait pas des modifications au sens de l'article 5.1)ii). Les droits visés à l'article 5.1)ii) ne concernent que les modifications qui, objectivement, sont gravement préjudiciables à la réputation de l'artiste interprète ou exécutant. Il est également entendu que le simple recours à de nouvelles techniques ou de nouveaux supports ou à des techniques ou supports modifiés ne constitue pas en soi une modification au sens de l'article 5.1)ii).

Article 6**Droits patrimoniaux des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions non fixées**

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser, en ce qui concerne leurs interprétations ou exécutions :

- i) la radiodiffusion et la communication au public de leurs interprétations ou exécutions non fixées, sauf lorsque l'interprétation ou exécution est déjà une interprétation ou exécution radiodiffusée; et
- ii) la fixation de leurs interprétations ou exécutions non fixées.

Article 7**Droit de reproduction**

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction directe ou indirecte de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit⁶.

Article 8**Droit de distribution**

- 1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public de l'original et de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles par la vente ou tout autre transfert de propriété.
- 2) Aucune disposition du présent traité ne porte atteinte à la faculté qu'ont les Parties contractantes de déterminer les conditions éventuelles dans lesquelles l'épuisement du droit énoncé à l'alinéa 1) s'applique après la première vente ou autre opération de transfert de propriété de l'original ou d'une copie de l'interprétation ou exécution fixée, effectuée avec l'autorisation de l'artiste interprète ou exécutant⁷.

Article 9**Droit de location**

- 1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la location commerciale au public de l'original et de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, selon la définition de la législation nationale des Parties contractantes, même après la distribution de ceux-ci par les artistes eux-mêmes ou avec leur autorisation.
- 2) Les Parties contractantes sont dispensées de l'obligation énoncée à l'alinéa 1), à moins que la location commerciale n'ait mené à la réalisation largement répandue de copies de

⁶ Déclaration commune concernant l'article 7 : Le droit de reproduction énoncé à l'article 7 et les exceptions dont il peut être assorti en vertu de l'article 13 s'appliquent pleinement dans l'environnement numérique, en particulier à l'utilisation des interprétations et exécutions sous forme numérique. Il est entendu que le stockage d'une interprétation ou exécution protégée sous forme numérique sur un support électronique constitue une reproduction au sens de cet article.

⁷ Déclaration commune concernant les articles 8 et 9 : Aux fins de ces articles, l'expression "original et copies" dans le contexte du droit de distribution et du droit de location prévus par ces articles désigne exclusivement les copies fixées qui peuvent être mises en circulation en tant qu'objets tangibles.

ces fixations, qui compromette de manière substantielle le droit exclusif de reproduction des artistes interprètes ou exécutants⁸.

Article 10

Droit de mettre à disposition des interprétations ou exécutions fixées

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public, par fil ou sans fil, de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Article 11

Droit de radiodiffusion et de communication au public

- 1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la radiodiffusion et la communication au public de leurs interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles.
- 2) Les Parties contractantes peuvent déclarer, dans une notification déposée auprès du Directeur général de l'OMPI, qu'elles prévoiront, en lieu et place du droit d'autorisation visé à l'alinéa 1), un droit à rémunération équitable lorsque des interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles sont utilisées directement ou indirectement pour la radiodiffusion ou pour la communication au public. Les Parties contractantes peuvent également déclarer qu'elles prévoiront dans leur législation les conditions d'exercice du droit à rémunération équitable.
- 3) Toute Partie contractante peut déclarer qu'elle n'appliquera les dispositions des alinéas 1) ou 2) qu'à l'égard de certaines utilisations, ou qu'elle en limitera l'application de toute autre manière, ou encore qu'elle n'appliquera aucune des dispositions des alinéas 1) et 2).

Article 12

Cession des droits

- 1) Une Partie contractante peut prévoir dans sa législation nationale que, dès lors qu'un artiste interprète ou exécutant a consenti à la fixation de son interprétation ou exécution dans une fixation audiovisuelle, les droits exclusifs d'autorisation prévus aux articles 7 à 11 du présent traité sont détenus ou exercés par le producteur de la fixation audiovisuelle ou cédés au producteur, sauf contrat stipulant le contraire conclu entre l'artiste interprète ou exécutant et le producteur de la fixation audiovisuelle selon les conditions prévues par la législation nationale.
- 2) Une Partie contractante peut exiger en ce qui concerne les fixations audiovisuelles réalisées conformément à sa législation nationale qu'un tel consentement ou contrat soit conclu par écrit et signé par les deux parties au contrat ou par leurs représentants dûment autorisés.

⁸ Déclaration commune concernant les articles 8 et 9 : Aux fins de ces articles, l'expression "original et copies" dans le contexte du droit de distribution et du droit de location prévus par ces articles désigne exclusivement les copies fixées qui peuvent être mises en circulation en tant qu'objets tangibles.

3) Indépendamment de la cession des droits exclusifs susmentionnée, la législation nationale ou tout arrangement individuel, collectif ou autre, peut conférer à l'artiste interprète ou exécutant le droit de percevoir des redevances ou une rémunération équitable pour toute utilisation de l'interprétation ou exécution, comme le prévoit le présent traité, y compris en ce qui concerne les articles 10 et 11.

Article 13

Limitations et exceptions

1) Les Parties contractantes ont la faculté de prévoir dans leur législation nationale, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants, des limitations ou exceptions de même nature que celles qui y sont prévues en ce qui concerne la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques.

2) Les Parties contractantes doivent restreindre toutes les limitations ou exceptions dont elles assortissent les droits prévus dans le présent traité à certains cas spéciaux où il n'est pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'interprétation ou exécution ni causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'artiste interprète ou exécutant⁹.

Article 14

Durée de la protection

La durée de la protection à accorder aux artistes interprètes ou exécutants en vertu du présent traité ne doit pas être inférieure à une période de 50 ans à compter de la fin de l'année où l'interprétation ou exécution a fait l'objet d'une fixation.

Article 15

Obligations relatives aux mesures techniques

Les Parties contractantes doivent prévoir une protection juridique appropriée et des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques efficaces qui sont mises en œuvre par les artistes interprètes ou exécutants dans le cadre de l'exercice de leurs droits en vertu du présent traité et qui restreignent l'accomplissement, à l'égard de leurs interprétations ou exécutions, d'actes qui ne sont pas autorisés par les artistes interprètes ou exécutants concernés ou permis par la loi^{10,11}.

⁹ Déclaration commune concernant l'article 13 : La déclaration commune concernant l'article 10 (relatif aux limitations et exceptions) du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) est applicable mutatis mutandis à l'article 13 (relatif aux limitations et exceptions) du traité.

¹⁰ Déclaration commune concernant l'article 15 en rapport avec l'article 13 : Il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'empêche une Partie contractante d'adopter des mesures efficaces et nécessaires pour assurer à un bénéficiaire la jouissance des limitations et exceptions prévues dans la législation nationale de cette Partie contractante, conformément à l'article 13, lorsque des mesures techniques ont été appliquées à une interprétation ou exécution audiovisuelle et que le bénéficiaire a légalement accès à cette interprétation ou exécution, dans des cas tels que ceux où les titulaires de droits n'ont pas pris des mesures appropriées et efficaces à l'égard de cette interprétation ou exécution pour permettre au bénéficiaire de jouir des limitations et exceptions prévues par la législation nationale de cette Partie contractante. Sans préjudice de la protection juridique d'une œuvre audiovisuelle dans laquelle une interprétation ou exécution est fixée, il est également entendu que les obligations découlant de l'article 15 ne sont pas applicables aux interprétations ou exécutions qui ne sont pas protégées ou qui ne sont plus protégées en vertu de la législation nationale donnant effet au présent traité.

¹¹ Déclaration commune concernant l'article 15 : L'expression "mesures techniques qui sont mises en œuvre par les artistes interprètes ou exécutants" doit, comme c'est le cas pour le WPPT, être entendue au sens large, c'est-à-dire englober les personnes qui agissent au nom des artistes, à savoir leurs représentants, les preneurs de licences ou les cessionnaires, les producteurs, les prestataires de services et les personnes travaillant dans le

Article 16**Obligations relatives à l'information sur le régime des droits**

1) Les Parties contractantes doivent prévoir des sanctions juridiques appropriées et efficaces contre toute personne qui accomplit sciemment l'un des actes suivants en sachant, ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, en ayant des raisons valables de penser que cet acte va entraîner, permettre, faciliter ou dissimuler une atteinte à un droit prévu par le présent traité :

- i) supprimer ou modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique;
- ii) distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser, communiquer au public ou mettre à la disposition du public, sans y être habilitée, des interprétations ou exécutions ou des copies d'interprétations ou exécutions fixées sur fixations audiovisuelles, en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation.

2) Dans le présent article, l'expression "information sur le régime des droits" s'entend des informations permettant d'identifier l'artiste interprète ou exécutant, l'interprétation ou exécution ou le titulaire de tout droit sur l'interprétation ou exécution ou des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'interprétation ou exécution, et de tout numéro ou code représentant ces informations, lorsque l'un quelconque de ces éléments d'information est joint à une interprétation ou exécution fixée sur une fixation audiovisuelle¹².

Article 17**Formalités**

La jouissance et l'exercice des droits prévus dans le présent traité ne sont subordonnés à aucune formalité.

Article 18**Réerves et notifications**

1) Sauf dans le cas prévu à l'article 11.3), aucune réserve au présent traité n'est admise.

2) Toute notification selon l'article 11.2) ou l'article 19.2) peut être faite dans les instruments de ratification ou d'adhésion, et la date à laquelle la notification prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent traité à l'égard de la Partie contractante qui a fait la notification. Une telle notification peut également être faite ultérieurement, auquel cas la notification prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général de l'OMPI ou à toute date ultérieure indiquée dans la notification.

[Suite de la note de la page précédente]

secteur de la communication ou de la radiodiffusion qui utilisent les interprétations ou exécutions en vertu d'une autorisation.

¹² Déclaration commune concernant l'article 16 : La déclaration commune concernant l'article 12 (sur les obligations relatives à l'information sur le régime des droits) du WCT est applicable mutatis mutandis à l'article 16 (sur les obligations relatives à l'information sur le régime des droits) du traité.

Article 19

Application dans le temps

- 1) Les Parties contractantes accordent la protection prévue dans le présent traité aux interprétations ou exécutions fixées existant au moment de l'entrée en vigueur de ce traité et à toutes les interprétations ou exécutions qui ont lieu après son entrée en vigueur à leur égard.
- 2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), une Partie contractante peut déclarer dans une notification déposée auprès du Directeur général de l'OMPI qu'elle n'appliquera pas les dispositions des articles 7 à 11 du présent traité, ou l'une ou plusieurs de ces dispositions, aux interprétations ou exécutions fixées qui existaient au moment de l'entrée en vigueur de ce traité à son égard. Les autres Parties contractantes peuvent limiter, à l'égard de la Partie contractante susvisée, l'application desdits articles aux interprétations ou exécutions qui ont eu lieu après l'entrée en vigueur de ce dernier à l'égard de ladite Partie contractante.
- 3) La protection prévue dans le présent traité est sans préjudice de tout acte accompli, de tout accord conclu ou de tout droit acquis avant l'entrée en vigueur de ce traité à l'égard de chaque Partie contractante.
- 4) Les Parties contractantes peuvent prévoir dans leur législation des dispositions transitoires en vertu desquelles toute personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent traité, a accompli des actes licites par rapport à une interprétation ou exécution peut accomplir par rapport à cette même interprétation ou exécution des actes relevant des droits prévus aux articles 5 et 7 à 11 après l'entrée en vigueur du traité à l'égard des Parties contractantes intéressées.

Article 20

Dispositions relatives à la sanction des droits

- 1) Les Parties contractantes s'engagent à adopter, en conformité avec leur système juridique, les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent traité.
- 2) Les Parties contractantes feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits prévus par le présent traité, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte à ces droits, y compris des mesures propres à prévenir rapidement toute atteinte et des mesures propres à éviter toute atteinte ultérieure.

Article 21

Assemblée

- 1) a) Les Parties contractantes ont une Assemblée.
 - b) Chaque Partie contractante est représentée à l'Assemblée par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.
 - c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par la Partie contractante qui l'a désignée. L'Assemblée peut demander à l'OMPI d'accorder une assistance financière pour faciliter la participation de délégations des Parties contractantes qui sont considérées comme des pays en développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale des Nations Unies ou qui sont des pays en transition vers une économie de marché.

- 2) a) L'Assemblée traite des questions concernant le maintien et le développement du présent traité ainsi que son application et son fonctionnement.
b) L'Assemblée s'acquitte du rôle qui lui est attribué aux termes de l'article 23.2) en examinant la possibilité d'autoriser certaines organisations intergouvernementales à devenir parties au présent traité.
c) L'Assemblée décide de la convocation de toute conférence diplomatique de révision du présent traité et donne les instructions nécessaires au Directeur général de l'OMPI pour la préparation de celle-ci.
- 3) a) Chaque Partie contractante qui est un État dispose d'une voix et vote uniquement en son propre nom.
b) Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale peut participer au vote, à la place de ses États membres, avec un nombre de voix égal au nombre de ses États membres qui sont parties au présent traité. Aucune organisation intergouvernementale ne participe au vote si l'un de ses États membres exerce son droit de vote, et inversement.
- 4) L'Assemblée se réunit sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.
- 5) L'Assemblée s'efforce de prendre ses décisions par consensus et établit son règlement intérieur, y compris en ce qui concerne sa convocation en session extraordinaire, les règles relatives au quorum et, sous réserve des dispositions du présent traité, la majorité requise pour divers types de décisions.

Article 22

Bureau international

Le Bureau international de l'OMPI s'acquitte des tâches administratives concernant le traité.

Article 23

Conditions à remplir pour devenir partie au traité

- 1) Tout État membre de l'OMPI peut devenir partie au présent traité.
- 2) L'Assemblée peut décider d'autoriser à devenir partie au présent traité toute organisation intergouvernementale qui déclare qu'elle a compétence, et dispose d'une législation propre liant tous ses États membres, en ce qui concerne les questions régies par le présent traité et qu'elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à devenir partie au présent traité.
- 3) L'Union européenne, ayant fait la déclaration visée à l'alinéa précédent lors de la conférence diplomatique qui a adopté le présent traité, peut devenir partie au présent traité.

Article 24

Droits et obligations découlant du traité

Sauf disposition contraire expresse du présent traité, chaque Partie contractante jouit de tous les droits et assume toutes les obligations découlant du présent traité.

Article 25**Signature du traité**

Le présent traité restera ouvert à la signature au siège de l'OMPI par toute partie remplissant les conditions requises pour devenir partie au traité pendant un an après son adoption.

Article 26**Entrée en vigueur du traité**

Le présent traité entre en vigueur trois mois après que 30 parties remplissant les conditions requises visées à l'article 23 ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 27**Date de la prise d'effet des obligations découlant du traité**

Le présent traité lie :

- i) les 30 parties remplissant les conditions requises visées à l'article 26 à compter de la date à laquelle le présent traité est entré en vigueur;
- ii) toute autre partie remplissant les conditions requises visées à l'article 23 à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle elle a déposé son instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de l'OMPI.

Article 28**Désignation du traité**

Toute Partie contractante peut dénoncer le présent traité par une notification adressée au Directeur général de l'OMPI. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Directeur général a reçu la notification.

Article 29**Langues du traité**

- 1) Le présent traité est signé en un seul exemplaire original en langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe, toutes ces versions faisant également foi.
- 2) Un texte officiel dans toute langue autre que celles qui sont visées à l'alinéa 1) est établi par le Directeur général de l'OMPI à la demande d'une partie intéressée, après consultation de toutes les parties intéressées. Aux fins du présent alinéa, on entend par "partie intéressée" tout État membre de l'OMPI dont la langue officielle ou l'une des langues officielles est en cause, ainsi que l'Union européenne, et toute autre organisation intergouvernementale qui peut devenir partie au présent traité, si l'une de ses langues officielles est en cause.

Article 30**Dépositaire**

Le Directeur général de l'OMPI est le dépositaire du présent traité.

Je, soussigné, certifie que le texte qui précède est la copie conforme du texte original en français du Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, adopté le 24 juin 2012.

Francis Gurry
Directeur général
Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Le 23 octobre 2012

Dahir n° 1-15-73 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord dans le domaine de la coopération militaire, fait à Taormina le 10 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord dans le domaine de la coopération militaire, fait à Taormina le 10 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne ;

Vu la loi n° 83-14 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-15-59 du 1^{er} chaabane 1436 (20 mai 2015) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord dans le domaine de la coopération militaire, fait à Taormina le 10 février 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

ACCORD**DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION MILITAIRE****ENTRE****LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC****ET****LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE****LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC****ET****LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE**

Ci-après dénommés « les Parties ».

Vu le traité d'amitié et de coopération entre le Royaume du Maroc et la République italienne, signé à Rome le 25 novembre 1991;

Désireux d'affermir et de consolider les relations d'amitié existantes entre les deux pays, leurs peuples et le personnel militaire de leurs forces armées;

Soucieux de renforcer leur coopération militaire technique;

Convaincus de ce que la coopération entre les deux pays dans le domaine tant militaire que technologique et industriel en matière de défense est susceptible de favoriser la paix et la sécurité dans la région méditerranéenne,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:**Article 1**

Les Parties agiront de concert pour encourager, favoriser et développer la Coopération Militaire et Technique entre les deux pays, dans un esprit d'amitié et de compréhension mutuelles, dans le respect des législations nationales respectives et des engagements pris par les deux pays au niveau international.

Conformément au présent Accord, des Arrangements Techniques particuliers pourront être conclus entre les forces armées des deux Parties.

Article 2

Dans le cadre des Arrangements Techniques particuliers, prévus à l'Article premier ci-dessus, les Parties peuvent:

- a. définir et exécuter, d'un commun accord, des programmes d'entraînement;
- b. promouvoir l'échange de personnel militaire en vue d'effectuer des stages d'information, de formation et de perfectionnement;
- c. échanger, sur invitation, des observateurs lors d'exercices organisés à l'échelon national;
- d. promouvoir l'échange d'informations dans le domaine de l'entraînement et des matériels;
- e. faciliter la fourniture et l'acquisition des matériels, équipements et prestations de services nécessaires aux entraînements et stages envisagés;
- f. soutenir, le cas échéant, les initiatives visant à promouvoir la coopération industrielle entre les entreprises marocaines et italiennes et entre celles-ci et les organismes gouvernementaux des Parties;
- g. faciliter les escales des unités navales et des aéronefs des forces armées respectives;
- h. envisager, à la lumière de l'expérience pluriannuelle acquise par la Délégation Italienne Technico-Militaire (DIATM) la mise en place de Missions ponctuelles, d'une durée de six mois renouvelables tacitement, chargées de remplir les besoins en matière de coopération.

Article 3

La coopération aura pour objectifs, entre autres:

- a. l'établissement de programmes communs pour la recherche, le développement et la production de matériels et d'équipements de défense;

- b. l'assistance mutuelle, à travers l'échange d'informations techniques, technologiques et industrielles et l'exploitation des capacités scientifiques, techniques et industrielles respectives pour le développement, la production et les échanges commerciaux de matériels et d'équipements de défense, visant à répondre aux besoins des deux pays dans le respect des limites fixées par le présent Accord.

Les Parties accorderont toutes les facilités au personnel concerné, compte tenu des dispositions prévues aux Arrangements Techniques particuliers.

Article 4

Il est créé une Commission Mixte composée par les représentants des deux Parties et chargée de:

- a. promouvoir, développer et évaluer la Coopération Militaire, technique et industrielle entre les Parties dans son ensemble;
- b. examiner les problèmes susceptibles de se poser lors de l'exécution du présent Accord, et proposer les solutions adéquates; la Commission peut, en cas de besoin, avoir recours à l'assistance d'experts;
- c. soumettre éventuellement à l'attention des autorités nationales respectives des propositions et des recommandations visant l'amélioration des objectifs du présent Accord.

La Commission se réunira alternativement dans l'un et l'autre pays, aux dates qui seront fixées d'un commun accord.

Article 5

Les activités militaires seront planifiées et coordonnées par des experts des Etats-majors des deux Armées respectives et par l'intermédiaire des Attachés de Défense. Des réunions de planification bilatérales, périodiques ou ponctuelles, pourront, au besoin, être tenues alternativement dans l'un et l'autre pays, aux dates et à la fréquence qui seront fixées d'un commun accord dans le cadre des Arrangements Techniques.

Article 6

Les visas sollicités par le personnel militaire, en vertu de cet Accord, seront délivrés gratuitement sur présentation d'un passeport valable pour une période d'au moins six mois et d'une recommandation des services compétents de l'Etat Major.

Article 7

La réparation des dommages causés par les personnels militaires dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur mission incombe au pays dont ils relèvent.

Dans l'hypothèse où ces dommages concerteraient des personnels, des moyens ou des installations militaires du pays d'accueil, le règlement en sera assuré à l'amiable ou par la voie diplomatique.

Le cas échéant, la Commission prévue à l'Article 4 pourra être également saisie en vue de proposer un arrangement. Dans tous les cas et en tout état de cause, la législation applicable sera celle du pays d'accueil.

Article 8

Durant leur séjour sur le territoire de la Partie d'accueil, les personnels militaires concernés restent soumis, notamment sur le plan disciplinaire, à leurs autorités militaires, par la voie de:

- l'Attaché Militaire Air et Marine près de l'Ambassade du Royaume du Maroc à Rome, pour les personnels marocains.
- l'Attaché de Défense près de l'Ambassade d'Italie à Rabat, pour les personnels italiens;

Article 9

Les personnels concernés enfreignant gravement les dispositions légales du pays d'accueil seront exclus des stages ou périodes d'entraînement.

Les autorités militaires du pays d'accueil leur apporteront, en tout état de cause, assistance en vue de l'engagement des procédures applicables.

Les infractions commises par le personnel militaire sont sanctionnées conformément à la législation militaire ou civile applicable dans le pays où elles surviennent.

A cette occasion, l'Ambassade du pays dont relèvent les intéressés sera immédiatement informée des faits qui leur sont reprochés.

Dans le cadre des relations amicales qui existent entre les deux pays, des solutions adéquates seront recherchées, par voie diplomatique, à tout problème posé, dans un esprit de compréhension mutuelle.

Article 10

Les personnels concernés se conformeront aux directives émises par les autorités militaires de l'établissement d'accueil.

En cas de manquement aux directives ci-dessus, les autorités militaires du pays dont relèvent les contrevenants en seront informées en vue de prendre, à leur égard, les mesures prévues par leur propre règlement de discipline.

Article 11

En cas d'absence illégale d'un membre du personnel militaire de l'Etat d'envoi sur le territoire de l'Etat d'accueil, les autorités de celui-ci procéderont à la remise de l'intéressé aux autorités de son pays.

Article 12

La prise en charge de tout frais de mission engagé par les personnels concernés à l'occasion d'une mission entrant dans le cadre du présent Accord incombe, conformément à sa réglementation nationale propre, au pays dont ils relèvent.

Article 13

Les marchandises et les prestations de services fournies par la Partie d'accueil - y compris l'utilisation des espaces aérien, maritime et terrestre, et l'utilisation des bases et infrastructures - feront l'objet de redevances à la charge des forces armées de la Partie en visite.

Les redevances levées et les modalités de règlement pour ces marchandises et services seront définies par des Arrangements techniques particuliers.

Article 14

La Partie d'accueil facilitera, dans le respect des lois, règlements et procédures en vigueur, l'admission temporaire en suspension des droits et taxes de matériels, d'équipements et autres produits nécessaires au déroulement de chaque exercice.

Les articles de consommation importés ne seront pas écoulés dans le pays d'accueil sans l'autorisation préalable de la Partie concernée.

Au terme de chaque exercice, les articles non consommés seront rapatriés dans les mêmes conditions que celles de leur admission dans le pays d'accueil.

Article 15

Chaque Partie assurera le traitement des matériels classifiés, des projets, des dessins, des spécifications techniques et de toutes autres informations classifiées, reçues dans le cadre du présent Accord, dans des conditions de sécurité au moins équivalentes à celles prévues pour la classification de sécurité attribuée par la Partie source.

On entend par information, document et/ou matériel classifié, n'importe quel support contenant des informations protégées par une classification de sécurité ainsi que toute communication, émise dans n'importe quelles circonstances et sous n'importe quelle forme, contenant de telles informations.

La correspondance entre les classifications de sécurité adoptées par les Parties est la suivante:

Pour Le Royaume Du Maroc	Correspondance en langue française	Pour La République Italienne
سري جدا	TRES SECRET	SEGRETISSIMO
سري دفاع	SECRET DEFENSE	SEGRETO
مكتوم دفاع	CONFIDENTIEL DEFENSE	RISERVATISSIMO
نشر محدود	DIFFUSION RESTREINTE	RISERVATO

Les deux Parties garantissent que les documents, les matériels et les technologies éventuellement échangés, ne seront utilisés que pour les objectifs auxquels ils ont été spécifiquement destinés, conformément aux ententes entre les Parties et dans le cadre des finalités du présent Accord.

Le transfert à des pays tiers d'informations, documents, données techniques et matériels de défense, classifiés et non classifiés, rendus disponibles dans le cadre du présent Accord, sera soumis à l'approbation écrite préalable du gouvernement, des établissements et des sociétés qui les ont rendus disponibles, à moins que des Accords particuliers entre les Parties ne disposent autrement.

Au cas où, aux termes du présent Accord, des informations classifiées seraient échangées entre les Industries et/ou des Etablissements autres que les Parties, des Accords séparés pourront être négociés entre les autorités responsables des deux pays. Si tel était le cas, les clauses de sécurité du présent Accord restent applicables aux informations classifiées échangées dans ce cadre.

Article 16

Toute divergence née de l'application ou de l'interprétation du présent Accord ou des Arrangements y relatifs sera réglée par voie de consultation entre les Parties.

Article 17

Chacune des parties notifie à l'autre l'accomplissement des formalités requises sur son territoire pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entrera en vigueur le jour de la réception de la dernière notification.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'un an.

Il peut être amendé, par écrit, et par voie diplomatique, d'un commun accord entre les Parties.

Les amendements entreront en vigueur selon la même procédure prévue pour l'entrée en vigueur de l'Accord.

Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre Partie moyennant un préavis écrit de six mois. Cette dénonciation est sans préjudice de l'exécution des Arrangements techniques souscrits. Les obligations prévues à l'article 15 resteront en vigueur.

En foi de quoi, les représentants dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à TAORMINA le 10 - 02 - 2006 en deux originaux, chacun en langue arabe, italienne et française, tous les textes faisant également foi. En cas de désaccord sur l'interprétation, le texte en langue française prévaudra.

**POUR LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DU MAROC**

**TAÏB FASSI FIHRI
MINISTRE DÉLEGUE AUX
AFFAIRES ÉTRANGERES ET A LA
COOPÉRATION**

**POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ITALIENNE**

**ANTONIO MARTINO
MINISTRE DE LA DEFENSE**

Dahir n° 1-15-124 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009 ;

Vu la loi n° 60-14 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-15-97 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) ;

Vu la notification portant dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc à l'Accord précité, faite à Rome le 17 juin 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**ACCORD RELATIF AUX MESURES DU RESSORT DE L'ÉTAT DU PORT
VISANT À PRÉVENIR, CONTRECARRER ET ÉLIMINER LA PÊCHE
ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE**

PRÉAMBULE

Les Parties au présent Accord,

Profondément préoccupées par la persistance de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ainsi que par ses effets adverses sur les stocks de poissons, les écosystèmes marins, les moyens d'existence des pêcheurs légitimes ainsi que le besoin croissant de sécurité alimentaire sur une base mondiale,

Conscientes du rôle de l'État du port dans l'adoption de mesures efficaces visant à promouvoir l'exploitation durable et la conservation à long terme des ressources biologiques marines,

Reconnaissant que les mesures visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée devraient être fondées sur la responsabilité principale des États du pavillon et recourir à toute la juridiction disponible conformément au droit international, y compris les mesures du ressort de l'État du port, les mesures du ressort de l'État côtier, les mesures relatives au marché et les mesures visant à veiller à ce que les ressortissants ne soutiennent pas, ni ne se livrent à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée,

Reconnaissant que les mesures du ressort de l'État du port constituent un moyen puissant et d'un bon rapport coût-efficacité pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée,

Conscientes de la nécessité d'accroître la coordination aux niveaux régional et interrégional afin de combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée par le biais des mesures du ressort de l'État du port,

Tenant compte du développement rapide des technologies des communications, des bases de données, des réseaux et des fichiers mondiaux, comme appui aux mesures du ressort de l'État du port,

Reconnaissant la nécessité de prêter assistance aux pays en développement pour l'adoption et la mise en œuvre des mesures du ressort de l'État du port,

Prenant note que la communauté internationale, par le biais du système des Nations Unies, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies et le Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ci-après dénommée «FAO», a demandé que soit élaboré un instrument international juridiquement

contraignant relatif à des normes minimales applicables aux mesures du ressort de l'État du port, sur la base du Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (2001), ainsi que sur la base du Dispositif type de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port dans le contexte de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (2005),

Considérant que, dans l'exercice de leur souveraineté sur les ports situés sur leur territoire, les États peuvent adopter des mesures plus strictes, conformément au droit international,

Rappelant les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, ci-après dénommée la «Convention»,

Rappelant l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 décembre 1985, l'Accord de la FAO visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion du 24 novembre 1993 et le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO de 1995,

Reconnaisant la nécessité de conclure un accord international dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au titre de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO,

Sont convenues de ce qui suit:

PARTIE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier Emploi des termes

Aux fins du présent Accord:

- a) On entend par «mesures de conservation et de gestion» les mesures visant à conserver et à gérer les ressources biologiques marines adoptées et appliquées de manière compatible avec les règles pertinentes du droit international, y compris celles reflétées dans la Convention;

- b) On entend par «poissons» toutes les espèces de ressources biologiques marines, transformées ou non;
- c) On entend par «pêche» la recherche, l'attraction, la localisation, la capture, la prise ou le prélèvement de poisson ou toute activité dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle aboutisse à l'attraction, à la localisation, à la capture, à la prise ou au prélèvement de poisson;
- d) On entend par «activités liées à la pêche» toute opération de soutien, ou de préparation, aux fins de la pêche, y compris le débarquement, le conditionnement, la transformation, le transbordement ou le transport des poissons qui n'ont pas été précédemment débarqués dans un port, ainsi que l'apport de personnel et la fourniture de carburant, d'engins et d'autres provisions en mer;
- e) L'expression «pêche illicite, non déclarée et non réglementée» désigne les activités définies au paragraphe 3 du Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (2001), ci-après dénommées «pêche INDNR»;
- f) Par «Partie» on entend un État ou une organisation d'intégration économique régionale ayant consenti à être lié/e par le présent Accord et pour lequel/laquelle l'Accord est en vigueur;
- g) Le terme «port» englobe les terminaux au large ainsi que les autres installations servant au débarquement, au transbordement, au conditionnement, à la transformation, à l'approvisionnement en carburant ou à l'avitaillement;
- h) Par «organisation d'intégration économique régionale» on entend une organisation d'intégration économique régionale à laquelle ses États Membres ont transféré des compétences sur les questions couvertes par le présent Accord, y compris le pouvoir de prendre des décisions sur ces questions qui engagent ses États Membres;
- i) Une «organisation régionale de gestion des pêches» est une organisation intergouvernementale ou, selon le cas, un arrangement intergouvernemental habilité à prendre des mesures de conservation et de gestion; et

- j) Par «navire» on entend tout navire, vaisseau de quelque type que ce soit ou bateau utilisé ou équipé pour être utilisé, ou prévu pour être utilisé, pour la pêche ou pour des activités liées à la pêche.

Article 2 Objectif

Le présent Accord a pour objet de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR grâce à l'application de mesures du ressort de l'État du port efficaces et d'assurer, ce faisant, la conservation à long terme et l'exploitation durable des ressources biologiques marines et des écosystèmes marins.

Article 3 Application

1. Chaque Partie, en sa qualité d'État du port, applique le présent Accord aux navires qui ne sont pas autorisés à battre son pavillon et qui cherchent à entrer dans son ou ses port(s) ou qui se trouvent dans l'un de ses ports, à l'exception:

- a) des navires d'un État voisin se livrant à une pêche artisanale de subsistance, à condition que l'État du port et l'État du pavillon coopèrent pour faire en sorte que ces navires ne se livrent pas à la pêche INDNR ni à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR, et
- b) des navires porte-conteneurs qui ne transportent pas de poisson ou, s'ils en transportent, seulement du poisson qui a été débarqué auparavant, à condition qu'il n'existe pas de sérieuses raisons permettant de soupçonner que ces navires se sont livrés à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR.

2. En sa qualité d'État du port, une Partie peut décider de ne pas appliquer le présent Accord aux navires affrétés par ses ressortissants pour pêcher exclusivement dans des zones placées sous sa juridiction nationale et exerçant leurs activités sous son autorité. Ces navires sont soumis de la part de l'État Partie à des mesures aussi efficaces que celles qu'il applique aux navires autorisés à battre son pavillon.

3. Le présent Accord s'applique à la pêche pratiquée dans les zones marines qui est illicite, non déclarée et non réglementée, au sens de l'article 1e) du présent Accord, ainsi qu'aux activités liées à la pêche en soutien d'une telle pêche.

4. Le présent Accord est appliqué de manière équitable, transparente et non discriminatoire, de manière compatible avec le droit international.

5. Étant donné que le présent Accord a une portée mondiale et qu'il s'applique à tous les ports, les Parties encouragent toute autre entité à appliquer des mesures compatibles avec ses dispositions. Les entités qui ne peuvent pas devenir Partie au présent Accord peuvent exprimer leur engagement à agir de manière compatible avec ses dispositions.

Article 4 **Relations avec le droit international et d'autres instruments internationaux**

1. Rien dans le présent Accord ne porte atteinte aux droits, à la juridiction et aux obligations des Parties en vertu du droit international. En particulier, rien dans le présent Accord ne doit être interprété comme portant atteinte à:

- a) la souveraineté des Parties sur leurs eaux intérieures, archipelagiques et territoriales ou leurs droits souverains sur leur plateau continental et dans leurs zones économiques exclusives;
- b) l'exercice par les Parties de leur souveraineté sur les ports situés dans leur territoire, conformément au droit international, y compris le droit des États de refuser l'entrée à ces ports et d'adopter des mesures du ressort de l'État du port plus strictes que celles prévues dans le présent Accord, y compris des mesures en vertu d'une décision prise par une organisation régionale de gestion des pêches;

2. Du simple fait qu'une Partie applique le présent Accord, il ne s'ensuit pas qu'elle reconnaisse une organisation régionale de gestion des pêches dont elle n'est pas membre ni qu'elle soit liée par ses mesures ou ses décisions.

3. Rien dans le présent Accord ne peut obliger une Partie à donner effet aux mesures ou décisions prises par une organisation régionale de gestion des pêches si ces mesures et décisions n'ont pas été adoptées conformément au droit international.

4. Le présent Accord est interprété et appliqué conformément au droit international en prenant en compte les règles et normes internationales en vigueur, y compris celles établies par l'intermédiaire de l'Organisation maritime internationale ainsi que par d'autres instruments internationaux pertinents.

5. Les Parties doivent remplir de bonne foi les obligations qu'elles ont assumées en vertu du présent Accord et exercer les droits qui leur sont reconnus dans ce dernier d'une manière qui ne constitue pas un abus de droit.

Article 5 **Intégration et coordination au niveau national**

Dans toute la mesure possible, chaque Partie:

- a) intègre ou coordonne les mesures du ressort de l'État du port liées à la pêche dans le système plus vaste de contrôles exercés par l'État du port sur les pêches;
- b) intègre les mesures du ressort de l'État du port dans un ensemble d'autres mesures visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR et les activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR en tenant compte, selon qu'il convient, du Plan d'action international de la FAO de 2001 visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR; et
- c) prend des mesures pour assurer l'échange d'informations entre organismes nationaux compétents et pour coordonner les activités de ces organismes relatives à la mise en œuvre du présent Accord.

Article 6 **Coopération et échange d'informations**

1. Pour promouvoir la mise en œuvre effective du présent Accord et compte dûment tenu des exigences de confidentialité appropriées à respecter, les Parties coopèrent et échangent des informations avec les États appropriés, la FAO, d'autres organisations internationales et les organisations régionales de gestion des pêches, y compris sur les mesures adoptées par ces organisations régionales de gestion des pêches en relation avec l'objectif du présent Accord.

2. Dans toute la mesure possible, chaque Partie prend des mesures visant à appuyer les mesures de conservation et de gestion adoptées par d'autres États et d'autres organisations internationales pertinentes.

3. Les Parties coopèrent, aux niveaux sous-régional, régional et mondial, à l'application effective du présent Accord, y compris, le cas échéant, par l'intermédiaire de la FAO ou d'organisations et d'arrangements régionaux de gestion des pêches.

PARTIE 2
ENTRÉE AU PORT

Article 7
Désignation des ports

1. Chaque Partie désigne et fait connaître les ports dans lesquels les navires peuvent demander à entrer en vertu du présent Accord. Chaque Partie communique une liste des ports concernés à la FAO, qui en donnera la publicité voulue.
2. Dans toute la mesure possible, chaque Partie fait en sorte que chaque port qu'elle a désigné et fait connaître, conformément au paragraphe 1 du présent article, dispose de moyens suffisants pour mener des inspections en vertu du présent Accord.

Article 8
Demande préalable d'entrée au port

1. Chaque Partie exige, au minimum, avant d'autoriser à un navire l'entrée dans son port, que lui soit communiquée l'information requise à l'annexe A.
2. Chaque Partie exige que l'information visée au paragraphe 1 du présent article soit communiquée suffisamment à l'avance pour que l'État du port ait le temps de l'examiner.

Article 9
Autorisation ou refus d'entrée dans le port

1. Sur la base de l'information pertinente requise en vertu de l'article 8, ainsi que de toute autre information qu'elle peut requérir afin de déterminer si le navire cherchant à entrer dans son port s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR, chaque Partie décide d'autoriser, ou de refuser, l'entrée dans son port du navire en question et communique sa décision au navire ou à son représentant.
2. Dans le cas d'une autorisation d'entrée, le capitaine ou le représentant du navire sont tenus de présenter l'autorisation d'entrée au port aux autorités compétentes de la Partie dès son arrivée au port.

3. Dans le cas d'un refus d'entrée dans le port, chaque Partie communique sa décision prise en vertu du paragraphe 1 du présent article à l'État du pavillon du navire et, selon qu'il convient et dans la mesure du possible, aux États côtiers, aux organisations régionales de gestion des pêches et aux autres organisations internationales pertinents.

4. Sans préjudice du paragraphe 1 du présent article, lorsqu'une Partie dispose de preuves suffisantes pour établir que le navire cherchant à entrer dans ses ports s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR, en particulier si ce navire figure sur une liste de navires s'étant livrés à une telle pêche ou à des activités liées à cette pêche adoptée par une organisation régionale de gestion des pêches pertinente conformément aux règles et procédures de cette organisation et au droit international, la Partie interdit au navire d'entrer dans ses ports, en tenant dûment compte des paragraphes 2 et 3 de l'article 4.

5. Nonobstant les paragraphes 3 et 4 du présent article, une Partie peut autoriser un navire visé par ces paragraphes à entrer dans ses ports exclusivement afin de l'inspecter et de prendre d'autres mesures appropriées conformes au droit international qui soient au moins aussi efficaces que l'interdiction d'entrer dans le port pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR et les activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR.

6. Lorsqu'un navire visé aux paragraphes 4 ou 5 du présent article se trouve au port pour quelque raison que ce soit, la Partie interdit au navire en question d'utiliser ses ports pour le débarquement, le transbordement, le conditionnement et la transformation du poisson ainsi que pour d'autres services portuaires, tels que, entre autres, l'approvisionnement en carburant et l'avitaillement, l'entretien et la mise en cale sèche. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 11 s'appliquent dans ces cas, *mutatis mutandis*. L'interdiction d'utiliser les ports à ces fins est prise conformément au droit international.

Article 10 Force majeure ou détresse

Rien dans le présent Accord ne fait obstacle à l'entrée au port des navires en cas de force majeure ou de détresse, conformément au droit international, ni n'empêche un État du port d'autoriser l'entrée d'un navire dans un port de son ressort exclusivement aux fins de prêter assistance à des personnes, à des bateaux ou à des aéronefs en danger ou en détresse.

PARTIE 3

UTILISATION DES PORTS

Article 11

Utilisation des ports

1. Lorsqu'une Partie autorise un navire à entrer dans ses ports, elle n'autorise pas ce navire, conformément à ses législation et règlementation et de manière compatible avec le droit international, y compris au présent Accord, à utiliser ses ports pour le débarquement, le transbordement, le conditionnement et la transformation du poisson qui n'a pas été débarqué antérieurement ainsi que pour d'autres services portuaires y compris, entre autres, l'approvisionnement en carburant et l'avitaillement, l'entretien ou le passage en cale sèche, si:

- a) la Partie constate que le navire ne dispose pas d'une autorisation valide et applicable de se livrer à la pêche ou à des activités liées à la pêche exigée par son État de pavillon;
- b) la Partie constate que le navire ne dispose pas d'une autorisation valide et applicable de se livrer à la pêche ou à des activités liées à la pêche exigée par un État côtier en ce qui concerne les zones relevant de la juridiction nationale de cet État;
- c) la Partie reçoit des indications manifestes que le poisson se trouvant à bord a été pris en contravention des exigences applicables d'un État côtier en ce qui concerne les zones relevant de la juridiction nationale de cet État;
- d) l'État du pavillon ne confirme pas dans un délai raisonnable, à la demande de l'État du port, que le poisson se trouvant à bord a été pris dans le respect des exigences applicables d'une organisation régionale de gestion des pêches compétente, en tenant dûment compte des paragraphes 2 et 3 de l'article 4; ou
- e) la Partie a des motifs raisonnables de penser que le navire s'est livré, de quelque autre manière, à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR, y compris en soutien d'un navire visé au paragraphe 4 de l'article 9, à moins que le navire ne puisse établir:

- i) qu'il agissait de manière compatible avec les mesures de conservation et de gestion pertinentes; ou
- ii) dans le cas d'apport de personnel, de carburant, d'engins et d'autres approvisionnements en mer, que le navire approvisionné n'était pas au moment de l'approvisionnement un navire visé au paragraphe 4 de l'article 9.

2. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, une Partie n'interdit pas à un navire visé audit paragraphe d'utiliser les services de ses ports lorsqu'ils sont:

- a) indispensables à la sécurité ou à la santé de l'équipage ou à la sécurité du navire, à condition que le besoin de ces services soit dûment prouvé; ou,
- b) selon qu'il convient, pour la mise au rebut du navire.

3. Lorsqu'une Partie interdit l'utilisation de ses ports conformément au présent article, elle notifie cette mesure dans les meilleurs délais à l'État du pavillon et, selon le cas, aux États côtiers, organisations régionales de gestion des pêches compétentes et autres organisations internationales appropriés.

4. Une Partie ne lève son interdiction d'utiliser son port prise à l'égard d'un navire en vertu du paragraphe 1 du présent article que s'il existe des preuves suffisantes attestant que les motifs de l'interdiction sont inadéquats ou erronés ou qu'ils ne s'appliquent plus.

5. Lorsqu'une Partie lève l'interdiction mentionnée au paragraphe 4 du présent article, elle le notifie dans les meilleurs délais à ceux qui avaient été informés de l'interdiction en vertu du paragraphe 3 du présent article.

PARTIE 4

INSPECTIONS ET ACTIONS DE SUIVI

Article 12 Niveaux et priorités en matière d'inspection

1. Chaque Partie inspecte dans ses ports le nombre de navires nécessaire afin d'atteindre un niveau annuel d'inspections suffisant pour parvenir à l'objectif du présent Accord.

2. Les Parties s'efforcent de s'accorder sur les niveaux minimaux pour l'inspection des navires, par l'intermédiaire, selon le cas, des organisations régionales de gestion des pêches, de la FAO ou de quelque autre manière.

3. En déterminant quels sont les navires à inspecter, une Partie accorde la priorité:

- a) aux navires qui n'ont pas été autorisés à entrer dans un port ou à utiliser un port, conformément au présent Accord;
- b) aux demandes d'autres Parties, États ou organisations régionales de gestion des pêches pertinents souhaitant l'inspection de certains navires, en particulier lorsque ces demandes sont étayées par des indications de pêche INDNR ou d'activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR par les navires en question; et
- c) aux autres navires pour lesquels il existe de sérieuses raisons de soupçonner qu'ils se sont livrés à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR.

Article 13 Conduite des inspections

1. Chaque Partie fait en sorte que ses inspecteurs s'acquittent des fonctions énoncées à l'annexe B en tant que norme minimale.

2. Chaque Partie, en effectuant les inspections dans ses ports:

- a) veille à ce que les inspections soient réalisées par des inspecteurs dûment qualifiés et habilités à ces fins, compte tenu en particulier des dispositions de l'article 17;
- b) veille à ce que, avant une inspection, les inspecteurs soient tenus de présenter au capitaine du navire une pièce adéquate attestant de leur qualité d'inspecteur;
- c) veille à ce que les inspecteurs puissent examiner toutes les zones pertinentes du navire, le poisson se trouvant à bord, les filets et tout autre engin de pêche et équipement, ainsi que tout document ou fichier conservé à bord permettant

de vérifier que les mesures de conservation et de gestion sont respectées;

- d) exige que le capitaine du navire fournisse aux inspecteurs toute l'assistance et toute l'information nécessaires et leur montre, selon que de besoin, le matériel et les documents pertinents ou des copies, certifiées conformes, de ces derniers;
- e) en cas d'arrangements appropriés avec l'État du pavillon d'un navire, invite cet État à participer à l'inspection;
- f) fait tous les efforts possibles afin d'éviter de retarder indûment le navire, de limiter le plus possible les interférences et les inconvénients, y compris toute présence inutile d'inspecteurs à bord, et d'éviter toute action de nature à compromettre la qualité du poisson se trouvant à bord;
- g) fait tous les efforts possibles afin de faciliter la communication avec le capitaine ou les principaux membres d'équipage du navire, y compris afin que l'inspecteur soit accompagné, selon qu'il convient et lorsque cela est nécessaire, par un interprète;
- h) veille à ce que les inspections soient menées de manière correcte, transparente et non discriminatoire et ne constituent un harcèlement pour aucun navire que ce soit; et
- i) n'interfère pas avec la faculté du capitaine à communiquer avec les autorités de l'État du pavillon, conformément au droit international.

Article 14 **Résultats des inspections**

Chaque Partie joint, au minimum, l'information requise à l'annexe C au rapport écrit sur les résultats de chaque inspection.

Article 15
Transmission des résultats de l'inspection

Chaque Partie transmet les résultats de chaque inspection à l'État du pavillon du navire inspecté et, selon le cas:

- a) aux Parties et États appropriés, y compris:
 - i) les États pour lesquels l'inspection a permis de constater que le navire s'était livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR dans les eaux relevant de leur juridiction nationale; et à
 - ii) l'État dont le capitaine du navire est ressortissant.
- b) aux organisations régionales de gestion des pêches appropriées;
- c) à la FAO et autres organisations internationales appropriées.

Article 16
Échange électronique d'information

1. Pour faciliter la mise en œuvre du présent Accord, chaque Partie, lorsque cela est possible, établit un système de communication permettant l'échange électronique direct d'information, en tenant dûment compte des exigences appropriées en matière de confidentialité.

2. Dans toute la mesure possible, et en tenant dûment compte des exigences appropriées en matière de confidentialité, les Parties devraient coopérer pour mettre en place, conjointement avec d'autres initiatives multilatérales et intergouvernementales appropriées, un mécanisme d'échange de l'information, coordonné de préférence par la FAO, et faciliter l'échange d'information avec les bases de données existantes pertinentes pour le présent Accord.

3. Chaque Partie désigne une autorité faisant fonction de point de contact pour l'échange d'information au titre du présent Accord. Chaque Partie informe la désignation en question à la FAO.

4. Chaque Partie gère l'information à transmettre au moyen de tout mécanisme établi au titre du paragraphe 1 du présent article, en accord avec l'annexe D.

5. La FAO demande aux organisations régionales de gestion des pêches appropriées de fournir des informations relatives aux mesures ou aux décisions qu'elles ont adoptées et mises en œuvre au titre du présent Accord, afin que ces données soient introduites, dans toute la mesure possible et compte dûment tenu des exigences pertinentes en matière de confidentialité, dans le mécanisme d'échange de l'information visé au paragraphe 2 du présent article.

Article 17 Formation des inspecteurs

Chaque Partie veille à ce que ses inspecteurs soient correctement formés en prenant en compte les lignes directrices pour la formation des inspecteurs qui figurent à l'annexe E. Les Parties s'efforcent de coopérer à cet égard.

Article 18 Mesures prises par l'État du port à la suite d'une inspection

1. Lorsque à l'issue d'une inspection, il y a de sérieuses raisons de penser qu'un navire s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR, la Partie qui procède à l'inspection:

- a) informe dans les meilleurs délais de ses conclusions l'État du pavillon du navire et, selon le cas, les États côtiers, organisations régionales de gestion des pêches compétentes et autres organisations internationales appropriées, ainsi que l'État dont le capitaine du navire est ressortissant;

- b) refuse au navire en question l'utilisation de son port pour le débarquement, le transbordement, le conditionnement et la transformation du poisson qui n'a pas été débarqué antérieurement, ainsi que pour les autres services portuaires y compris, entre autres, l'approvisionnement en carburant, l'avitaillement, l'entretien et la mise en cale sèche, si ces mesures n'ont pas été déjà prises à l'égard de ce navire, de manière compatible avec le présent Accord, y compris l'article 4.

2. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, une Partie ne refuse pas à un navire visé par ce paragraphe l'utilisation des services du port qui sont indispensables à la santé ou à la sécurité de l'équipage ou à la sécurité du navire.

3. Rien dans le présent Accord n'empêche une Partie de prendre des mesures qui soient conformes au droit international, outre celles spécifiées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, y compris les mesures que l'État du pavillon du navire a expressément demandées ou auxquelles il a consenti.

Article 19 Informations concernant les recours dans l'État du port

1. Chaque Partie tient à la disposition du public et fournit au propriétaire, à l'exploitant, au capitaine ou au représentant d'un navire, sur demande écrite, toute information relative aux éventuelles voies de recours prévues par ses lois et règlements nationaux à l'égard des mesures de l'État du port prises par ladite Partie en vertu des articles 9, 11, 13 ou 18 du présent Accord, y compris l'information relative aux services publics et aux institutions judiciaires existant à cet effet, ainsi que l'information sur tout droit de réparation prévu par ses lois et règlements nationaux, en cas de perte ou dommage subis du fait de tout acte de la Partie dont l'illégalité est alléguée.

2. La Partie informe l'État du pavillon, le propriétaire, l'exploitant, le capitaine ou le représentant, selon le cas, de l'issue de tout recours de ce genre. Lorsque d'autres Parties, États ou organisations internationales ont été informées de la décision prise précédemment en vertu des articles 9, 11, 13 et 18 du présent Accord, la Partie les informe de toute modification de sa décision.

PARTIE 5 RÔLE DE L'ÉTAT DU PAVILLON

Article 20 Rôle de l'État du pavillon

1. Chaque Partie demande aux navires autorisés à battre son pavillon de coopérer avec l'État du port aux inspections effectuées en vertu du présent Accord.

2. Lorsqu'une Partie a de sérieuses raisons de penser qu'un navire autorisé à battre son pavillon s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la

pêche INDNR et qu'il cherche à entrer dans le port d'un autre État, ou qu'il s'y trouve, elle demande, le cas échéant, à cet État d'inspecter le navire ou de prendre toute autre mesure compatible avec le présent Accord.

3. Chaque Partie encourage les navires autorisés à battre son pavillon à débarquer, transborder, conditionner et transformer le poisson et à utiliser les autres services portuaires, dans les ports des États qui agissent conformément au présent Accord, ou d'une manière qui lui soit compatible. Les Parties sont encouragées à élaborer, y compris par l'intermédiaire d'organisations régionales de gestion des pêches et de la FAO, des procédures justes, transparentes et non discriminatoires pour identifier tout État qui pourrait ne pas se comporter conformément au présent Accord ou d'une manière qui lui soit compatible.

4. Lorsqu'à la suite d'une inspection effectuée par l'État du port, une Partie qui est un État du pavillon reçoit un rapport d'inspection indiquant qu'il existe de sérieuses raisons de penser qu'un navire autorisé à battre son pavillon s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR, elle mène une enquête immédiate et complète sur la question et si elle dispose d'indications suffisantes, elle prend sans attendre les mesures coercitives prévues par ses lois et règlements.

5. Chaque Partie, en sa qualité d'État du pavillon, fait rapport aux autres Parties, aux États du port appropriés et, le cas échéant, aux autres États et organisations régionales de gestion des pêches appropriés, ainsi qu'à la FAO, sur les mesures qu'elle a prises à l'égard des navires autorisés à battre son pavillon pour lesquels il a été établi, du fait des mesures du ressort de l'État du port prises en vertu du présent Accord, qu'ils se sont livrés à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR.

6. Chaque Partie veille à ce que les mesures appliquées aux navires autorisés à battre son pavillon soient au moins aussi efficaces que les mesures appliquées aux navires visés au paragraphe 1 de l'article 3 pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR et les activités liées à la pêche en soutien à la pêche INDNR.

PARTIE 6

BESOINS DES ÉTATS EN DÉVELOPPEMENT

Article 21

Besoins des États en développement

1. Les Parties reconnaissent pleinement les besoins particuliers des Parties qui sont des États en développement pour ce qui est de l'application de mesures du ressort de l'État du port compatibles avec le présent Accord. À cet effet, elles leur fournissent une assistance,

soit directement, soit par l'intermédiaire de la FAO, d'autres institutions spécialisées des Nations Unies ou d'autres organisations ou organes internationaux appropriés, y compris les organisations régionales de gestion des pêches, afin, notamment:

- a) de renforcer leur faculté, en particulier celle des moins avancés d'entre eux et celle des petits États insulaires en développement, d'établir un cadre juridique et de développer leur capacité en vue de l'application de mesures du ressort de l'État du port efficaces;
- b) de faciliter leur participation au sein de toute organisation internationale qui encourage l'élaboration et l'application efficaces des mesures du ressort de l'État du port;
- c) de faciliter l'assistance technique destinée à renforcer l'élaboration et l'application des mesures du ressort de l'État du port par ces États, en coordination avec les mécanismes internationaux appropriés.

2. Les Parties tiennent dûment compte des besoins particuliers des Parties qui sont des États du port en développement, en particulier ceux des moins avancés d'entre eux et des petits États insulaires en développement, afin d'éviter qu'une charge excessive résultant de la mise en œuvre du présent Accord ne soit transférée, directement ou indirectement, vers eux. Lorsqu'il est avéré qu'il y a eu transfert d'une charge excessive, les Parties coopèrent pour faciliter aux Parties concernées qui sont des États en développement l'exécution d'obligations spécifiques dans le cadre du présent Accord.

3. Les Parties évaluent, directement ou par l'intermédiaire de la FAO, les besoins particuliers des Parties qui sont des États en développement concernant la mise en œuvre du présent Accord.

4. Les Parties coopèrent à l'établissement de mécanismes de financement appropriés visant à aider les États en développement pour la mise en œuvre du présent Accord. Ces mécanismes sont précisément affectés, entre autres:

- a) à l'élaboration de mesures nationales et internationales du ressort de l'État du port;
- b) au développement et au renforcement des capacités, y compris en matière de suivi, de contrôle et de surveillance et aux fins de la formation aux niveaux national et régional des administrateurs des ports, inspecteurs, personnel de police et personnel juridique;

- c) aux activités de suivi, de contrôle, de surveillance et de vérification pertinentes aux mesures du ressort de l’État du port, y compris l’accès aux technologies et aux matériels; et
- d) à l’aide aux Parties qui sont des États en développement pour ce qui concerne les coûts des procédures de règlement des différends qui résultent des actions qu’elles ont prises en vertu du présent Accord.

5. La coopération avec et entre les Parties qui sont des États en développement aux fins énoncées dans le présent article peut inclure la fourniture d’une assistance technique et financière par des voies bilatérales, multilatérales et régionales, y compris la coopération Sud-Sud.

6. Les Parties établissent un groupe de travail *ad hoc* chargé de présenter des rapports et de faire des recommandations d’une manière périodique aux Parties sur l’établissement de mécanismes de financement, y compris celui d’un système relatif aux contributions, à l’identification et à la mobilisation de fonds, l’élaboration de critères et de procédures visant à orienter la mise en œuvre, et l’avancement de la mise en œuvre, des mécanismes de financement. Outre les considérations énoncées dans le présent article, le groupe de travail *ad hoc* prend en considération, entre autres:

- a) l’évaluation des besoins des Parties qui sont des États en développement, en particulier des moins avancés d’entre eux et des petits États insulaires en développement;
- b) la disponibilité des fonds et leur décaissement en temps opportun;
- c) la transparence des processus de prise de décision et de gestion concernant la levée et l’attribution des fonds;
- d) l’obligation de reddition des comptes par les Parties bénéficiaires qui sont des États en développement en ce qui concerne l’utilisation convenue des fonds.

Les Parties tiennent compte des rapports et des recommandations du groupe de travail *ad hoc* et prennent les mesures appropriées.

PARTIE 7

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 22

Règlement pacifique des différends

1. Toute Partie peut demander des consultations avec toute autre Partie ou Parties sur tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Accord, afin d'arriver aussi rapidement que possible à une solution mutuellement satisfaisante.

2. Dans le cas où le différend n'est pas réglé dans un délai raisonnable au moyen de ces consultations, les Parties en question se consultent entre elles aussitôt que possible de manière que le différend puisse être réglé par négociation, enquête, médiation, conciliation, arbitrage, règlement judiciaire ou autres moyens pacifiques de leur choix.

3. Toute différend de cette nature non ainsi réglé est, avec le consentement de toutes les Parties au différend, renvoyé pour règlement à la Cour internationale de justice, au Tribunal international du droit de la mer ou soumis à arbitrage. S'il n'est pas possible de parvenir à un accord concernant le renvoi à la Cour internationale de justice ou au Tribunal international du droit de la mer ou à l'arbitrage, les Parties continuent à se consulter et à coopérer en vue de régler le différend conformément aux règles du droit international relatives à la conservation des ressources biologiques marines.

PARTIE 8

TIERS À L'ACCORD

Article 23

Tiers à l'Accord

1. Les Parties encouragent les tiers à devenir Parties au présent Accord et/ou à adopter des lois et règlements et à mettre en œuvre des mesures compatibles avec ses dispositions.

2. Les Parties prennent des mesures justes, non discriminatoires et transparentes, compatibles avec le présent Accord et autre droit international applicable, en vue de

dissuader les parties tierces de se livrer à des activités qui compromettent la mise en œuvre effective du présent Accord.

PARTIE 9

SUIVI, EXAMEN ET ÉVALUATION

Article 24 **Suivi, examen et évaluation**

1. Les Parties, dans le cadre de la FAO et de ses organes compétents, assurent un suivi et un examen systématiques et réguliers de la mise en œuvre du présent Accord ainsi que l'évaluation des progrès réalisés pour atteindre l'objectif fixé.

2. Quatre ans après l'entrée en vigueur du présent Accord, la FAO convoque une réunion des Parties afin d'examiner et d'évaluer l'efficacité de cet Accord pour atteindre son objectif. Les Parties décident de convoquer de nouvelles réunions de cette nature selon que de besoin.

PARTIE 10

DISPOSITIONS FINALES

Article 25 **Signature**

Le présent Accord est ouvert à la signature, à la FAO, de tous les États et organisations régionales d'intégration économique à compter du 22 novembre 2009 et jusqu'au 21 novembre 2010.

Article 26 **Ratification, acceptation ou approbation**

1. Le présent Accord est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des signataires.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont remis au Dépositaire.

**Article 27
Adhésion**

1. Après la période pendant laquelle il est ouvert à la signature, le présent Accord reste ouvert à l'adhésion de tout État ou organisation régionale d'intégration économique.

2. Les instruments d'adhésion sont remis au Dépositaire.

**Article 28
Participation des organisations régionales d'intégration économique**

1. Dans les cas où une organisation d'intégration économique régionale qui est une organisation internationale au sens de l'Article 1^{er} de l'annexe IX de la Convention n'a pas compétence pour toutes les questions relevant du présent Accord, l'annexe IX à la Convention s'applique *mutatis mutandis* à la participation de cette organisation au présent Accord, à l'exception des dispositions suivantes de cette annexe:

a) Article 2, première phrase; et

b) Article 3, paragraphe 1.

2. Dans les cas où une organisation d'intégration économique régionale qui est une organisation internationale au sens de l'Article 1^{er} de l'annexe IX de la Convention a compétence pour toutes les questions relevant du présent Accord, les dispositions ci-après s'appliquent à la participation de cette organisation au présent Accord:

a) au moment de la signature ou de l'adhésion, cette organisation fait une déclaration stipulant:

i) qu'elle a compétence pour toutes les questions relevant du présent Accord;

ii) que, pour cette raison, ses États membres ne deviendront pas des États Parties, sauf en ce qui concerne leurs territoires pour lesquels l'organisation internationale n'est pas compétente; et

iii) qu'elle accepte les droits et obligations des États en vertu du présent Accord;

- b) la participation d'une telle organisation ne confère à ses États membres aucun droit en vertu du présent Accord;
- c) en cas de conflit entre les obligations qui incombent à une telle organisation en vertu du présent Accord et ses obligations en vertu de l'Accord instituant cette organisation ou de tout acte connexe, les obligations découlant du présent Accord l'emportent.

Article 29
Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur trente jours après la date du dépôt auprès du Dépositaire du vingt-cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément à l'article 26 ou 27.
2. Pour chaque signataire qui ratifie, accepte ou approuve le présent Accord après son entrée en vigueur, l'Accord entre en vigueur trente jours après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
3. Pour chaque État ou organisation d'intégration économique régionale qui adhère à l'Accord après son entrée en vigueur, l'Accord entre en vigueur trente jours après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion.
4. Aux fins du présent article, tout instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale n'est pas considéré comme venant s'ajouter à ceux déposés par ses États membres.

Article 30
Réserves et exceptions

Le présent Accord n'admet ni réserves ni exceptions.

Article 31
Déclarations

L'article 30 n'interdit pas à un État ou à une organisation d'intégration économique régionale, au moment où ledit État ou ladite organisation signe, ratifie, accepte ou

approuve le présent Accord, ou adhère à celui-ci, de faire des déclarations, quels qu'en soient le libellé ou la dénomination, notamment en vue d'harmoniser ses lois et règlements avec le présent Accord, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions du présent Accord dans leur application à cet État ou à cette organisation d'intégration économique régionale.

Article 32 **Application provisoire**

1. Le présent Accord est appliqué à titre provisoire par tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui consent à son application provisoire en adressant au Dépositaire une notification écrite à cet effet. Cette application provisoire prend effet à compter de la date de réception de la notification.

2. L'application provisoire par un État ou une organisation d'intégration économique régionale prend fin à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord pour cet État ou cette organisation d'intégration économique régionale ou de la notification par cet État ou cette organisation d'intégration économique régionale, adressée au Dépositaire par écrit, de son intention de mettre fin à l'application provisoire.

Article 33 **Amendements**

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Accord à l'issue d'une période de deux ans suivant la date de son entrée en vigueur.

2. Toute proposition d'amendement au présent Accord sera communiquée par écrit au Dépositaire, en même temps qu'une demande de convocation d'une réunion des Parties afin d'examiner cette proposition. Le Dépositaire transmet cette communication à toutes les Parties, ainsi que toutes les réponses à la demande reçues de celles-ci. Sauf objection de la moitié au moins des Parties dans les six mois suivant la transmission de la communication, le Dépositaire convoque une réunion des Parties afin d'examiner la proposition d'amendement.

3. Sous réserve de l'article 34, tout amendement au présent Accord est adopté uniquement par consensus des Parties présentes à la réunion à laquelle son adoption est proposée.

4. Sous réserve de l'article 34, tout amendement adopté par la réunion des Parties entre en vigueur pour les Parties qui l'ont ratifié, accepté ou approuvé le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les deux tiers des Parties à cet Accord, sur la base du nombre de Parties à la date de l'adoption dudit amendement. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après que la Partie en question a déposé ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

5. Aux fins du présent article, tout instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne sera pas considéré comme venant s'ajouter aux instruments déposés par ses États Membres.

Article 34 Annexes

1. Les annexes au présent Accord font partie intégrante de celui-ci et toute référence au présent Accord renvoie également à ses annexes.

2. Un amendement à une annexe du présent Accord peut être adopté par deux tiers des Parties au présent Accord présentes à la réunion lors de laquelle la proposition d'amendement à l'annexe est examinée. Tout doit être fait, cependant, pour obtenir un accord par voie de consensus sur toute proposition d'amendement à une annexe. Tout amendement à une annexe est incorporé au présent Accord et entre en vigueur pour les Parties qui ont exprimé leur acceptation à compter de la date à laquelle le Dépositaire reçoit notification de l'acceptation d'un tiers des Parties à cet Accord, sur la base du nombre de Parties à la date de l'adoption dudit amendement. L'amendement entre en vigueur pour chaque Partie restante dès réception de son acceptation par le Dépositaire.

Article 35 Retrait

Toute Partie peut se retirer à tout moment du présent Accord, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle le présent Accord est entré en vigueur en ce qui concerne ladite Partie, en notifiant ce retrait par écrit au Dépositaire. Le retrait devient effectif un an après que le Dépositaire a reçu la notification de retrait.

Article 36 Le Dépositaire

Le Directeur général de la FAO est le Dépositaire du présent Accord. Le Dépositaire:

- a) envoie des copies certifiées conformes du présent Accord à chaque signataire et Partie;
- b) fait enregistrer le présent Accord, dès son entrée en vigueur, auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies;
- c) informe dans les meilleurs délais chacun des signataires et Parties au présent Accord:
 - i. du dépôt de signatures, d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés conformément aux articles 25, 26 et 27;
 - ii. de la date d'entrée en vigueur du présent Accord conformément à l'article 29;
 - iii. des propositions d'amendements au présent Accord, de leur adoption et de leur entrée en vigueur conformément à l'article 33;
 - iv. des propositions d'amendements aux annexes, de leur adoption et de leur entrée en vigueur conformément à l'article 34; et
 - v. des retraits du présent Accord conformément à l'article 35.

Article 37 **Textes authentiques**

Les textes du présent Accord en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Rome, le 22 novembre 2009.

* * *

ANNEXE A

**Informations à fournir au préalable par les navires de pêche demandant
l'autorisation d'entrer dans un port**

1. Port d'escale envisagé								
2. État du port								
3. Date et heure d'arrivée estimées								
4. Objet de l'accès au port								
5. Nom du port et date de la dernière escale								
6. Nom du navire								
7. État du pavillon								
8. Type de navire								
9. IRCS (indicatif international d'appel radio)								
10. Contact pour information sur le navire								
11. Propriétaire(s) du navire								
12. ID certificat d'immatriculation								
13. ID navire OMI, si disponible								
14. ID externe, si disponible								
15. ID ORGP, s'il y a lieu								
16. SSN/VMS	Non	Oui: National	Oui: ORGP	Type:				
17. Dimensions du navire	Longueur		Largeur	Tirant d'eau				
18. Nom et nationalité du capitaine du navire								
19. Autorisations de pêche appropriées								
Identificateur	Délivrée par	Période de validité	Zone(s) de pêche	Espèces	Engin			
20. Autorisations de transbordement appropriées								
Identificateur	Délivrée par		Période de validité					
Identificateur	Délivrée par		Période de validité					
21. Informations sur les transbordements intéressant les navires donneurs								
Date	Lieu	Nom	État du pavillon	Numéro ID	Espèce	Produit	Zone de capture	Quantité
22. Capture totale à bord					23. Capture à débarquer			
Espèce	Produit	Zone de capture	Quantité	Quantité				

* * *

ANNEXE B**Procédures d'inspection de l'État du port**

L'inspecteur du port:

- a) vérifie, dans toute la mesure possible, que les documents d'identification du navire à bord et les informations relatives au propriétaire du navire sont authentiques, complets et en ordre, y compris en prenant contact, selon que de besoin, avec l'État du pavillon ou en consultant les fichiers internationaux des navires de pêche;
- b) vérifie que le pavillon et les marques d'identification du navire (par exemple nom, numéro d'immatriculation externe, numéro d'identification de l'Organisation maritime internationale (OMI), indicateur international d'appel radio et autres marques, ainsi que ses principales dimensions), correspondent bien aux informations portées sur les documents;
- c) s'assure, dans toute la mesure possible, que la ou les autorisations de pêche ou d'activités liées à la pêche sont authentiques, complètes, correctes et conformes aux informations fournies en vertu de l'Annexe A;
- d) examine, tous les autres documents et registres pertinents se trouvant à bord, y compris, dans la mesure du possible, ceux en format électronique et les données du système de surveillance des navires (SSN/VMS) provenant de l'État du pavillon ou des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP). La documentation pertinente peut inclure les livres de bord, les registres de pêche, de transbordement et de commerce, les listes d'équipage, les plans d'arrimage, les plans et descriptions des cales, ainsi que les documents requis au titre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction;
- e) examine, dans toute la mesure possible, tous les engins de pêche à bord, y compris ceux entreposés à l'abri des regards et les dispositifs connexes, et vérifie dans toute la mesure possible qu'ils sont conformes aux conditions précisées dans les autorisations. Le matériel de pêche doit aussi, dans toute la mesure possible, être vérifié pour s'assurer que ses caractéristiques, telles que dimensions des mailles et fils, dispositifs et pièces annexes, dimensions et configuration des filets, casiers, dragues, hameçons (taille et nombre), sont conformes à la réglementation applicable et que les marques d'identification correspondent à celles autorisées pour le navire inspecté;
- f) détermine, dans toute la mesure possible, si le poisson à bord a bien été pêché dans les conditions prévues par l'autorisation correspondante;
- g) examine le poisson, y compris par sondage, pour en déterminer la quantité et la composition. Ce faisant, l'inspecteur peut ouvrir les conteneurs dans lesquels le poisson a été conditionné et déplacer le poisson ou les conteneurs pour s'assurer de l'intégrité des cales. Cette vérification peut porter sur les types de produits et la détermination du poids nominal des captures;

- h) détermine s'il existe des indications manifestes pour soupçonner le navire de s'être livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche en soutien de la pêche INDNR;
- i) communique au capitaine du navire le rapport d'inspection et ses conclusions, mentionnant, entre autres, les éventuelles mesures qui pourraient être prises, le rapport devant être signé par l'inspecteur et par le capitaine. La signature du capitaine du navire a pour seul but d'accuser réception d'un exemplaire du rapport d'inspection. Le capitaine du navire doit pouvoir ajouter ses observations ou objections éventuelles au rapport; et, s'il y a lieu, prendre contact avec les autorités compétentes de l'État du pavillon, en particulier s'il se heurte à d'importantes difficultés de compréhension du contenu du rapport. Un exemplaire du rapport est remis au capitaine; et
- j) prévoit, si nécessaire et possible, la traduction de la documentation pertinente.

* * *

ANNEXE C

Résultats de l'inspection

1. N° du rapport d'inspection		2. État du port				
3. Autorité chargée de l'inspection						
4. Nom de l'inspecteur principal		ID				
5. Lieu de l'inspection						
6. Début de l'inspection		Année	Mois	Jour	Heure	
7. Fin de l'inspection		Année	Mois	Jour	Heure	
8. Notification préalable reçue		Oui	Non			
9. Objet de l'accès au port	LAN	TRX	PRO	AUTRE (préciser)		
10. Nom du port et de l'État et date dernière escale				Année	Mois	Jour
11. Nom du navire						
12. État du pavillon						
13. Type de navire						
14. IRCS (indicatif international d'appel radio)						
15. ID certificat d'immatriculation						
16. ID navire OMI, le cas échéant						
17. ID externe, le cas échéant						
18. Port d'attache						
19. Propriétaire(s) du navire						
20. Propriétaire(s) bénéficiaire(s) du navire, si connu(s) et différent(s) du propriétaire du navire						
21. Armateur(s), si différent(s) du propriétaire du navire						
22. Nom et nationalité du capitaine du navire						
23. Nom et nationalité du capitaine de pêche						
24. Agent du navire						
25. SSN/VMS	Non	Oui: national	Oui: ORGP	Type:		
26. Statut dans les zones ORGP où la pêche ou les activités liées à la pêche ont eu lieu, y compris toute inscription sur une liste INDNR						
Identificateur du navire	ORGP		Statut de l'État du pavillon	Navire sur liste autorisée	Navire sur liste INDNR	
27. Autorisations de pêche appropriées						
Identificateur	Délivrée par	Validité	Zone de pêche	Espèce	Engin	

28. Autorisations de transbordement appropriées

<i>Identificateur</i>		<i>Délivrée par</i>		<i>Période de validité</i>	
<i>Identificateur</i>		<i>Délivrée par</i>		<i>Période de validité</i>	

29. Information sur le transbordement intéressant les navires donneurs

<i>Nom</i>	<i>État du pavillon</i>	<i>Numéro ID</i>	<i>Espèce</i>	<i>Produit</i>	<i>Zone(s) de pêche</i>	<i>Quantité</i>

30. Évaluation des captures débarquées (quantité)

<i>Espèce</i>	<i>Produit</i>	<i>Zone(s) de pêche</i>	<i>Quantité déclarée</i>	<i>Quantité débarquée</i>	<i>Différence éventuelle entre quantité déclarée et quantité débarquée</i>

31. Captures restées à bord (quantité)

<i>Espèce</i>	<i>Produit</i>	<i>Zone(s) de pêche</i>	<i>Quantité déclarée</i>	<i>Quantité restée à bord</i>	<i>Différence éventuelle entre quantité déclarée et quantité déterminée</i>

32. Examen des livres de bord et d'autres documents*Oui**Non**Observations***33. Respect du/des système(s) de documentation des captures applicable(s)***Oui**Non**Observations***34. Respect du/des système(s) d'information commerciale applicable(s)***Oui**Non**Observations***35. Type d'engin utilisé****36. Engin examiné conformément au paragraphe e) de l'Annexe B***Oui**Non**Observations***37. Conclusions de l'inspecteur****38. Infraction(s) apparente(s) détectée(s), y compris renvoi aux instruments juridiques pertinents****39. Observations du capitaine****40. Mesures prises****41. Signature du capitaine****42. Signature de l'inspecteur**

ANNEXE D**Systèmes d'information sur les mesures du ressort de l'État du port**

Aux fins de la mise en œuvre du présent Accord, chaque Partie s'engage à:

- a) s'efforcer de mettre en place un système de communication informatisé conformément à l'article 16;
- b) établir, dans toute la mesure possible, des sites web pour diffuser la liste des ports visés à l'article 7 ainsi que les mesures prises conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord;
- c) identifier, dans toute la mesure possible, chaque rapport d'inspection par un numéro de référence unique commençant par le code alpha-3 de l'État du port et l'identifiant de l'autorité émettrice;
- d) utiliser, dans toute la mesure possible, les codes internationaux détaillés ci-dessous dans les Annexes A et C et assurer la conversion de tout autre code dans le système international.

Pays/territoires:	code pays ISO-3166 alpha-3
Espèces de poisson:	code alpha-3 ASFIS (aussi appelé code alpha-3 FAO)
Navires de pêche:	code ISSCFV (aussi appelé code alpha FAO)
Engins de pêche:	code ISSCFG (aussi appelé code alpha FAO)

* * *

ANNEXE E**Lignes directrices pour la formation des inspecteurs**

Les programmes de formation des inspecteurs de l'État du port devraient aborder au minimum les aspects suivants:

1. Éthique;
2. Questions d'hygiène, de sécurité sanitaire et de sûreté;
3. Lois et règlements nationaux applicables, domaines de compétence et mesures de gestion et de conservation des ORGP pertinentes, et droit international applicable;
4. Collecte, évaluation et conservation des éléments de preuve;
5. Procédures générales d'inspection telles que techniques de rédaction de rapports et d'entretien;
6. Analyse des sources d'information, telles que livres de bord, documents électroniques et historique du navire (nom, historique des propriétaires et État du pavillon), nécessaires pour valider les informations fournies par le capitaine du navire;
7. Arraisonnement et inspection du navire, y compris inspection des cales et détermination de leur capacité;
8. Vérification et validation des informations relatives au poisson débarqué, transbordé, transformé ainsi qu'au poisson conservé à bord, y compris l'application des facteurs de conversion pour les différentes espèces et les différents produits de la pêche;
9. Identification des espèces de poisson, mesure de la longueur des prises et autres paramètres biologiques;
10. Identification des navires et engins de pêche et techniques d'inspection et de mesure des engins;
11. Équipement et utilisation des SSN/VMS et d'autres systèmes de surveillance électronique; et
12. Mesures à prendre à l'issue d'une inspection.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME de la version en français de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, approuvé par la Conférence de la FAO le 22 novembre 2009 lors de sa trente-sixième session. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, cette copie a été certifiée par le Directeur général de l'Organisation et par la Présidente de la Conférence.

Jacques Diouf
Directeur général
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

Kathleen Merrigan
Présidente de la Conférence

Dahir n° 1-15-132 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

Vu la loi n° 125-12 portant approbation du Protocole précité, promulguée par le dahir ° 1-15-112 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc au Protocole précité, faite à New York le 25 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**Protocole facultatif à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

Les États Parties au présent Protocole,

Notant que la Charte des Nations Unies réaffirme la foi dans les droits fondamentaux de l'individu, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes,

Notant également que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de sexe,

Rappelant que les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme interdisent la discrimination fondée sur le sexe,

Rappelant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes («la Convention»), dans laquelle les États Parties condamnent la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes et conviennent de poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes,

Réaffirmant qu'ils sont résolus à assurer le plein exercice par les femmes, dans des conditions d'égalité, de tous les droits fondamentaux et libertés fondamentales et de prendre des mesures efficaces pour prévenir les violations de ces droits et libertés,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Tout État Partie au présent Protocole («l'État Partie») reconnaît la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes («le Comité») en ce qui concerne la réception et l'examen de communications soumises en application de l'article 2.

Article 2

Des communications peuvent être présentées par des particuliers ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers relevant de la juridiction d'un État Partie, qui affirment être victimes d'une violation par cet État Partie d'un des droits énoncés dans la Convention. Une communication ne peut être présentée au nom de particuliers ou groupes de particuliers qu'avec leur consentement, à moins que l'auteur ne puisse justifier qu'il agit en leur nom sans un tel consentement.

Article 3

Les communications doivent être présentées par écrit et ne peuvent être anonymes. Une communication concernant un État Partie à la Convention qui n'est pas Partie au présent Protocole est irrecevable par le Comité.

Article 4

1. Le Comité n'examine aucune communication sans avoir vérifié que tous les recours internes ont été épuisés, à moins que la procédure de recours n'excède des délais raisonnables ou qu'il soit improbable que le requérant obtienne réparation par ce moyen.

2. Le Comité déclare irrecevable toute communication:

- a) Ayant trait à une question qu'il a déjà examinée ou qui a déjà fait l'objet ou qui fait l'objet d'un examen dans le cadre d'une autre procédure d'enquête ou de règlement international;
- b) Incompatible avec les dispositions de la Convention;
- c) Manifestement mal fondée ou insuffisamment motivée;
- d) Constituant un abus du droit de présenter de telles communications;
- e) Portant sur des faits antérieurs à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'État Partie intéressé, à moins que ces faits ne persistent après cette date.

Article 5

1. Après réception d'une communication, et avant de prendre une décision sur le fond, le Comité peut à tout moment soumettre à l'urgente attention de l'État Partie intéressé une demande tendant à ce qu'il prenne les mesures conservatoires nécessaires pour éviter qu'un dommage irréparable ne soit causé aux victimes de la violation présumée.

2. Le Comité ne préjuge pas de sa décision sur la recevabilité ou le fond de la communication du simple fait qu'il exerce la faculté que lui donne le paragraphe 1 du présent article.

Article 6

1. Sauf s'il la juge d'office irrecevable sans en référer à l'État Partie concerné, et à condition que l'intéressé ou les intéressés consentent à ce que leur identité soit révélée à l'État Partie, le Comité porte confidentiellement à l'attention de l'État Partie concerné toute communication qui lui est adressée en vertu du présent Protocole.

2. L'État Partie intéressé présente par écrit au Comité, dans un délai de six mois, des explications ou déclarations apportant des précisions sur l'affaire qui fait l'objet de la communication, en indiquant le cas échéant les mesures correctives qu'il a prises.

Article 7

1. En examinant les communications qu'il reçoit en vertu du présent Protocole, le Comité tient compte de toutes les indications qui lui sont communiquées par les particuliers ou groupes de particuliers ou en leur nom et par l'État Partie intéressé, étant entendu que ces renseignements doivent être communiqués aux parties concernées.

2. Le Comité examine à huis clos les communications qui lui sont adressées en vertu du présent Protocole.

3. Après avoir examiné une communication, le Comité transmet ses constatations à son sujet, éventuellement accompagnées de ses recommandations, aux parties concernées.

4. L'État Partie examine dûment les constatations et les éventuelles recommandations du Comité, auquel il soumet, dans un délai de six mois, une réponse écrite, l'informant notamment de toute action menée à la lumière de ses constatations et recommandations.

5. Le Comité peut inviter l'État Partie à lui soumettre de plus amples renseignements sur les mesures qu'il a prises en réponse à ses constatations et éventuelles recommandations, y compris, si le Comité le juge approprié, dans les rapports ultérieurs que l'État Partie doit lui présenter conformément à l'article 18 de la Convention.

Article 8

1. Si le Comité est informé, par des renseignements crédibles, qu'un État Partie porte gravement ou systématiquement atteinte aux droits énoncés dans la Convention, il invite cet État à s'entretenir avec lui des éléments ainsi portés à son attention et à présenter ses observations à leur sujet.

2. Le Comité, se fondant sur les observations éventuellement formulées par l'État Partie intéressé, ainsi que sur tout autre renseignement crédible dont il dispose, peut charger un ou plusieurs de ses membres d'effectuer une enquête et de lui rendre compte sans tarder des résultats de celle-ci. Cette enquête peut, lorsque cela se justifie et avec l'accord de l'État Partie, comporter des visites sur le territoire de cet État.

3. Après avoir étudié les résultats de l'enquête, le Comité les communique à l'État Partie intéressé, accompagnés, le cas échéant, d'observations et de recommandations.

4. Après avoir été informé des résultats de l'enquête et des observations et recommandations du Comité, l'État Partie présente ses observations à celui-ci dans un délai de six mois.

5. L'enquête conserve un caractère confidentiel et la coopération de l'État Partie sera sollicitée à tous les stades de la procédure.

Article 9

1. Le Comité peut inviter l'État Partie intéressé à inclure dans le rapport qu'il doit présenter conformément à l'article 18 de la Convention des précisions sur les mesures qu'il a prises à la suite d'une enquête effectuée en vertu de l'article 8 du présent Protocole.

2. À l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 4 de l'article 8, le Comité peut, s'il y a lieu, inviter l'État Partie intéressé à l'informer des mesures qu'il a prises à la suite d'une telle enquête.

Article 10

1. Tout État Partie peut, au moment où il signe ou ratifie le présent Protocole ou y adhère, déclarer qu'il ne reconnaît pas au Comité la compétence que confèrent à celui-ci les articles 8 et 9.

2. Tout État Partie qui a fait la déclaration visée au paragraphe 1 du présent article peut à tout moment retirer cette déclaration par voie de notification au Secrétaire général.

Article 11

L'État Partie prend toutes les dispositions nécessaires pour que les personnes relevant de sa juridiction qui communiquent avec le Comité ne fassent pas de ce fait l'objet de mauvais traitements ou d'intimidation.

Article 12

Le Comité résume dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 21 de la Convention les activités qu'il a menées au titre du présent Protocole.

Article 13

Tout État Partie s'engage à faire largement connaître et à diffuser la Convention ainsi que le présent Protocole, et à faciliter l'accès aux informations relatives aux constatations et aux recommandations du Comité, en particulier pour les affaires concernant cet État Partie.

Article 14

Le Comité arrête son propre règlement intérieur et exerce les fonctions que lui confère le présent Protocole conformément à ce règlement.

Article 15

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les États qui ont signé la Convention, l'ont ratifiée ou y ont adhéré.
2. Le présent Protocole est sujet à ratification par tout État qui a ratifié la Convention ou y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout État qui a ratifié la Convention ou y a adhéré.
4. L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 16

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chaque État qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, le Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 17

Le présent Protocole n'admet aucune réserve.

Article 18

1. Tout État Partie peut déposer une proposition d'amendement au présent Protocole auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communiquera la proposition aux États Parties en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États Parties aux fins d'examen et de mise aux voix de la proposition. Si un tiers au moins des États Parties se déclare favorable à une

telle conférence, le Secrétaire général la convoque sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États Parties présents et votants à la conférence est présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies pour approbation.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés par les deux tiers des États Parties au présent Protocole, conformément aux procédures prévues par leur constitution respective.

3. Lorsque les amendements entreront en vigueur, ils auront force obligatoire pour les États Parties qui les auront acceptés, les autres États Parties restant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout autre amendement qu'ils auront accepté antérieurement.

Article 19

1. Tout État Partie peut dénoncer le présent Protocole à tout moment en adressant une notification écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

2. Les dispositions du présent Protocole continuent de s'appliquer à toute communication présentée conformément à l'article 2 ou toute enquête entamée conformément à l'article 8 avant la date où la dénonciation prend effet.

Article 20

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les États:

- a) Des signatures, ratifications et adhésions;
- b) De la date d'entrée en vigueur du présent Protocole et de tout amendement adopté au titre de l'article 18;
- c) De toute dénonciation au titre de l'article 19.

Article 21

1. Le présent Protocole, dont les textes en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est versé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États visés à l'article 25 de la Convention.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, adopted by the General Assembly of the United Nations on 6 October 1999, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 6 octobre 1999, et dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel
(Under-Secretary-General
for Legal Affairs)

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques)

Hans Corell

United Nations, New York
10 November 1999

Organisation des Nations Unies
New York, le 10 novembre 1999

Dahir n° 1-15-133 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966 ;

Vu la loi n° 126-12 portant approbation du Protocole précité, promulguée par le dahir ° 1-15-113 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc au Protocole précité, faite à New York le 25 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF
AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES**

Les Etats parties au présent Protocole,

Considérant que, pour mieux assurer l'accomplissement des fins du Pacte relatif aux droits civils et politiques (ci-après dénommé le Pacte) et l'application de ses dispositions, il conviendrait d'habiliter le Comité des droits de l'homme, constitué aux termes de la quatrième partie du Pacte (ci-après dénommé le Comité), à recevoir et à examiner, ainsi qu'il est prévu dans le présent Protocole, des communications émanant de particuliers qui prétendent être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le Pacte,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Tout Etat partie au Pacte qui devient partie au présent Protocole reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par cet Etat partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie au Pacte qui n'est pas partie au présent Protocole.

Article 2

Sous réserve des dispositions de l'article premier, tout particulier qui prétend être victime d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte et qui a épuisé tous les recours internes disponibles peut présenter une communication écrite au Comité pour qu'il l'examine.

Article 3

Le Comité déclare irrecevable toute communication présentée en vertu du présent Protocole qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de présenter de telles communications ou être incompatible avec les dispositions du Pacte.

Article 4

1. Sous réserve des dispositions de l'article 3, le Comité porte toute communication qui lui est présentée en vertu du présent Protocole à l'attention de l'Etat partie audit Protocole qui a prétendument violé l'une quelconque des dispositions du Pacte.

2. Dans les six mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

Article 5

1. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent Protocole en tenant compte de toutes les informations écrites qui lui sont soumises par le particulier et par l'Etat partie intéressé.

2. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier sans s'être assuré que :

a) La même question n'est pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;

b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles.

Cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.

3. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent Protocole.

4. Le Comité fait part de ses constatations à l'Etat partie intéressé et au particulier.

Article 6

Le Comité inclut dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 45 du Pacte un résumé de ses activités au titre du présent Protocole.

Article 7

En attendant la réalisation des objectifs de la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960, concernant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les dispositions du présent Protocole ne restreignent en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par la Charte des Nations Unies et d'autres conventions et instruments internationaux conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées.

Article 8

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat qui a signé le Pacte.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 9

1. Sous réserve de l'entrée en vigueur du Pacte, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 10

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 11

1. Tout Etat partie au présent Protocole peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux Etats parties au dit Protocole en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'Etats parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si le tiers au moins des Etats se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire

général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Tout amendement adopté par la majorité des Etats présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des Etats parties au présent Protocole.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les Etats parties qui les ont acceptés, les autres Etats parties restant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

Article 12

1. Tout Etat partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La dénonciation n'entravera pas l'application des dispositions du présent Protocole à toute communication présentée en vertu de l'article 2 avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 13

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 8 du présent Protocole, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte :

a) Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 8;

- b) De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 9 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 11;
- c) Des dénonciations faites conformément à l'article 12.

Article 14

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les Etats visés à l'article 48 du Pacte.

المادة ١٢

١ - لایة دولة طرف أى تنسب من هذا البروتوكول فسراً في حين بإشعار خط توجهه إلى الأمين العام للأمم المتحدة . ويصبح الانسحاب نافذاً بعد ثلاثة أشهر من تاريخ استلام الأمين العام للأمم المتحدة .

٢ - لا يخل الانسحاب بامتثال انتطابات أحكام هذا البروتوكول على أية رسالة متنية بمقتضى المادة ٢ قبل تاريخ تنفيذ الانسحاب .

المادة ١٣

بمرف النظر عن الإخطارات التي تتضم بمقتضى الفقرة ٥ من المادة ٨ من هذا البروتوكول ، يخطر الأمين العام للأمم المتحدة جميع الدول المشار إليها في الفقرة ١ من المادة ٤٨ من العهد بما يلي:

- (أ) التوقييمات والتمييزات والانضمامات التي تتم بمقتضى المادة ٨
- (ب) تاريخ بدء تنفيذ هذا البروتوكول بمقتضى المادة ٩ ، وتاريخ بدء تنفيذ أية تعديلات تتم بمقتضى المادة ١١
- (ج) إشارات الانسحاب الواردة بمقتضى المادة ١٢ .

المادة ١٤

١ - يودع هذا البروتوكول ، الذي تساوى في الحجم نصوته بالإنجليزية والروسية والعربية والفرنسية ، في محفوظات الأمم المتحدة .

٢ - يقوم الأمين العام للأمم المتحدة بارسال نسخة من هذا البروتوكول إلى جميع الدول المشار إليها في المادة ٤٨ من العهد .

المادة ٩

١ - رهنًا ببده نفاذ المعهد ، يبدأ نفاذ هذا البروتوكول بعد ثلاثة أشهر من تاريخ ايداع مك التصديق أو الانضمام العاشر لدى الأمين العام للأمم المتحدة .

٢ - أما الدول التي تصدق هذا البروتوكول أو تنضم إليها بعد أن يكون قد تم ايداع مك التصديق أو الانضمام العاشر فيبدأ نفاذ هذا البروتوكول إزاء كل منها بعد ثلاثة أشهر من تاريخ ايداع مك تصديقها أو مك انضمامها .

المادة ١٠

تنطبق أحكام هذا البروتوكول ، دون أي قيد أو استثناء ، على الوحدات التي تتشكل منها الدول الاتحادية .

المادة ١١

١ - لجنة دولية طرف في هذا البروتوكول أن تقترح تعديلاً عليه تودعه لدى الأمين العام للأمم المتحدة . وعلى أثر ذلك يقوم الأمين العام بإبلاغ الدول الأطراف في هذا البروتوكول بأية تعديلات مقترضة ، طالبها إليها أعلاه مما إذا كانت تجبر عقد مؤتمر للدول الأطراف للنظر في تلك المقترضات والتمويت عليها . فإذا حبس عقد المؤتمر ثلث الدول الأطراف على الأقل عقده الأمين العام برعاية الأمم المتحدة . وآي تعديل تعتمده أغلبية الدول الأطراف الحاضرة والمقترضة في المؤتمر يعرض على الجمعية العامة للأمم المتحدة لاقراره .

٢ - يبدأ نفاذ التعديلات متى أقرتها الجمعية العامة للأمم المتحدة وقبلتها أغلبية ثلثي الدول الأطراف في هذا البروتوكول ، وفقاً لإجراءات الدستورية لدى كل منها .

٣ - متى بدأ نفاذ التعديلات تصبح ملزمة للدول الأطراف التي قبلتها ، بينما تظل الدول الأطراف الأخرى ملزمة باحكام هذا البروتوكول وبأي تعديل سابق تكون قد قبلته .

٣ - تنظر اللجنة في الرسائل المنموم عليها في هذا البروتوكول في اجتماعات مغلقة .

٤ - تقوم اللجنة بارسال الرأي الذي انتهت اليه الى الدولة الطرف المعنية والفرد .

المادة ٦

تدرج اللجنة في التقرير السنوي الذي تضعه عملاً بالمادة ٥٥ من العهد ملخصاً للاعمال التي قامت بها في إطار هذا البروتوكول .

المادة ٧

بيان تضليل تحقيق أغراف القرار ١٥١٤(١٥-١٥) الذي اعتمدته الجمعية العامة في ١٤ كانون الأول/ديسمبر ١٩٦٠ بشأن اعلان منسح الاستقلال للبلدان والشعوب المستعمرة ، لا تفرض أحكام هذا البروتوكول أي تقييد من أي نوع لحق تقديم الالتماسات الممنوع لهذه الشعوب في ميثاق الأمم المتحدة وفي غيره من الاتفاقيات والمكوك الدولي المعقودة برعاية الأمم المتحدة ووكالاتها المتخصمة .

المادة ٨

١ - هذا البروتوكول متاح للتوجيه أي دولة وتمت الموافقة عليه .

٢ - يخضع هذا البروتوكول لتمديق أي دولة مدت العهد أو انضمت اليه . وتودع مكتوب التصديق لدى الأمين العام للأمم المتحدة .

٣ - يتيح الانضمام إلى هذا البروتوكول لغير دولة مدت العهد أو انضمت اليه .

٤ - يقع الانضمام بابداع مكتوب انضمام لدى الأمين العام للأمم المتحدة .

٥ - يخطر الأمين العام للأمم المتحدة جميع الدول التي وقعت هذا البروتوكول أو انضمت إليه بابداع كل مكتوب التصديق أو الانضمام .

المادة ٢

رهنا بأحكام المادة ١ ، للأفراد الذين يدعون أن أي حق مصنن حقوقهم المذكورة في العهد قد انتهك ، والذين يكتوون قد استغدوا جميع طرق التظلم المحلية المتاحة ، تقديم رسالة كتابية إلى اللجنة لتنظر فيها .

المادة ٣

على اللجنة أن تقرر رفع أية رسالة مقدمة بموجب هذا البروتوكول تكون غلافاً من التوقيع أو تكون ، في رأي اللجنة منطوية على اساءة استعمال الحق تقديم الرسائل أو منافية لأحكام العهد .

المادة ٤

١ - رهنا بأحكام المادة ٢ ، تحيل اللجنة أية رسالة قدمت إليها بموجب هذا البروتوكول إلى الدولة الطرف في هذا البروتوكول والمتهمة بانتهاك أي حكم من أحكام العهد .

٢ - تقوم الدولة المذكورة ، في غضون ستة أشهر ، بموافاة اللجنة بالبيانات أو البيانات الكتابية الازمة لجلاء المaula ، مع الاشارة عند الاقتضاء إلى أية تدابير لرفع الظلمة قد تكون اتخذتها .

المادة ٥

١ - تنظر اللجنة في الرسائل التي تتلقاها بموجب هذا البروتوكول في نسخة جميع المعلومات الكتابية الموفرة لها من قبل الفرد المعنى ومن قبل الدولة الطرف المعنية .

٢ - لا يجوز للجنة أن تنظر في أية رسالة من أي فرد إلا بعد التأكد من:

- (أ) عدم كون المaula ذاتها محل درامة بالفعل من قبل هيئة أخرى من هيئات التحقيق الدولي أو التسوية الدولية ؛
- (ب) كون الفرد المعنى قد استنفذ جميع طرق التظلم المحلية المتاحة . ولا تنطبق هذه القاعدة في الحالات التي تستقر فيها إجراءات التظلم ممداً تتجاوز الحدود المعقولة .

البروتوكول الاختياري الملحق بالعهد
الدولي الخام بالحقوق المدنية والسياسية

اعتمد وعرض للتوقيع والتمديق والانضمام بمقر
 الجمعية العامة (٢٣٠٠/٢٢١٩) (د-٣٦) المؤرخ في
 ١٦ كتوبيون (النوفمبر) ١٩٦٦

تاريخ بدء النفاذ: ٣ ذادار/مارس ١٩٧٦ وفقاً للمادة ٩

إن الدول الاعتراف في هذا البروتوكول .

إن ترى من المناسب ، تزكياناً لادران مقاصد المعهد الدولي
 الخام بالحقوق المدنية والسياسية (المثار إليه فيما يلي باسم
 'العهد') ولتنفيذ أحكامه ، تمكين اللجنة المعنية بحقوق الإنسان ،
 المنشاة بموجب أحكام الجزء الرابع من المعهد (المثار إليها فيما
 يلي باسم 'اللجنة') ، من القيام وفقاً لاحكام هذا البروتوكول ،
 بأستلام ونظر الرسائل المقدمة من الأفراد الذين يتّبعون أنهم ضحايا
 أي انتهاك لأي حق من الحقوق المتررة في المعهد .

قد اتفقت على ما يلي:

المادة ١

تترافق كل دولة طرف في المعهد ، تصبح طرفاً في هذا
 البروتوكول ، باختصار اللجنة في أستلام ونظر الرسائل المقدمة من
 الأفراد الداخلين في ولاية تلك الدولة الطرف والذين يتّبعون أنهم
 ضحايا أي انتهاك من جانبها لأي حق من الحقوق المتررة في المعهد .
 ولا يجوز للجنة أستلام أية رسالة تتعلق بأية دولة طرف في المعهد
 لا تكون طرفاً في هذا البروتوكول .

ظهير شريف رقم 1.15.133 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر البروتوكول الاختياري الملحق بالعهد الدولي
الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، الموقع بنيوويورك في 16 ديسمبر 1966

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظبیرنا الشریف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على البروتوكول الاختياري الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، الموقع بنيوويورك في 16 ديسمبر 1966؛

وعلى القانون رقم 126.12 الموافق بموجبه على البروتوكول المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشريفي رقم 1.15.113 بتاريخ

18 من شوال 1436 (4 أغسطس 2015)؛

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى البروتوكول المذكور، الموقع بنيوويورك في 25 أبريل 2022،

أصدرنا أمرنا الشريفي بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظبیرنا الشریف هذا، البروتوكول الاختياري الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية
والسياسية، الموقع بنيوويورك في 16 ديسمبر 1966.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المادة ١٩

١ - يجوز لدولة طرف أن تتنصل من هذا البروتوكول في أي وقت بإخطار خطى موجه إلى الأمين العام للأمم المتحدة. ويصبح هذا التنصل نافذاً بعد ستة أشهر من تاريخ استلام الأمين العام للإخطار.

٢ - لا يخل التنصل باستمرار تطبيق أحكام هذا البروتوكول على أي رسالة متقدمة بموجب المادة ٢ أو أي تحرّر شرع فيه بموجب المادة ٨ قبل تاريخ نفاذ التنصل.

المادة ٢٠

يبلغ الأمين العام للأمم المتحدة جميع الدول بما يلي:

(أ) التوقيعات والتصديقات والانضمامات التي تحدث في إطار هذا البروتوكول؛

(ب) تاريخ بدء نفاذ هذا البروتوكول ونفاذ أي تعديل يتم طبقاً للمادة ١٨؛

(ج) أي تنصل بموجب المادة ١٩.

المادة ٢١

١ - يودع هذا البروتوكول، الذي تتساوى نصوصه باللغات الإسبانية والإنكليزية والروسية والصينية والعربية والفرنسية في الحجمية، في محفوظات الأمم المتحدة.

٢ - يحيل الأمين العام للأمم المتحدة نسخاً معتمدة من هذا البروتوكول إلى جميع الدول المشار إليها في المادة ٢٥ من الاتفاقية.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 6 octobre 1999, et dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique
(Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques)



Hans Corell

Organisation des Nations Unies
New York, le 10 novembre 1999

المادة ١٥

- ١ - هذا البروتوكول مفتوح للتوقيع عليه من جانب أي دولة تكون قد وقعت الاتفاقية أو صدقت عليها أو انضمت إليها.
- ٢ - يخضع هذا البروتوكول للتصديق من جانب أي دولة تكون قد صدقت على الاتفاقية أو انضمت إليها. وتودع صكوك التصديق لدى الأمين العام للأمم المتحدة.
- ٣ - يكون هذا البروتوكول مفتوحاً للانضمام إليه من جانب أي دولة تكون قد صدقت على الاتفاقية أو انضمت إليها.
- ٤ - يصير الانضمام نافذاً بإيداع صك الانضمام لدى الأمين العام للأمم المتحدة.

المادة ١٦

- ١ - يبدأ نفاذ هذا البروتوكول بعد ثلاثة أشهر من تاريخ إيداع صك التصديق أو الانضمام العاشر لدى الأمين العام للأمم المتحدة.
- ٢ - يبدأ نفاذ هذا البروتوكول بالنسبة لكل دولة تصدق عليه أو ت Nxsm إلـيـه، عقب دخوله حيز النفاذ، بعد ثلاثة أشهر من تاريخ إيداع صك تصديقها عليه أو انضمـامـها إلـيـه.

المادة ١٧

لا يسمح بأي تحفظات على هذا البروتوكول.

المادة ١٨

- ١ - يجوز لأي دولة طرف اقتراح تعديل لهذا البروتوكول وتقديمه إلى الأمين العام للأمم المتحدة. ويقوم الأمين العام، بناءً على ذلك، بإبلاغ أي تعديلات مقترحة إلى الدول الأطراف مشفوعة بطلب أن تخطره بما إذا كانت تفضل عقد مؤتمر للدول الأطراف بغرض النظر في الاقتراح والتصويت عليه. وإذا فضلَ ثلث الدول الأطراف على الأقل عقد مؤتمر من هذا القبيل، يعقد الأمين العام المؤتمر تحت رعاية الأمم المتحدة، وأي تعديل تعتمده أغلبية الدول الأطراف الحاضرة والمصوّта في المؤتمر يقدم إلى الجمعية العامة للأمم المتحدة للموافقة عليه.
- ٢ - تصبح التعديلات نافذة عندما توافق عليها الجمعية العامة للأمم المتحدة وقبلها أغلبية ثلثي الدول الأطراف في هذا البروتوكول وفقاً للعملية الدستورية لكل منها.
- ٣ - عندما تصبح التعديلات نافذة فإنها تكون ملزمة للدول الأطراف التي قبلتها، وتظل الدول الأطراف الأخرى ملزمة بأحكام هذا البروتوكول وأي تعديلات سابقة تكون قد قبلتها.

٤ - تقوم الدولة الطرف المعنية، في غضون ستة أشهر من تلقي النتائج والتعليقات والتوصيات التي أحالتها اللجنة، بتقديم ملاحظاتها إلى اللجنة.

٥ - يجري ذلك التحري بصفة سرية، ويكتفى الحصول على تعاون تلك الدولة الطرف في جميع مراحل الإجراءات.

المادة ٩

١ - يجوز للجنة أن تدعو الدولة الطرف المعنية إلى أن تدرج في تقريرها المقدم بموجب المادة ١٨ من الاتفاقية تفاصيل أية تدابير متخذة استجابة لتحرّي أجري بموجب المادة ٨ من هذا البروتوكول.

٢ - يجوز للجنة، عند الاقتضاء، بعد انتهاء فترة الستة أشهر المشار إليها في المادة ٤-٨، أن تدعو الدولة الطرف المعنية إلى إبلاغها بالتدابير المتخذة استجابة لذلك التحري.

المادة ١٠

١ - يجوز للدولة الطرف، وقت توقيع هذا البروتوكول أو التصديق عليه أو الانضمام إليه، أن تعلن أنها لا تعترف باختصاص اللجنة المنصوص عليه في المادتين ٨ و ٩.

٢ - لأي دولة طرف تصدر إعلاناً وفقاً للشفرة ١ من هذه المادة أن تسحب هذا الإعلان في أي وقت بواسطة إشعار توجهه إلى الأمين العام.

المادة ١١

تحتفظ الدولة الطرف جميع التدابير المناسبة لكتفالة عدم تعرض الأفراد الذين يخضعون لولايتها القضائية لسوء المعاملة أو التخويف نتيجة لتراسلهم مع اللجنة عملاً بهذا البروتوكول.

المادة ١٢

تدرج اللجنة في تقريرها السنوي المقدم بموجب المادة ٢١ من الاتفاقية موجزاً للأنشطة التي اضطاعت بها بموجب هذا البروتوكول.

المادة ١٣

تعهد كل دولة طرف بالتعريف على نطاق واسع بالاتفاقية وهذا البروتوكول وبالمذاعية لهما، وبتبسيير الحصول على معلومات عن آراء اللجنة وتوصياتها، وبخاصة بشأن المسائل المتعلقة بذلك الدولة الطرف.

المادة ١٤

تضع اللجنة نظامها الداخلي الواجب اتباعه لدى ممارسة المهام المسندة إليها بموجب هذا البروتوكول.

المادة ٦

١ - ما لم تعبر اللجنة الرسالة غير مقبولة دون الرجوع إلى الدولة الطرف المعنية، ورهنها بموافقة الفرد أو الأفراد على الكشف عن هويتهم لتلك الدولة الطرف، تتوجه اللجنة السرية في عرض أي رسالة تقدم إليها بموجب هذا البروتوكول على الدولة الطرف المعنية.

٢ - تقدم الدولة الطرف الممثلة إلى اللجنة، في غضون ستة أشهر، تفسيرات أو بيانات مكتوبة توضح فيها المسألة وتوضح سبل الانتصاف، التي ربما تكون الدولة الطرف قد وفرتها، إن وجدت مثل تلك السبل.

المادة ٧

١ - تنظر اللجنة في الرسائل الواردة بموجب هذا البروتوكول في ضوء جميع المعلومات التي تناولتها من جانب الأفراد أو مجموعات الأفراد أو بالنيابة عنهم ومن جانب الدولة الطرف المعنية، شريطة إخالة هذه المعلومات إلى الأطراف المعنية.

٢ - تعقد اللجنة جلسات مغلقة لدى دراسة الرسائل المقدمة بموجب هذا البروتوكول.

٣ - تقوم اللجنة، بعد دراسة الرسالة، بإحالاة آرائها بشأن الرسالة مشفوعة بتوصياتها، إن وجدت، إلى الأطراف المعنية.

٤ - تولي الدولة الطرف الاعتبار الواجب لآراء اللجنة مشفوعة بتوصياتها، إن وجدت، وتقدم إلى اللجنة خلال ستة أشهر، ردا مكتوبا يتضمن معلومات عن أي إجراء تكون قد اتخذته في ضوء آراء اللجنة وتوصياتها.

٥ - يجوز للجنة أن تدعو الدولة الطرف إلى تقديم معلومات إضافية بشأن أي تدابير تكون الدولة الطرف قد اتخذتها استجابة لآراء اللجنة وتوصياتها، إن وجدت، بما في ذلك، حسبما تراه اللجنة مناسبا، في التقارير اللاحقة التي تقدمها الدولة الطرف بموجب المادة ١٨ من الاتفاقية.

المادة ٨

١ - إذا تلقت اللجنة معلومات موثوقة تدل على وقوع انتهاكات جسيمة أو منتظمة من جانب دولة طرف للحقوق المنصوص عليها في الاتفاقية، تدعو اللجنة تلك الدولة الطرف إلى التعاون في فحص المعلومات وتقديم ملاحظات بشأن المعلومات المعنية لهذا الفرض.

٢ - يجوز للجنة أن تقوم، آخذة في اعتبارها أي ملاحظات ربما تكون الدولة الطرف المعنية قد قدمتها وأي معلومات أخرى موثوقة بها متاحة لها، بتعيين عضو أو أكثر من أعضائها لإجراء تحرّرً بهذه الشأن وتقديم تقرير على وجه الاستعجال إلى اللجنة. ويجوز أن يتضمن التحري القيام بزيارة لإقليم الدولة الطرف، متى استلزم الأمر ذلك وبموافقتها.

٣ - تقوم اللجنة، بعد دراسة نتائج ذلك التحري، بإحاله تلك النتائج إلى الدولة الطرف المعنية، مشفوعة بأي تعليقات وتوصيات.

المادة ٢

يجوز أن تقدم الرسائل من قبل، أو نهاية عن، أفراد أو مجموعات أفراد خاصين لولاية دولة طرف ويدعون أنهم ضحايا انتهاك تلك الدولة الطرف في الحقوق المحددة في الاتفاقية. وحينما تقدم رسالة نهاية عن أفراد أو مجموعات أفراد، يكون ذلك بموافقتهم، إلا إذا استطاع كاتب الرسالة أن يبرر تصرفه نهاية عنهم دون الحصول على تلك الموافقة.

المادة ٣

تكون الرسائل مكتوبة ولا تكون غيّرلاً من الاسم. ولا تسلم اللجنة أي رسالة إذا كانت تتصل بدولة طرف في الاتفاقية ليست طرفاً في هذا البروتوكول.

المادة ٤

١ - لا تنظر اللجنة في أي رسالة ما لم تكن قد تأكّدت من أن جميع وسائل الانتصاف المحلية المتاحة قد استُنفِّذت إلا إذا استفرق تطبيق وسائل الانتصاف هذه أمداً طويلاً بدرجة غير معقولة، أو كان من غير المحتمل أن يتحقق انتصافاً فعالاً.

٢ - تعلن اللجنة عدم مقبولية الرسالة:

(أ) متى كانت المسألة نفسها قد سبق أن نظرت فيها اللجنة أو كانت، أو ما زالت، محل دراسة بمقتضى إجراء آخر من إجراءات التحقيق الدولي أو التسوية الدولية؛

(ب) متى كانت غير متفقة مع أحكام الاتفاقية؛

(ج) متى كانت بلا أساس واضح أو كانت غير مدعة ببراهين كافية؛

(د) متى شكلت إساءة لاستعمال الحق في تقديم رسالة؛

(هـ) متى كانت الواقع موضوع الرسالة قد حدث قبل بدء تنفيذ هذا البروتوكول بالنسبة للدولة الطرف المعنية، إلا إذا استمرت تلك الواقع بعد تاريخ التنفيذ.

المادة ٥

١ - يجوز للجنة، في أي وقت بعد استلام رسالة ما وقبل التوصل إلى قرار بشأن وجاهة موضوع الرسالة، أن تحيل إلى الدولة الطرف المعنية للنظر، على سبيل الاستعجال، طلباً بأن تتخذ الدولة الطرف تدابير مؤقتة، حسب الاقتضاء، لتفادي وقوع ضرر لا يمكن إصلاحه على ضحية الانتهاك المدعى أو ضحاياه.

٢ - عندما تمارس اللجنة سلطتها التقديرية وفقاً للنفقة ١ من هذه المادة، فإن ذلك لا يعني ضمناً اتخاذ قرار بشأن مقبولية الرسالة أو بشأن وجاهة موضوعها.

بروتوكول اختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة

إن المدى الأطراف في هذا البروتوكول،

إذ تلاحظ أن ميثاق الأمم المتحدة يؤكد من جديد الإيمان بحقوق الإنسان الأساسية، وبكرامة الإنسان وقدره، وبما للرجال والنساء من حقوق متساوية،

وإذ تلاحظ أيضاً أن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان يعلن أن جميع الناس يولدون أحراضاً متساوين في الكرامة والحقوق وأن لكل إنسان حق التمتع بكلفة الحقوق والحرريات الواردة في الإعلان، دون أي تمييز من أي نوع، بما في ذلك التمييز على أساس الجنس،

وإذ تشير إلى أن العهدين الدوليين الخاصين بحقوق الإنسان والصكوك الدولية الأخرى لحقوق الإنسان تحظر التمييز على أساس الجنس،

وإذ تشير أيضاً إلى اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة ("الاتفاقية")، التي تدين فيها الدول الأطراف التمييز ضد المرأة بجميع أشكاله وتوافق على أن تنتزع، بكل الطرق الملائمة ودون تأخير، سياسة للقضاء على التمييز ضد المرأة،

وإذ تعيد تأكيد تصميمها على ضمان تمنع المرأة التام، وعلى قدم المساواة، بجميع حقوق الإنسان والحرريات الأساسية واتخاذ إجراءات فعالة لمنع وقوع انتهاكات لهذه الحقوق والحرريات،

النفث على ما يلي:

المادة ١

تعترف الدولة الطرف في هذا البروتوكول ("الدولة الطرف") باختصاص لجنة القضاء على التمييز ضد المرأة ("اللجنة") فيما يتعلق بتلقي الرسائل المقدمة وفقاً للمادة ٢ والنظر فيها.

ظهير شريف رقم 1.15.132 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، الموقّع عليه بنيويورك في 6 أكتوبر 1999 من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، الموقّع عليه بنيويورك في 6 أكتوبر 1999 من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة :

وعلى القانون رقم 125.12 الموقّع بموجبه على البروتوكول المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.15.112 بتاريخ 18 من شوال 1436 (4 أغسطس 2015) :

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى البروتوكول المذكور، الموقع بنيويورك في 25 أبريل 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، الموقّع عليه بنيويورك في 6 أكتوبر 1999 من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعطاف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

نسخة طبق الأصل باللغة العربية للاتفاق بشأن التدابير التي تتخذها دولة الميناء لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه ، وهو الاتفاق الذي وافق عليه في 22 نوفمبر/تشرين الثاني 2009 أثناء الدورة السادسة والثلاثين لمؤتمر منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة. ووفقاً لأحكام الفقرة 7 من المادة 14 من دستور المنظمة ، صادق المدير العام لمنظمة الأغذية والزراعة ورئيس المؤتمر على هذه النسخة.

جاك ضيوف

المدير العام

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

Kathleen Merrigan

رئيس المؤتمر

الملاحق

خطوط توجيهية لتدريب المفتشين

ينبغي أن تتضمن عناصر برنامج لتدريب المفتشين في دولة الميناء المجالات التالية على الأقل:

- 1 القواعد الأخلاقية؛
- 2 قضايا الصحة والسلامة والأمن؛
- 3 تطبيق القوانين واللوائح الوطنية و المجالات الاختصاص والصون وتدابير الإدارة في المنظمات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك المعنية والقانون الدولي ذي الصلة؛
- 4 جمع القرائن وتقديرها وحفظها؛
- 5 إجراءات التفتيش العامة مثل إعداد التقارير وتقنيات إجراء المقابلات الشخصية؛
- 6 تحليل المعلومات مثل السجلات والمستندات الإلكترونية، وتاريخ السفينة (الاسم والملكية ودولة العلم) الازمة للتحقق من صحة المعلومات المقدمة من قبطان السفينة؛
- 7 الصعود على متن السفينة وتفتيتها بما في ذلك إخضاع المخزونات السمكية للتفتيش وحساب حجم المخزونات على السفينة؛
- 8 التأكد والتحقق من المعلومات ذات الصلة بكميات الإنزال والنقل بين السفن والتصنيع، وكميات الأسماك المتبقية على متن السفينة بما في ذلك استخدام عوامل التحويل لمختلف الأنواع والمنتجات؛
- 9 تحديد الأنواع وقياس الطول وغير ذلك من البارامترات البيولوجية؛
- 10 تحديد السفن ومعدات وتقنيات الصيد لأغراض التفتيش على المعدات وقياسها؛
- 11 معدات وتشغيل نظام إدارة السفينة ونظم التتبع الإلكترونية الأخرى؛
- 12 والإجراءات التي تتخذ عقب التفتيش.

الملحق دال

نظم المعلومات بشأن التدابير التي تتخذها دولة الميناء

لدى تنفيذ هذا الاتفاق، يقوم كل طرف بما يلي:

- (أ) السعي إلى إنشاء عملية اتصال كمبيوترية وفقاً للمادة 16؛
- (ب) إنشاء موقع شبكة، قدر المستطاع، للإعلان عن قائمة الموانئ المعنية وفقاً للمادة 7 والإجراءات المتخذة وفقاً للأحكام ذي الصلة من هذا الاتفاق؛
- (ج) القيام، إلى أبعد مدى ممكن، بتحديد كل تقرير من تقارير التفتيش برقم مرجعي واحد ابتداءً من الرمز القطري المكون من ثلاثة حروف لدولة الميناء وتحديد الوكالة الصادر عنها التقرير؛
- (د) استخدام نظام الترميز الدولي المبين أدناه في الملحقين ألف وجيم، وتحويل أي نظام آخر للترميز إلى النظام الدولي.

البلدان / نظام الترميز القطري ثلاثي الأرقام لمنظمة التوحيد القياسي ISO 3166

الأراضي :

الأنواع : نظام الترميز ثلاثي الأرقام التابع لنظام المعلومات الخاصة بالعلوم المائية ومصايد الأسماك (المعروف بنظام FAO 3-alpha code)

أنماط السفن : التصنيف الدولي الموحد لسفن الصيد (المعروف بنظام FAO alpha code)

أنواع المعدات : التصنيف الدولي الموحد لمعدات صيد الأسماك (المعروف بنظام FAO alpha code)

27- ترخيص (تراخيص) الصيد ذو (ذات) الصلة					
معدات الصيد	الأنواع	منطقة (مناطق) الصيد	الصلاحية	جهة الإصدار	رقم الترخيص
28- ترخيص (تراخيص) النقل الملائمة بين السفن					
الصلاحية		جهة الإصدار			رقم الترخيص
الصلاحية		جهة الإصدار			رقم الترخيص
29- معلومات النقل بين السفن المتعلقة بالسفينة التي يتم النقل منها					
الكمية	منطقة (مناطق) الصيد	شكل المنتجات	الأنواع	رقم التعريف	دولة العلم
30- تقييم المصيد الذي تم تفريغه (الكمية)					
الفرق بين الكمية المعلنة والكمية التي يتم تحديدها (إن وجد)	الكمية المفرغة	الكمية المعلنة	منطقة (مناطق)	شكل الصيد	الأنواع
31- المصيد المستبقى على متن السفينة (الكمية)					
الفرق بين الكمية المعلنة والكمية التي يتم تحديدها (إن وجد)	الكمية المعلنة	منطقة (مناطق) الصيد	شكل المنتجات		الأنواع
32- فحص السجل (السجلات) والمستندات الأخرى					
التعليق	لا	نعم			
33- الامتثال لمخطط (المخططات) وثائق الصيد المنطبقة					
التعليق	لا	نعم			
34- الامتثال لمخطط (المخططات) المعلومات التجارية المنطبقة					
التعليق	لا	نعم			
35- نوع معدات الصيد المستخدمة					
التعليق	لا	نعم	نعم	تم فحص معدات الصيد وفقاً للفقرة (هـ) من الملحق بـ	
36- استنتاجات المفتش (المفتشين)					
37- المخالفات (المخالفات) الظاهرة التي تم ملاحظتها بما في ذلك الإحالات إلى الصك القانوني (الصكوك القانونية) ذو (ذات) الصلة					
38- تعليقات الربان					
39- الإجراء المتخذ					
40- توقيع الربان					
41- توقيع المفتش					
42- توقيع المفتش					

الملحق جيم

تقرير عن نتائج التفتيش

	2 - دولة الميناء				1- رقم تقرير التفتيش
					3- السلطة القائمة بالتفتيش
	الهوية				4- اسم المفتش الرئيسي
					5- ميناء التفتيش
الساعة	اليوم	الشهر	السنة		6- بدء التفتيش
الساعة	اليوم	الشهر	السنة		7- الانتهاء من التفتيش
لا		نعم			8- الإشعار المسبق المتلقى
غير ذلك (حدر)	الإنصال	النقل بين السفن		الإنزال	9- الغرض (الأغراض)
اليوم	الشهر	السنة			10- آخر ميناء توقفت فيه السفينة وموعد ذلك
					11- اسم السفينة
					12- دولة العلم
					13- نوع السفينة
					14- رمز النداء الراديوسي الدولي
					15- شهادة رقم التعرف المسجل
					16- رقم تعريف السفينة الصادر عن المنظمة البحرية الدولية، إن وجد
					17- رقم التعريف الخارجي، إن وجد
					18- ميناء التسجيل
					19- مالك (مالك السفينة)
					20- المالك المستفيد (المالك المستفيدين) من السفينة، إذا كان معروفاً ومختلفاً عن مالك السفينة
					21- مشغل (مشغلو) السفينة إذا كان مختلفاً (كانوا مختلفين) عن مالك السفينة
					22- إسم ربان السفينة وجنسيته
					23- اسم ربان الصيد وجنسيته
					24- وكيل السفينة
نعم: المنظمات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك	نعم: وطني		لا		25- نظام رصد السفينة
26- الوضع في مناطق المنظمات الإقليمية التي تم الاضطلاع فيها بالصيد أو بالأنشطة المتعلقة بالصيد، بما في ذلك الإدراج في أي قوائم للسفن المشتركة في الصيد غير القانوني دون تنظيم دون إبلاغ					رمز السفينة
سفينة مدرجة في قائمة السفن المشتركة في الصيد غير القانوني دون تنظيم دون إبلاغ	سفينة مدرجة في قائمة السفن المرخص لها	الوضع بالنسبة لدولة العلم	الوضع بالنسبة لدولة العلم	المنظمة الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك	

الحاويات الكرتون للتحقق من وجود مخزونات الأسماك بالكامل. ويجوز أن يتضمن هذا الفحص عمليات تفتيش على أنواع المنتجات وتحديد الوزن الاسمي؛

- (ح) تقييم ما إذا كانت هناك قرائن واضحة تدعو إلى الاعتقاد بأن السفينة قد اشتركت في علميات الصيد غير القانوني دون تنظيم ودون إبلاغ أو الأنشطة المتعلقة بالصيد لساندة هذا النوع من الصيد؛
- (ط) تزويد قبطان السفينة بال报告 المتضمن نتائج التفتيش بما في ذلك الإجراءات الممكنة التي يستطيع اتخاذها لكي يوقعها المفتش والقطبأن. وسوف يكون السبب الوحيد لتوقيع القطبان هو الإشعار باستلام نسخة من التقرير، ويسمح للقطبأن بإضافة أي تعليقات أو اعترافات على التقرير، حسب الاقتضاء، وأن يتصل مع سلطات دولة العلم على وجه الخصوص حيثما يواجه القطبان صعوبات في فهم محتوى التقرير. ويجب تزويد القطبان بنسخة عن التقرير؛
- (ي) والترتيب لإجراء ترجمة للمستندات ذات الصلة، حيثما كان ذلك ضرورياً وممكناً.

الملاحق باء

إجراءات التفتيش في دولة الميناء

يقوم المفتشون بما يلي:

- (أ) التتحقق، إلى أقصى حد ممكن، من صحة مستندات هوية السفينة المتوفرة على متنها والمعلومات ذات الصلة بملكية السفينة، واتكمال هذه المستندات وسلامتها بما في ذلك من خلال الاتصالات الملائمة مع دولة العلم أو السجلات الدولية للسفينة إذا اقتضى الأمر؛
- (ب) التتحقق من أن علم وعلامات السفينة (مثل الاسم ورقم التسجيل الخارجي ورقمتعريف السفينة لدى المنظمة البحرية الدولية، وعلامة نداء الراديو الدولي وغير ذلك من العلامات والأبعاد الرئيسية) متنسقة مع المعلومات الواردة في المستندات؛
- (ج) التتحقق، إلى أقصى حد ممكن، من أن التراخيص بالصيد والأنشطة ذات الصلة بالصيد، صحيحة ومكتملة وسليمة وتتنسق مع المعلومات المقدمة وفقاً للملحق ألف؛
- (د) استعراض جميع المستندات والسجلات ذات الصلة المحافظ عليها على متن السفينة، بما في ذلك، إلى أقصى حد ممكن، تلك الواردة بصيغة الكترونية وبيانات نظام إدارة السفينة الصادرة عن دولة العلم أو المنظمات الإقليمية ذات الصلة المعنية لإدارة مصايد الأسماك. ويمكن أن تتضمن المستندات ذات الصلة سجلات السفينة، ومستندات المصيد والتجارة، وقوائم طاقم السفينة، وخطط التخزين، وعمليات السحب وأوصاف الأسماك المحافظ عليها والمستندات الالزامية إعمالاً لاتفاقية التجارة الدولية في الأنواع المهددة بالانقراض من مجموعات الحيوان والنبات البرية؛
- (هـ) القيام، إلى أقصى حد ممكن، بفحص جميع معدات الصيد ذات الصلة الموجودة على متن السفينة بما في ذلك أية معدات مخزنة في الخفاء، والتحقق، قدر المستطاع، من أنها تتطابق مع شروط التراخيص. ويجري، قدر المستطاع، التفتيش أيضاً على معدات الصيد لضمان أن تكون بعض الجوانب مثل أحجام الفتحات المزدوجة للشبكات، والأجهزة ولوازمها، وأبعاد الشبكات وتشكيلها، والسلال وشبكات الرفع، وأحجام كلابات الصيد وأعدادها تتفق مع اللوائح السارية، وأن العلامات تتوافق مع تلك المسروق بها للسفينة؛
- (و) القيام، قدر المستطاع، بتحديد ما إذا كانت الأسماك على متن السفينة قد تم صيدها وفقاً للتراخيص السارية؛
- (ز) فحص المصيد، بما في ذلك من خلال أخذ العينات، لتحديد كميته ومكوناته. ويجوز للمفتشين، أثناء قيامهم بهذا العمل، أن يفتحوا الحاويات التي عبئت فيها الأسماك مسبقاً وتحريك الأسماك أو

الملحق ألف

المعلومات التي يتوجب على السفن التي تطلب الدخول إلى الميناء إعطاؤها سلفاً

المادة 37

النصوص ذو الحجية

تكون اللغات الأسبانية والإنكليزية والروسية والصينية والعربية والفرنسية من هذا الاتفاق متساوية في الحجية.

وإثباتاً لما تقدم، قام المفوضون الموقعون أدناه، المرخص لهم حسب الأصول، بالتوقيع على هذا الاتفاق. في روما، في يوم 22 نوفمبر/تشرين الثاني 2009.

* * *

المادة 34**الملحق**

- 1 - تشكل الملحق جزءاً لا يتجزأ عن هذا الاتفاق، وتمثل الإحالة إلى هذا الاتفاق إحالة إلى الملحق.
- 2 - يعتمد تعديل أحد الملحق ب بهذا الاتفاق بنسبة ثلثي الأطراف في هذا الاتفاق الحاضرين في اجتماع بحثت فيه التعديلات المقترحة على الملحق. بيد أنه ينبغي بذلك كافة الجهد للتوصل إلى اتفاق بشأن أي تعديل على ملحق ما بتوافق الآراء. ويدرج التعديل على الملحق في هذا الاتفاق، ويدخل حيز النفاذ بالنسبة إلى الأطراف التي أعلنت قبولها اعتباراً من التاريخ الذي تتلقى فيه جهة الإيداع إشعاراً بالقبول من ثلث الأطراف في هذا الاتفاق استناداً إلى عدد الأطراف في تاريخ اعتماد التعديل. ولذا يدخل التعديل حيز النفاذ بعد ذلك بالنسبة لكل طرف من الأطراف الباقيه لدى تلقي جهة الإيداع قبولها.

المادة 35**الانسحاب**

يجوز لأي طرف الانسحاب من هذا الاتفاق في أي وقت بعد انقضاء سنة واحدة من تاريخ نفاذ مفعول الاتفاق بالنسبة لهذا الطرف، وذلك عن طريق إرسال إشعار خططي بهذه الانسحاب إلى جهة الإيداع. وينفذ مفعول الانسحاب بعد سنة واحدة من استلام جهة الإيداع لإشعار الانسحاب.

المادة 36**جهة الإيداع**

يكون المدير العام للمنظمة هو جهة الإيداع لهذا الاتفاق. وتقوم جهة الإيداع بما يلي:

- (أ) إرسال نسخة مصدق عليها من الاتفاق إلى كل جهة من الجهات الموقعة عليها والأطراف فيها؛
- (ب) تسجيل هذا الاتفاق، عندما يدخل حيز النفاذ، لدى الأمانة العامة للأمم المتحدة وفقاً للمادة 102 من ميثاق الأمم المتحدة؛
- (ج) إبلاغ كل من الجهات الموقعة على هذا الاتفاق وكل طرف من الأطراف فيه بما يلي على وجه السرعة:
- (1) جميع التوقيعات وصكوك التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام المودعة بموجب المواد 25 و 26 و 27؛
 - (2) تاريخ دخول هذا الاتفاق حيز النفاذ وفقاً للمادة 29؛
 - (3) جميع اقتراحات تعديل هذا الاتفاق واعتمادها ودخولها حيز النفاذ وفقاً للمادة 33؛
 - (4) جميع اقتراحات تعديل الملحق واعتمادها ودخولها حيز النفاذ وفقاً للمادة 34؛
 - (5) وجميع حالات الانسحاب من هذا الاتفاق طبقاً لأحكام المادة 35.

جملة أمور، بتنسيق قوانينها ولوائحها مع أحكام هذا الاتفاق، شريطة ألا تقصد هذه الإعلانات أو البيانات إلى الاستثناء من الآثار القانونية لأحكام هذا الاتفاق أو تعديل هذه الآثار القانونية في انطباقها على هذه الدولة أو المنظمة الإقليمية للتكامل الاقتصادي.

المادة 32

التطبيق المؤقت

- تطبق هذا الاتفاق بصفة مؤقتة دول أو منظمات إقليمية للتكامل الاقتصادي توافق على تطبيقه بصفة مؤقتة عن طريق إخطار خطي بذلك إلى جهة الإيداع. ويصبح هذا التطبيق المؤقت نافذاً اعتباراً من تاريخ استلام الإشعار.
- ينتهي التطبيق المؤقت لهذا الاتفاق من قبل دولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي لدى دخول هذا الاتفاق حيز النفاذ بالنسبة إلى تلك الدولة أو المنظمة الإقليمية للتكامل الاقتصادي أو لدى قيام تلك الدولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي بإرسال إخطار خطي إلى جهة الإيداع بعزمها على إنهاء التطبيق المؤقت.

المادة 33

التعديلات

- يجوز لأي طرف أن يقترح تعديلات على هذا الاتفاق بعد انقضاء فترة سنتين من تاريخ سريان هذا الاتفاق.
- تقدم أية تعديلات مقترحة على هذا الاتفاق بإخطار مكتوب إلى جهة الإيداع مترافقه مع طلب بالدعوة إلى عقد اجتماع للأطراف للنظر فيها. وتعمم جهة الإيداع هذا الإخطار على جميع الأطراف، وكذلك أية ردود وردت من الأطراف بشأن هذا الطلب. وما لم يعتراض نصف عدد الأطراف على الطلب، خلال ستة أشهر من تعميم الإخطار، تدعى جهة الإيداع إلى عقد اجتماع للأطراف للنظر في التعديل المقترن.
- مع مراعاة المادة 34 تتم أية تعديلات في هذا الاتفاق فقط بتتوافق الآراء بين الأطراف الحاضرة في الاجتماع المعروض فيه لاعتمادها.
- مع مراعاة المادة 34 يبدأ نفاذ أي تعديلات يعتمدتها اجتماع الأطراف بالنسبة إلى الأطراف التي صادقت عليه أو قبلت به أو وافقت على الانضمام إليه، اعتباراً من اليوم التسعين من إيداع ثلثي الأطراف في هذا الاتفاق استناداً إلى عدد الأطراف في تاريخ اعتماد التعديل صكوك المصادقة أو القبول أو الموافقة. وتصبح بعد ذلك التعديلات نافذة بالنسبة إلى أي طرف آخر اعتباراً من اليوم التسعين من إيداع هذا الطرف صكًّا مصادقته على التعديل أو قبوله به أو موافقته عليه.
- لأغراض هذه المادة، لا يعتبر الصك المودع من أي منظمة من المنظمات الإقليمية للتكامل الاقتصادي صكًّا إضافياً للصكوك المودعة من جانب الدول الأعضاء في هذه المنظمة.

(2) أنه، لهذا السبب، لن تصبح دولها الأعضاء دولاً أطرافاً، باستثناء، في ما يتعلق بأراضيها التي لا تكون المنظمة الدولية مسؤولة عنها؛

(3) أنها تقبل حقوق والتزامات الدول بموجب هذا الاتفاق؛

(ب) لا ترتب مشاركة هذه المنظمة، على الإطلاق، أية حقوق بموجب هذا الاتفاق، على الدول الأعضاء في المنظمة؛

(ج) في حال حدوث تضارب بين واجبات هذه المنظمة بمقتضى هذا الاتفاق وواجباتها بمقتضى اتفاق إنشاء المنظمة أو أي أعمال تتصل بها، تكون الواجبات بمقتضى هذا الاتفاق هي السائدة.

المادة 29

سريان الاتفاق

1 - يبدأ سريان هذا الاتفاق بعد ثلاثين يوماً من تاريخ إيداع صك التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام الخامس والعشرين لدى جهة الإيداع وفقاً للمادة 26 أو 27.

2 - يبدأ سريان هذا الاتفاق، بالنسبة لكل جهة موقعة تصدق عليه أو تقبله أو توافق عليه بعد دخوله حيز النفاذ، بعد ثلاثين يوماً من تاريخ إيداع صك تصديقها عليه أو قبولها له أو موافقتها عليه.

3 - يبدأ سريان هذا الاتفاق بالنسبة لكل دولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي تنضم إليه بعد دخوله حيز النفاذ، بعد ثلاثين يوماً من تاريخ إيداع صك انضمامها إليه.

4 - لأغراض هذه المادة، لا يحسب أي صك يودع بواسطة منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي بوصفه إضافة إلى تلك التي تودعها دولها الأعضاء.

المادة 30

التحفظات والاستثناءات

لا يجوز إبداء أي تحفظات أو استثناءات بالنسبة إلى هذا الاتفاق.

المادة 31

الإعلانات والبيانات

لا تمنع المادة 30 أي دولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي عند توقيع هذا الاتفاق أو التصديق عليه أو قبوله أو الموافقة على الانضمام إليه، من إصدار أي إعلان أو بيان، أيا كانت صيغته أو عنوانه، بقصد القيام، ضمن

المادة 26

التصديق، القبول أو الموافقة

- 1 يكون هذا الاتفاق مرهوناً بالتصديق عليه أو قبوله أو الموافقة عليه من قبل الجهات الموقعة عليه.
- 2 تودع صكوك التصديق أو القبول أو الموافقة لدى جهة الإيداع.

المادة 27

الانضمام

- 1 يُفتح باب الانضمام إلى هذا الاتفاق، عقب الفترة التي يعرض فيها للتوقيع عليه، من قبل أية دولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي.
- 2 تودع صكوك الانضمام لدى جهة الإيداع.

المادة 28

مشاركة المنظمات الإقليمية للتكامل الاقتصادي

- 1 في الحالات التي لا يكون فيها لمنظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي تكون واحدة من المنظمات الدولية المشار إليها في المادة 1 من الملحق التاسع بالاتفاقية، اختصاصات بشأن جميع المسائل التي يرعاها هذا الاتفاق، يسري الملحق التاسع بالاتفاقية، بعد إجراء التغييرات الضرورية، على مشاركة هذه المنظمة الإقليمية للتكامل الاقتصادي في هذا الاتفاق، باستثناء عدم تطبيق الأحكام التالية الواردة في ذلك الملحق:

- (أ) الجملة الأولى من المادة 2؛
- (ب) الفقرة 1 من المادة 3.

- 2 في الحالات التي تكون فيها لمنظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي تكون واحدة من المنظمات الدولية المشار إليها في المادة 1 من الملحق التاسع بالاتفاقية، اختصاصات بشأن جميع المسائل التي يرعاها هذا الاتفاق، تسرى الأحكام التالية على مشاركة منظمة التكامل الاقتصادي هذه في هذا الاتفاق:

- (أ) عند التوقيع أو الانضمام، تعدّ هذه المنظمة إعلاناً يبين:

- (1) أن اختصاصاتها تشمل جميع المسائل التي يرعاها هذا الاتفاق؛

الجزء 8

غير الأطراف

المادة 23

غير الأطراف في هذا الاتفاق

- 1 - يُشجع الأطراف غير الأطراف في هذا الاتفاق على أن تصبح أطرافاً فيه و/أو على تبني قوانين ولوائح وتنفيذ تدابير متسقة مع أحكامه.
- 2 - تتخذ الأطراف تدابير عادلة وغير تمييزية وشفافة متسقة مع هذا الاتفاق ومع غيره من القوانين الدولية القابلة للتطبيق لمنع غير الأطراف من القيام بأي أنشطة من شأنها إعاقة تنفيذ هذا الاتفاق.

الجزء 9

الرصد، الاستعراض والتقييم

المادة 24

الرصد والاستعراض والتقييم

- 1 - تحرص الأطراف، ضمن إطار منظمة الأغذية والزراعة وأجهزتها المختصة، على إخضاع تنفيذ هذا الاتفاق للرصد والاستعراض المنهجيين والمنتظمين لتنفيذ هذا الاتفاق، بالإضافة إلى تقييم التقدم المحرز باتجاه تحقيق أهدافه.
- 2 - تدعى المنظمة، بعد أربع سنوات من سريان هذا الاتفاق، إلى عقد اجتماع لاستعراض وتقييم فعالية هذا الاتفاق في تحقيق أهدافه. وتقرر الأطراف بشأن عقد اجتماعات أخرى على هذا النحو، حسب المقتضى.

الجزء 10

الأحكام الختامية

المادة 25

التوقيع

سيُفتح باب التوقيع على هذا الاتفاق في المنظمة اعتباراً من 22 نوفمبر/تشرين الثاني 2009 حتى 21 نوفمبر/تشرين الثاني 2010 أمام الدول والمنظمات الإقليمية للتكامل الاقتصادي.

6 - تنشئ الأطراف مجموعة عمل مخصصة ترفع تقارير دورية وتتقدم ب建議ات إلى الأطراف بشأن إقامة آليات تمويل، بما في ذلك وضع مخطط للمساهمات وتحديد الأموال وتعبيتها ووضع معايير وإجراءات للاسترشاد بها عند التنفيذ وإحراز تقدم على صعيد تنفيذ آليات التمويل. وبالإضافة إلى الاعتبارات التي نصت عليها هذه المادة، تراعي مجموعة العمل جملة أمور من بينها:

- (أ) تقييم احتياجات الأطراف من الدول النامية، لا سيما الأقل نمواً منها والدول الجزرية الصغيرة النامية؛
- (ب) توافر الأموال وإنفاقها في الوقت المطلوب؛
- (ج) الشفافية في اتخاذ القرارات وعمليات الإدارة في مجال جمع الأموال والمحصصات؛
- (د) ومسألة الأطراف المتلقية من البلدان النامية على أوجه استخدام الأموال المتفق عليها.

وتضع الأطراف في حسبانها التقارير والتوصيات الصادرة عن مجموعة العمل المخصصة وتتخذ ما يلزم من إجراءات بصدرها.

الجزء 7

تسوية النزاعات

المادة 22

تسوية النزاعات بالطرق السلمية

1 - يجوز لأي طرف أن يلتزم بإجراء مشاورات مع أي طرف آخر أو أطراف أخرى بشأن أي نزاع في ما يتعلق بتفسير أحكام هذا الاتفاق أو تطبيقها، بغرض التوصل إلى حل يرضيه الطرفان بأسرع ما يمكن.

2 - في حالة تعذر تسوية نزاع ما من خلال هذه المشاورات خلال فترة زمنية معقولة، تتشاور الأطراف المعنية في ما بينها بأسرع ما يمكن لتسوية النزاع عن طريق المفاوضات، أو التحقيق، أو الوساطة، أو التوفيق، أو التحكيم، أو التسوية القضائية أو الطرق السلمية الأخرى التي تختارها.

3 - يحال أي نزاع من هذا النوع لم يتم تسويته، وبموافقة جميع الأطراف في النزاع، إلى محكمة العدل الدولية لتسويته، أو إلى المحكمة الدولية لقانون البحار أو إلى التحكيم. وفي حال الإخفاق في التوصل إلى اتفاق بشأن الإحالة إلى محكمة العدل الدولية أو إلى المحكمة الدولية لقانون البحار أو إلى التحكيم، تواصل الأطراف التشاور والتعاون بغرض التوصل إلى تسوية للنزاع وفقاً لقواعد القانون الدولي ذات الصلة بحماية الموارد البحرية الحية.

والزراعة أو وكالات الأمم المتحدة المتخصصة الأخرى، وغيرها من المنظمات والأجهزة الدولية المناسبة، بما في ذلك المنظمات الإقليمية المعنية لإدارة مصايد الأسماك، المساعدة إلى الأطراف من الدول النامية من أجل:

- (أ) تعزيز قدراتها، وخصوصاً الدول الأقل نمواً من بينها والدول النامية الجزئية الصغيرة، على تطوير أساس قانوني وقدرة على تنفيذ تدابير دولة الميناء بشكل فعال؛
- (ب) تسهيل مشاركتها في أي منظمات دولية تشجع على وضع ووضع وتنفيذ تدابير دولة الميناء بشكل فعال؛
- (ج) وتسهيل المساعدة الفنية لتعزيز وضع وتنفيذ تدابير دولة الميناء من قبلها، وفقاً للآليات الدولية ذات الصلة.

2 - تراعي الأطراف تماماً المتطلبات الخاصة للأطراف من دول الميناء النامية، وخصوصاً الدول الأقل نمواً من بينها والدول النامية الجزئية الصغيرة، للتأكد من عدم نقل عبء غير مناسب إلى هذه الدول بشكل مباشر أو غير مباشر، نتيجة لتنفيذ هذا الاتفاق. وفي حال ثبت نقل عبء غير مناسب، تتعاون الأطراف معًا لتنسيق تنفيذ واجبات معينة نصّ عليها هذا الاتفاق من قبل الأطراف المعنية من الدول النامية.

3 - تقوم الأطراف، بصورة مباشرة أو من خلال منظمة الأغذية والزراعة، بتنقييم المتطلبات الخاصة للأطراف من الدول النامية في ما يتعلّق بتنفيذ هذا الاتفاق.

4 - تتعاون الأطراف لإنشاء آليات تمويل ملائمة لمساعدة الدول النامية في تنفيذ هذا الاتفاق. وتهدف هذه الآليات تحديداً، ومن بين جملة أمور أخرى، إلى تحقيق ما يلي:

- (أ) وضع التدابير الوطنية والدولية التي تتخذها دولة الميناء؛
- (ب) تنمية وتعزيز القدرات، بما يشمل الرصد والمراقبة والإشراف، وكذلك تدريب مديري الموانئ والمفتشين، على المستويين القطري والإقليمي، والقائمين على التنفيذ ورجال القانون؛
- (ج) أنشطة الرصد، والإشراف، والمراقبة والامتثال المتصلة بتدابير دولة الميناء، بما في ذلك الحصول على التكنولوجيا والمعدات؛
- (د) ومساعدة الأطراف من الدول النامية في تغطية التكاليف المترتبة عليها في أي إجراءات لتسوية النزاعات التي تترتب على أي إجراءات تتخذها هذه الدول وفقاً لهذا الاتفاق.

5 - قد يتضمن التعاون مع الأطراف من الدول النامية وفي ما بينها، لتحقيق الأهداف المبينة في هذه المادة، توفير المساعدة الفنية والمالية من خلال القنوات الإقليمية والثنائية والمتحدة للأطراف، بما في ذلك التعاون بين بلدان الجنوب.

2 - عندما تكون لدى طرف ما قرائن واضحة تحمل على الاعتقاد بأن سفينه مخولة برفع علمه قد مارست الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو أنشطة تتعلق بالصيد لسانده هذا النوع من الصيد، وتحاول الدخول إلى ميناء دولة أخرى أو توجد فيه، يطلب الطرف من تلك الدولة، حسب مقتضى الحال، تفتيش السفينه أو اتخاذ أي تدابير أخرى بما يتعاشى مع هذا الاتفاق.

3 - يشجع كل طرف السفن المخولة برفع علمه على إنزال الأسماك إلى البر، ونقلها من سفينه إلى أخرى وتغليفها وتجهيزها، واستخدام خدمات الميناء الأخرى، في موانئ الدول التي تتصرف وفقاً لهذا الاتفاق أو بطريقة متسقة معه. وتشجع الأطراف على اتخاذ تدابير عادلة وشفافة وغير تمييزية لتحديد الدول التي قد لا تتصرف وفقاً لهذا الاتفاق، أو بطريقة متسقة معه، بما في ذلك، من خلال المنظمات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك ومنظمة الأغذية والزراعة.

4 - وعندما تتسلم دولة العلم من الطرف، في أعقاب التفتيش في دولة الميناء، تقريراً للتفتيش يشير إلى أن هناك أسباباً واضحة تحمل على الاعتقاد بأن سفينه مخولة برفع علمها قد مارست الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو أنشطة تتعلق بالصيد لسانده هذا النوع من الصيد، تقوم هذه الدولة فوراً بالتحقيق الكامل في هذه المسألة وتتخذ، في ضوء الدليل الوافي، الإجراءات التنفيذية دون إبطاء وفقاً لقوانينها وأنظمتها.

5 - يقوم كل طرف، بصفته دولة علم، بإبلاغ الأطراف الأخرى، دول الميناء المعنية وكذلك الدول الأخرى ذات الصلة، والمنظمات الإقليمية المعنية لإدارة مصايد الأسماك ومنظمة الأغذية والزراعة، حسب مقتضى الحال، بالإجراءات التي اتخذها بحق السفن التي ترفع علمه وبأنه، نتيجة للتدابير التي تتخذها دولة الميناء بموجب هذا الاتفاق، قد قرر أن هذه السفن قد مارست الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو أنشطة تتعلق بالصيد لسانده هذا النوع من الصيد.

6 - يحرص كل طرف على ألا تقل فعالية التدابير المطبقة على السفن التي يحق لها أن ترفع علمها من أجل منع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه فضلاً عن الأنشطة المتصلة بالصيد لسانده هذا النوع من الصيد، عن فعالية التدابير المطبقة على السفن المشار إليها في الفقرة 1 من المادة 3.

الجزء 6

متطلبات الدول النامية

المادة 21

متطلبات الدول النامية

1 - يعترف كل طرف اعترافاً كاملاً بالمتطلبات الخاصة للأطراف من الدول النامية في ما يتصل بتنفيذ تدابير دولة الميناء بما ينسجم مع هذا الاتفاق. وتحقيقاً لهذه الغاية، تقدم الأطراف إما بشكل مباشر أو من خلال منظمة الأغذية

إذا لم تكن هذه الإجراءات قد اتُخذت بالفعل بحق السفينة بما يتناسب مع هذا الاتفاق، بما في ذلك المادة 4 منه.

-2 على الرغم من الفقرة 1 من هذه المادة، لا يمنع أي طرف أي سفينة من السفن المشار إليها في الفقرة المذكورة من استخدام الخدمات المقدمة في الميناء والتي تعتبر أساسية لسلامة طاقم السفينة أو صحته أو لسلامة السفينة.

-3 ليس في هذا الاتفاق ما يمنع أي طرف من اتخاذ تدابير بما يتناسب مع القانون الدولي، إضافة إلى تلك المشار إليها في الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، بما في ذلك تدابير كذلك التي طالبت بها علانية دولة العلم التي تتبع لها السفينة أو تلك التي وافقت عليها.

المادة 19

معلومات عن الرجوع في دولة الميناء

-1 على طرف ما أن يحتفظ بالعلومات ذات الصلة المتاحة لعامة الجمهور وأن يقدم هذه المعلومات، بناء على طلب مكتوب، إلى مالك السفينة، مشغلها، ربانها أو ممثلها فيما يتعلق بأي رجوع حدد طبقاً لقوانينه ولوائحه الوطنية فيما يتصل بتدابير دولة الميناء التي اتخذها ذلك الطرف إعمالاً للمواد 9 أو 11 أو 13 أو 18 من هذا الاتفاق بما في ذلك المعلومات ذات الصلة بالخدمات العامة أو المؤسسات القضائية المتاحة لهذا الغرض، وكذلك المعلومات عمما إذا كان هناك أي حق في الحصول على تعويض طبقاً لقوانينه ولوائحه الوطنية في حالة أية خسارة أو تلف لحقه نتيجة أي ادعاء بإجراء غير قانوني من جانب الطرف المعنى.

-2 يبلغ الطرف دولة العلم ومالك السفينة أو مشغليها أو ربانها أو ممثلها، حسب الاقتضاء، بنتائج الرجوع. وفي حال تم إبلاغ أطراف أو دول أو منظمات دولية أخرى بالقرار السابق عملاً بالمواد 9 أو 11 أو 13 أو 18، يبلغها الطرف بأي تغيير يطرأ على قراره.

الجزء 5

دور دول العلم

المادة 20

دور دول العلم

-1 يطلب كل طرف من السفن المخولة برفع علمه أن تتعاون مع دولة الميناء في عمليات التفتيش عملاً بهذا الاتفاق.

2 - يتعين على الأطراف، إلى أقصى حد ممكن، ومع المراعاة الواجبة لشروط السرية، التعاون لإنشاء آلية لتشاطر المعلومات ويحبذ أن تتولى المنظمة تنسيقها بالتزامن مع مبادرات أخرى ذات صلة، متعددة الأطراف ومشتركة بين الحكومات، ولتيسير تبادل المعلومات مع قواعد البيانات القائمة ذات الصلة بهذا الاتفاق.

3 - يعين كل طرف من الأطراف السلطة التي تتولى جهة الاتصال فيما يتعلق بتبادل المعلومات بموجب هذا الاتفاق. ويبلغ كل طرف من الأطراف المنظمة بالتعيين ذي الصلة.

4 - يتعامل كل طرف مع المعلومات المقرر إبلاغها عن طريق أي آلية تنشأ بموجب الفقرة 1 من هذه المادة، بما يتفق مع ما نصّ عليه الملحق دال.

5 - تطلب المنظمة من المنظمات الإقليمية لإدارة المصايد المعنية أن تقدم معلومات تتعلق بالتدابير أو القرارات التي اعتمدتتها ونفذتها والتي ترتبط بهذا الاتفاق لإدراجهما، قدر المستطاع ومع مراعاة شروط السرية الالزامية، في آلية تشاطر المعلومات المشار إليها في الفقرة 2 من هذه المادة.

المادة 17

تدريب المفتشين

يتتأكد كل طرف من أن مفتشيه مدربون تدريباً ملائماً، مع الأخذ في الاعتبار المبادئ التوجيهية الخاصة بتدريب المفتشين المنصوص عليها في الملحق هـ. وتسعى الأطراف إلى التعاون في هذا المجال.

المادة 18

الإجراءات التي تتخذها دولة الميناء بعد التفتيش

1- حيثما توجد أسباب واضحة، عقب عملية التفتيش، تحمل على الاعتقاد بأن السفينة مارست الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو أنشطة متصلة بالصيد لساندة هذا النوع من الصيد، يقوم الطرف الذي أجرى عملية التفتيش :

(أ) على وجه السرعة، بإبلاغ دولة العلم بالنتائج التي توصل إليها وكذلك، حسب مقتضى الحال، الأطراف المعنية والدول الساحلية المعنية والمنظمات الإقليمية المعنية لإدارة مصايد الأسماك والمنظمات الدولية الأخرى ذات الصلة التي يكون ربان السفينة من مواطنيها؛

(ب) ولا يسمح للسفينة باستخدام مينائه لإنزال الأسماك إلى البرّ ونقلها من سفينته إلى أخرى وتعبئتها وتجهيزها في حال لم يجر إنزالها إلى البرّ في وقت سابق، ولغيرها من الخدمات في الميناء، بما فيها من بين جملة أمور أخرى، التزوّد مجدداً بالوقود والإمدادات، والصيانة وإدخال السفينة حوض الإصلاح،

- (ن) بذل جميع الجهود الممكنة لتسهيل التواصل مع ربان السفينة أو مع كبار أعضاء طاقم السفينة، بما في ذلك حسب الإمكانيات وال الحاجة، أن يرافق المفتش مترجم فوري؛
- (ح) التأكد من أن عمليات التفتيش تجري بطريقة عادلة وشفافة وغير تمييزية ولن تشكل إزعاجا لأي سفينة؛
- (ط) وعدم التدخل في قدرة الربان، طبقاً للقانون الدولي، على التواصل مع السلطات في دولة العلم.

المادة 14

نتائج عمليات التفتيش

يطلب كل طرف، كحد أدنى، إدراج المعلومات المبينة في الملحق جيم، في التقرير المكتوب عن نتائج كل عملية من عمليات التفتيش.

المادة 15

إبلاغ نتائج التفتيش

يحيل كل طرف نتائج كل عملية من عمليات التفتيش إلى الدولة التي تحمل علها كل سفينة خضعت للتفتيش، وحسب مقتضى الحال، إلى:

- (أ) الأطراف والدول المعنية، بما في ذلك:
- (1) الدول التي تتوافر قرائن، من خلال عملية التفتيش، على أن السفينة قد شاركت في عمليات صيد غير قانوني دون إبلاغ دون تنظيم أو في أنشطة متصلة بالصيد لساندة هذا النوع من الصيد في المياه الواقعة داخل ولايتها الوطنية؛
- (2) والدولة التي يكون ربان السفينة من مواطنيها؛
- (ب) المنظمات الإقليمية المعنية بإدارة مصايد الأسماك؛
- (ج) ومنظمة الأغذية والزراعة والمنظمات الدولية الأخرى ذات الصلة.

المادة 16

تبادل المعلومات إلكترونياً

1 - لتسهيل تنفيذ هذا الاتفاق، يقيم كل طرف، حيثما يكون ذلك ممكناً، آلية للاتصال تمكنه من تبادل المعلومات إلكترونياً وبصورة مباشرة، مع المراوعة الواجبة لشروط السرية.

- (أ) السفن التي لم يسمح لها دخول أو استخدام أحد موانئه وفقاً لهذا الاتفاق؛
- (ب) الطلبات الواردة من الأطراف المعنية الأخرى، الدول أو المنظمات الإقليمية المعنية لإدارة مصايد الأسماك بإجراء التفتيش على سفن معينة، لا سيما عندما تدعم هذه الطلبات قرائن على مشاركة السفينة المعنية في الصيد غير القانوني دون إبلاغ دون تنظيم أو في أنشطة متصلة بالصيد لساندة هذا النوع من الصيد؛
- (ج) السفن الأخرى التي تتواجد قرائن واضحة عنها تدفع إلى الاعتقاد بأنها قد شاركت في الصيد غير القانوني دون إبلاغ دون تنظيم أو في أنشطة متصلة بالصيد لساندة هذا النوع من الصيد.

المادة 13

إجراء عمليات التفتيش

- 1 - يتتأكد كل طرف من أن مفتشيه يقومون بالوظائف المنصوص عليها في الملحق باء كحد أدنى.
- 2 - يعمل كل طرف، لدى تنفيذ عمليات التفتيش في موانئه، على:
- (أ) التأكد من أن عمليات التفتيش المنفذة يقوم بها مفتشون مؤهلون بالشكل المناسب ومفوضون لهذا الغرض، مع مراعاة المادة 17 من هذا الاتفاق، على وجه الخصوص؛
- (ب) التأكد من قيام المفتشين، قبل إجراء أي تفتيش، بتقديم وثيقة مناسبة لربان السفينة تعرف عنهم على أنهم مفتشين؛
- (ج) التأكد من قيام المفتش بالتفتيش على جميع الأجزاء المعنية في السفينة، وعلى الأسماك الموجودة على متن السفينة، وعلى الشباك وأي معدات أخرى للصيد، والتجهيزات، وعلى أي وثائق أو سجلات محافظتها على متن السفينة والتي تتعلق بالتحقق من التقييد بتدابير الصون والإدارة ذات الصلة؛
- (د) الطلب من ربان السفينة تقديم جميع المساعدة والمعلومات الازمة للمفتشين، وتزويدهم بالمواد والوثائق التي قد يطلبونها، أو بنسخ معتمدة منها؛
- (هـ) في حال وجود الترتيبات المناسبة مع دولة العلم التي تتبع لها السفينة، تدعى هذه الدولة إلى المشاركة في عملية التفتيش؛
- (و) بذل جميع الجهد الممكن لتلافي تأخير السفينة والتقليل إلى أدنى حد ممكن من التدخل والإزعاج، بما في ذلك أي وجود غير لازم للفتشين على متن السفينة، مع تجنب تعريض جودة الأسماك على متن السفينة لأي ضرر؛

2 - على الرغم من الفقرة 1 من هذه المادة، لا يمنع أي طرف أي سفينة من السفن المشار إليها في الفقرة المذكورة من استخدام الخدمات المقدمة في الميناء:

(أ) والتي تعتبر أساسية لسلامة طاقم السفينة أو صحته أو لسلامة السفينة، شريطة إثبات هذه الاحتياجات على النحو الواجب، أو

(ب) حيثما كان ملائماً، لأغراض تفكيك السفينة.

3 - في الحالات التي يرفض فيها طرف ما استخدام مينائه طبقاً لهذه المادة، يقوم هذا الطرف على الفور بإبلاغ دولة العَلم بقراره هذا وكذلك، حسب مقتضى الحال، الدول الساحلية ذات الصلة، والمنظمات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك المعنية والمنظمات الدولية الأخرى ذات الصلة.

4 - لا يسحب أي طرف قراره بعدم السماح لسفينة ما باستخدام مينائه إعمالاً للفقرة 1 من هذه المادة، إلا في حال توافر دليل كافٍ على أن الأسباب التي لم يُسمح على أساسها للسفينة باستخدام مينائه لم تكن كافية أو كانت غير سليمة أو أنها لم تعد صالحة.

5 - في الحالات التي يسحب فيها طرف ما قراره بعدم السماح لسفينة ما باستخدام مينائه، طبقاً للفقرة 4 من هذه المادة، يقوم على الفور بإبلاغ الجهات التي تلقت إخطاراً بموجب الفقرة 3 من هذه المادة.

الجزء 4

عمليات التفتيش وإجراءات المتابعة

المادة 12

مستويات التفتيش وأولياته

1 - يقوم كل طرف بتفتيش العدد المطلوب من السفن في موانئه للوصول إلى مستوى سنوي لعمليات التفتيش اللازم لتحقيق الهدف المرجو من هذا الاتفاق.

2 - تسعى الأطراف إلى الاتفاق على المستويات الدنيا لتفتيش السفن وذلك، حسب مقتضى الحال، من خلال المنظمات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك، أو منظمة الأغذية والزراعة أو غير ذلك.

3 - لدى تحديد السفن التي تخضع لتفتيش، يعطي الطرف الأولوية لما يلي:

الجزء 3

استخدام الموانئ

المادة 11

استخدام الموانئ

1- إذا دخلت سفينة ما ميناء طرف ما، لا يسمح هذا الطرف، طبقاً لقوانينه وأنظمته وتماشياً مع القانون الدولي، بما في ذلك هذا الاتفاق، بأن تستخدم السفينة ميناءه لإنزال الأسماك إلى البر ونقلها من سفينة إلى أخرى وتعبئتها وتجهيزها في حال لم يجر إنزالها إلى البر في وقت سابق ولغيرها من الخدمات في الميناء، بما فيها، من بين جملة أمور أخرى، التزود مجدداً بالوقود والإمدادات، والصيانة وإدخال السفينة حوض الإصلاح، في الحالات التالية:

(أ) إذا تبيّن للطرف المعني أنّ السفينة لا تحمل إذناً صالحًا وساريًّا لممارسة الصيد أو الأنشطة المتصلة بالصيد بناء على طلب دولة العلم التابعة لها؛

(ب) إذا تبيّن للطرف المعني أنّ السفينة لا تحمل إذناً صالحًا وساريًّا لممارسة الصيد أو الأنشطة المتصلة بالصيد بناء على طلب دولة ساحلية ما بالنسبة إلى المناطق الواقعة ضمن نطاق الولاية القضائية لتلك الدولة؛

(ج) إذا حصل الطرف المعني على براهين واضحة تؤكّد أنّ الأسماك الموجودة على متن السفينة قد تمّ صيدها بما يخالف الشروط التي تطبّقها الدولة الساحلية بالنسبة إلى المناطق الواقعة ضمن الولاية القضائية لتلك الدولة؛

(د) أن دولة العلم، لم تؤكّد بناء على طلب دولة الميناء، أنّ الأسماك الموجودة على متن السفينة قد تمّ صيدها طبقاً للشروط المرعية التي تطبّقها المنظمة الإقليمية المعنية لإدارة مصايد الأسماك، مع مراعاة الفقرتين 2 و3 من المادة 4 على النحو الواجب؛ أو

(هـ) إذا كان لدى الطرف المعني أسباب معقولة تحمل على الاعتقاد بأن السفينة كانت بخلاف ذلك تمارس الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو أنشطة متصلة بالصيد لمساندة الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم، بما في ذلك قيامها بمساندة إحدى السفن المشار إليها في الفقرة 4 من المادة 9، ما لم تتمكن السفينة من إثبات ما يلي:

(1) أنها كانت تعمل بما يتماشى والتدابير ذات الصلة لصون الموارد وإدارتها؛ أو

(2) في حال التزويد بالعاملين والوقود ومعدات الصيد أو غير ذلك من إمدادات في عرض البحر، أن السفينة التي تم تزويدها لم تكن، وقت التزويد، سفينة مشاراً إليها في الفقرة 4 من المادة 9.

6- في حال كانت إحدى السفن المشار إليها في الفقرتين 4 و5 من هذه المادة موجودة في الميناء لأي سبب من الأسباب، يمنع أي طرف من الأطراف تلك السفينة من استخدام موانئه لإنزال الأسماك إلى البر، ونقلها من سفينة إلى أخرى، وتعبيتها، وتجهيزها، ولغيرها من الخدمات في الميناء، بما فيها من بين جملة أمور أخرى، التزود مجدداً بالوقود والإمدادات، والصيانة وإدخال السفينة حوض الإصلاح. وتسرى الفقرتان 2 و3 من المادة 11 في مثل هذه الحالات بعد إدخال التعديلات الضرورية. ويكون رفض استخدام الموانئ هذا مطابقاً للقانون الدولي.

المادة 10

الظروف القاهرة أو الاستغاثة

ليس في هذا الاتفاق ما يؤثر على دخول السفن إلى الموانئ طبقاً للقانون الدولي لظروف القاهرة، أو بغرض الاستغاثة أو يمنع دولة من السماح لسفينة بالدخول إلى الميناء، حسراً لغرض مساعدة أشخاص أو سفن أو طائرات في حالات الخطر أو الاستغاثة.

2 - يطلب كل طرف تزويده بالمعلومات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة مقدماً بما فيه الكفاية، بما يعطي الوقت الكافي لدولة الميناء لدراسة هذه المعلومات.

المادة 9

الإذن بدخول الموانئ أو رفضه

1 - بعد تلقي المعلومات ذات الصلة المطلوبة طبقاً للمادة 8، فضلاً عن أي معلومات أخرى قد يحتاج إليها الطرف المعنى لمعرفة ما إذا كانت السفينة التي تطلب الدخول إلى الميناء قد شاركت في الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو في أنشطة متصلة بالصيد لمساندة هذا النوع من الصيد، يقرر كل طرف من الأطراف ما إذا كان سيمنح إذناً للسفينة المعنية للدخول إلى مينائه أم أنه سيرفض دخولها إليه ويبلغ السفينة أو ممثليها بقراره هذا.

2 - في حال الترخيص بالدخول، يطلب من ربان السفينة أو ممثل السفينة أن يقدم عند الوصول إلى الميناء، ترخيص الدخول إلى سلطات الميناء المختصة.

3 - في حال رفض دخول السفينة، يبلغ كل طرف من الأطراف دولة العلم التي تتبع لها السفينة بقراره هذا طبقاً لأحكام الفقرة 1 من هذه المادة وكذلك، حسب الاقتضاء وقدر المستطاع، الدول الساحلية المعنية، المنظمات الإقليمية المعنية لإدارة مصايد الأسماك والمنظمات الدولية المعنية الأخرى.

4 - من دون الإخلال بأحكام الفقرة 1 من هذه المادة، إذا كانت لدى طرف ما قرائن كافية على أنَّ السفينة التي تسعى إلى الدخول إلى مينائه قد شاركت في الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو في أنشطة متصلة بالصيد لساندة هذا النوع من الصيد، ولا سيما إدراج سفينة ما على قائمة السفن التي شاركت في هذا النوع من الصيد أو الأنشطة المتصلة بالصيد والتي اعتمدتتها إحدى المنظمات الإقليمية المعنية لإدارة مصايد الأسماك طبقاً لقواعد تلك المنظمة وأنظمتها وطبقاً للقانون الدولي، يرفض أي طرف أي سفينة من الدخول إلى موئله، مع مراعاة أحكام الفقرتين 2 و3 من المادة 4.

5 - مع مراعاة أحكام الفقرتين 3 و4 من هذه المادة، يسمح أي طرف لأي سفينة مشار إليها في الفقرتين المذكورتين بالدخول إلى موئله حسراً لتفتيشها واتخاذ الإجراءات الالزمة الأخرى طبقاً للقانون الدولي، والتي لا تقلَّ فعالية عن منع دخول الميناء، من أجل الوقاية من الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه، ومن الأنشطة المتصلة بالصيد لساندة هذا النوع من الصيد.

المادة 6

التعاون وتبادل المعلومات

1 - تتعاون الأطراف، بهدف التشجيع على تنفيذ هذا الاتفاق على نحو فعال ومع مراعاة شروط السرية بالشكل المناسب، وتتبادل المعلومات مع الدول ذات الصلة، ومع منظمة الأغذية والزراعة ومنظمات دولية أخرى، ومع المنظمات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك، بما في ذلك بشأن التدابير التي اتخذتها تلك المنظمات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك في علاقتها بأهداف هذا الاتفاق.

2 - يتخذ كل طرف، ضمن أقصى الحدود الممكنة، تدابير مساندة لتدابير الصون والإدارة التي اعتمدتها دول أخرى أو منظمات دولية أخرى ذات صلة.

3 - تتعاون الأطراف، على المستويات الإقليمية الفرعية والإقليمية العالمية، من أجل تنفيذ هذا الاتفاق على نحو فعال، بما في ذلك حيثما اقتضى الأمر، عن طريق منظمة الأغذية والزراعة أو المنظمات والترتيبات الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك.

الجزء 2

الدخول إلى الميناء

المادة 7

تعيين الموانئ

1 - يُعين كل طرف وُيعلن عن الموانئ التي يمكن للسفن أن تطلب الدخول إليها طبقاً لهذا الاتفاق. ويقدم كل طرف قائمة للموانئ التي حددها إلى المنظمة التي تتولى الإعلان عنها على النحو الواجب.

2 - يضمن كل طرف، بأقصى قدر ممكن، أن يكون كل ميناء من الموانئ المعينة والمعلن عنها، طبقاً للفقرة 1 من هذه المادة، لديه الإمكانيات الكافية لإجراء عمليات التفتيش طبقاً لهذا الاتفاق.

المادة 8

الطلب المسبق للدخول إلى الموانئ

1 - يطلب كل طرف، كحد أدنى، تزويده بالمعلومات المطلوبة في الملحق ألف قبل أن يمنح الحق لأي سفينة بالدخول إلى مينائه.

(أ) ممارسة الدول لسيادتها على مياهاها الداخلية والأرخبيلية والإقليمية أو حقوقها السيادية على جرفها القاري وفي المناطق الاقتصادية الخالصة التابعة لها؛

(ب) ممارسة الأطراف لسيادتها على الموانئ التي تقع ضمن أراضيها طبقاً للقانون الدولي، بما في ذلك حقها في عدم السماح بدخول تلك الموانئ، بالإضافة إلى اعتماد تدابير أكثر تشدداً لدولة المينا، مقارنة بتلك التي نصّ عليها هذا الاتفاق، بما في ذلك التدابير المعتمدة بموجب قرار صادر عن المنظمة الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك.

2 - عند تطبيق هذا الاتفاق، لا يصبح طرف ما ملزماً بموجبه تدابير أي قرارات صادرة عن منظمة إقليمية لإدارة مصايد الأسماك ليس عضواً فيها، أو الاعتراف بها.

3 - لا يلزم طرف، بأي حال من الأحوال، بموجب هذا الاتفاق بتنفيذ تدابير أو قرارات صادرة عن منظمة إقليمية لإدارة مصايد الأسماك إن لم تكن هذه التدابير أو القرارات قد أقرت بما يتفق مع القانون الدولي

4 - يفسّر هذا الاتفاق ويطبق عملاً بالقانون الدولي مع مراعاة القواعد والمعايير الدولية الأخرى السارية، بما في ذلك تلك التي تضعها المنظمة البحرية الدولية، فضلاً عن الصكوك الدولية الأخرى ذات الصلة.

5 - تفي الأطراف بحسن نية بالالتزامات التي نصّ عليها هذا الاتفاق وتمارس الحقوق المعترف بها في هذا الاتفاق من دون أن يشكل هذا استغلالاً للحقوق.

المادة 5

التكامل والتنسيق على المستوى الوطني

يحرص كل طرف من الأطراف، بأقصى قدر ممكن على:

(أ) إدماج أو تنسيق التدابير التي تتخذها دولة المينا والمتعلقة بالمصايد في النظام الأوسع نطاقاً للضوابط التي تمارسها دولة المينا؛

(ب) إدماج تدابير دولة المينا في التدابير الأخرى لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه، والأنشطة المتصلة بالصيد لسانده الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم، مع مراعاة، حسب المقتضى، خطة العمل الدولية لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه الصادرة عن المنظمة في عام 2001؛

(ج) واتخاذ تدابير لتبادل المعلومات بين الوكالات الوطنية ذات الصلة وتنسيق أنشطة هذه الوكالات المتعلقة بتنفيذ هذا الاتفاق.

المادة 3**التطبيق**

-1 يطبق كل طرف، بصفته دولة الميناء، هذا الاتفاق على السفن التي لا يحق لها أن ترفع علمه والتي تحاول الدخول إلى موانئه أو الموجودة في أحد موانئه ، باستثناء:

(أ) سفن الدول المجاورة التي تمارس الصيد الحرفي لتأمين سبل العيش شرط أن تتعاون دولة الميناء ودولة العلم كي لا تمارس تلك السفن الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم أو أنشطة متصلة بالصيد لمساندة هذا النوع من الصيد؛

(ب) السفن الحاوية التي لا تحمل سماً أو، في حال كانت تحمل سماً، فقط سماً [منتجات سمكية] سبق أن جرى إنزالها إلى البر، شريطة ألا تكون هناك مبررات واضحة تثير الشك حول ضلوع تلك السفن في أنشطة متصلة بالصيد لمساندة هذا النوع من الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم.

- 2 يجوز لأي طرف، بصفته دولة الميناء، أن يقرر عدم تطبيق هذا الاتفاق على السفن المؤجرة من رعاياه حصراً لممارسة الصيد في المناطق الخاضعة لولايته القضائية والتي تعمل بموجب سلطاته في تلك المناطق. وتكون هذه السفن خاضعة للتدابير التي يتخذها ذلك الطرف والتي تكون فعالة تماماً كالتدابير المتخذة بالنسبة إلى السفن التي يحق لها أن ترفع علمه.

- 3 ينطبق هذا الاتفاق على الصيد الذي يمارس في المناطق البحرية والذي يكون غير قانوني دون إبلاغ ودون تنظيم، حسبما حدد في المادة 1 (ه) من هذا الاتفاق، وعلى الأنشطة المرتبطة بالصيد مساندة لهذا الصيد.

- 4 يُطبّق هذا الاتفاق بطريقة عادلة، وشفافية وغير تمييزية، بما يتفق مع القانون الدولي.

- 5 لما كان هذا الاتفاق عالمي النطاق وينطبق على جميع الموانئ، ينبغي للأطراف أن تشجع جميع الكيانات الأخرى على تطبيق تدابير تتسق مع أحكامه. وللجهات التي قد لا تصبح، بخلاف ذلك، أطرافاً في هذا الاتفاق أن تعلن التزامها بالعمل بما يتتسق مع أحكامه.

المادة 4**العلاقة بالقانون الدولي والصكوك الدولية الأخرى**

- 1 لا يتضمن هذا الاتفاق ما يُخلّ بحقوق الأطراف وولايتها وواجباتها طبقاً للقانون الدولي. ولا يتضمن هذا الاتفاق، على وجه التحديد، ما يمكن اعتبار أنه يؤثر على:

(ج) "الصيد" يعني البحث عن الأسماك أو اجتذابها أو تحديد مكانها أو صيدها أو الإمساك بها أو جني محصولها أو القيام بأي نشاط يكون من المتوقع بدرجة معقولة أن يسفر عن اجتذاب الأسماك، أو تحديد مكانها، أو صيدها، أو الإمساك بها أو جني محصولها؛

(د) "الأنشطة المتصلة بالصيد" تعني أي عملية لدعم عملية الصيد أو التحضير لها، بما في ذلك إنزال الأسماك إلى البر أو تعبئتها أو تجهيزها أو نقلها من سفينة إلى أخرى أو نقل الأسماك التي لم يسبق إنزالها إلى البر في ميناء، وكذلك توفير الأفراد، والوقود، والمعدات، وغير ذلك من الإمدادات في عرض البحر؛

(ه) "الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم" يشير إلى الأنشطة المحددة في الفقرة 3 من خطة العمل الدولية لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه الصادرة عن منظمة الأغذية والزراعة في عام 2001، في ما يلي الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم؛

(و) "الطرف" يعني دولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي وافقت على التقىـد بهذا الاتفاق ويكون هذا الاتفاق نافذاً بالنسبة لها؛

(ز) "الميناء" يشمل المراسي الشاطئية، وغير ذلك من منشآت إنزال الأسماك، أو نقلها من سفينة إلى أخرى، أو تعبئتها أو تجهيزها أو التزود بالوقود أو التزود بالمؤن؛

(ح) "المنظمة الإقليمية للتكامل الاقتصادي" تعنى منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي تكون الدول الأعضاء فيها قد نقلت إليها صلاحياتها الخاصة بالمسائل التي يغطيها هذا الاتفاق، بما في ذلك سلطة اتخاذ القرارات المُلزمة للدول الأعضاء فيها في ما يتعلق بهذه المسائل؛

(ط) "المنظمة الإقليمية لإدارة مصايد الأسماك" تعنى منظمة حكومية دولية أو أي ترتيب خاص بمصايد الأسماك، تكون لها، حسب مقتضى الحال، سلطة اتخاذ تدابير للصون والإدارة؛

(ي) وـ"السفينة" تعنى أي سفينة أو مركب من أي نوع آخر أو أي قارب يستخدم، أو يكون مجهزاً للاستخدام، أو يكون المقصود أن يُستخدم، في الصيد أو الأنشطة المتصلة بالصيد.

المادة 2

الهدف

الهدف من هذا الاتفاق هو منع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه من خلال تطبيق تدابير فعالة تتخذها دولة الميناء، الأمر الذي يضمن وبالتالي صون الموارد البحرية الحية والنظم الإيكولوجية البحرية في المدى البعيد والانتفاع منها على نحو مستدام.

القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه الصادرة عن المنظمة في عام 2001، والخطة النموذجية بشأن تدابير دولة الميناء لمكافحة الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم الصادرة عن المنظمة في عام 2005؛

وإذ تتضع في حسابها أنه يجوز للدول، في معرض ممارسة سيادتها على الموانئ الواقعة ضمن أراضيها، أن تتخذ تدابير أكثر تشدداً، طبقاً لlaw، في ما يلي "الاتفاقية"؛

وإذ تستذكر الأحكام ذات الصلة من اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار الصادرة بتاريخ 10 ديسمبر/كانون الأول 1982، في ما يلي "الاتفاقية"؛

وإذ تستذكر الاتفاق بشأن تنفيذ أحكام اتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار الصادرة بتاريخ 10 ديسمبر/كانون الأول 1982 والتي تتعلق بحفظ وإدارة الأرصدة السمكية المتداخلة المناطق والأرصدة السمكية الكثيرة الارتفاع في أعلى البحار الصادرة بتاريخ 4 ديسمبر/كانون الأول 1995، واتفاقية تعزيز امتحال سفن الصيد في أعلى البحار لتدابير الصيانة والإدارة الدولية الصادرة بتاريخ 24 نوفمبر/تشرين الثاني 1993، ومدونة السلوك بشأن الصيد الرشيد الصادرة عن المنظمة في 1995؛

وإذ تقر بالحاجة إلى إبرام اتفاق دولي ضمن إطار المنظمة، بموجب المادة الرابعة عشرة من دستور منظمة الأغذية والزراعة؛

قد اتفقت على ما يلي:

الجزء 1

أحكام عامة

المادة 1

استعمال المصطلحات

لأغراض هذا الاتفاق:

(أ) "تدابير الصون والإدارة" تعني تدابير صون وإدارة الموارد البحرية الحية، التي تعتمد وتطبق تماشياً مع قواعد القانون الدولي ذات الصلة بما فيها تلك الواردة في الاتفاقية؛

(ب) "الأسمك" تعني جميع أنواع الموارد البحرية الحية، سواء كانت، أو لم تكن مجهزة؛

الاتفاق بشأن التدابير التي تتخذها دولة الميناء

منع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه

الديباجة

إن الأطراف في هذا الاتفاق:

إذ تشعر بالقلق العميق إزاء استمرار الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وآثاره الضارة بالأرصدة السمكية والنظم الإيكولوجية البحرية وسبل عيش صيادي الأسماك الشرعيين وال الحاجة المتزايدة إلى الأمن الغذائي على الصعيد العالمي؛

وإذ تدرك دور دولة الميناء في اعتماد تدابير فعالة للتشجيع على استخدام الموارد البحرية الحية على نحو مستدام وصونها في الأجل البعيد؛

وإذ تسلّم بأن التدابير الرامية إلى مكافحة الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم ينبغي أن تستند بالدرجة الأولى إلى مسؤولية دولة العلم وأن تستخدم الولاية المتأحة بأكملها طبقاً للقانون الدولي، بما فيها التدابير التي تتخذها دولة الميناء، والتدابير التي تتخذها الدول الساحلية، والتدابير المتصلة بالسوق والتدابير التي تكفل عدم قيام رعايا البلد بدعم أو ممارسة الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم؛

وإذ تسلّم بأن التدابير التي تتخذها دولة الميناء توفر سبلًا فعالة ومتسمة بالكفاءة التکاليفية لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه؛

وإذ تعي بالحاجة إلى زيادة التنسيق على المستويين الإقليمي وبين الأقاليم لمكافحة الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم عن طريق التدابير التي تتخذها دولة الميناء؛

وإذ تعرف بسرعة تطور تكنولوجيا الاتصالات وقواعد البيانات والشبكات والسجلات العالمية التي تساند التدابير التي تتخذها دولة الميناء؛

وإذ تسلّم بالحاجة إلى مساعدة البلدان النامية في اعتماد وتنفيذ تدابير دولة الميناء؛

وإذ تأخذ على النداءات التي وجهها المجتمع الدولي عن طريق منظمة الأمم المتحدة، بما فيها الجمعية العامة للأمم المتحدة، ولجنة مصايد الأسماك التابعة لمنظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة، في ما يلي "المنظمة"، لإصدار صك دولي ملزم بشأن المعايير الدنيا لتدابير دولة الميناء، على أساس خطة العمل الدولية لمنع الصيد غير

ظهير شريف رقم 1.15.124 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاق بشأن التدابير التي تتخذها دولة الميناء لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه، المعتمد من قبل مؤتمر منظمة الأمم المتحدة للأغذية والزراعة خلال دورته السادسة والثلاثين المنعقدة بروما من 18 إلى 23 نوفمبر 2009.

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاق بشأن التدابير التي تتخذها دولة الميناء لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه، المعتمد من قبل مؤتمر منظمة الأمم المتحدة للأغذية والزراعة خلال دورته السادسة والثلاثين المنعقدة بروما من 18 إلى 23 نوفمبر 2009؛

وعلى القانون رقم 60.14 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.97 بتاريخ 18 من شوال 1436 (4 أغسطس 2015)؛

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى الاتفاق المذكور، الموقع بروما في 17 يونيو 2022،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق بشأن التدابير التي تتخذها دولة الميناء لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ ودون تنظيم وردعه والقضاء عليه، المعتمد من قبل مؤتمر منظمة الأمم المتحدة للأغذية والزراعة خلال دورته السادسة والثلاثين المنعقدة بروما من 18 إلى 23 نوفمبر 2009.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

كما يمكن إلغاؤه من قبل أي من الطرفين بإشعار مكتوب قبل ستة أشهر. ولا يؤثر هذا الإلغاء على تنفيذ التوافقات التقنية المتفق عليها. وتبقى الالتزامات المنصوص عليها في المادة 15 سارية المفعول.

وإثباتاً لذلك وقع المفوضان، المرخص لهما قانوناً من طرف حكومتيهما، على هذا الاتفاق.

حرر بطاورينا في 10 فبراير 2006 في نظيرين أصليين كل واحد منها باللغات العربية والإيطالية والفرنسية، وللنوصوص الثلاثة نفس الحجية. وفي حالة اختلاف في التأويل يرجح النص الفرنسي.

عن

حكومة الجمهورية الإيطالية

أنطونيو مارتينو
وزير الدفاع

عن

حكومة المملكة المغربية

الطيب الفاسي الفهري
الوزير المنتدب في الشؤون
الخارجية والتعاون

يضمن الطرفان بأن الوثائق والمعدات والتكنولوجيات المحتمل تبادلها لا يتم استعمالها إلا للأغراض التي تم إعدادها خصيصاً من أجلها، وفقاً للتوافقات بين الطرفين وفي إطار أهداف هذا الاتفاق.

ويتم إخضاع نقل المعلومات والوثائق والمعطيات التقنية ومعدات الدفاع المصنفة وغير المصنفة، التي أصبحت متاحة في إطار هذا الاتفاق، إلى البلدان الأخرى لـإذن مكتوب مسبق من طرف الحكومة أو المؤسسات أو الشركات التي جعلت هذه المواد متاحة، إلا إذا نصت اتفاقات خاصة بين الأطراف على خلاف ذلك.

وبمقتضى هذا الاتفاق وفي حالة ما إذا تم تبادل المعلومات المصنفة بين المقاولات الصناعية أو المؤسسات من غير الطرفين يتم التفاوض بين مسؤولي سلطات البلدين على اتفاقات منفصلة. وفي هذه الحالة، تبقى المقتضيات الأمنية المنصوص عليها في الاتفاق مطبقة على المعلومات المصنفة المتبادلة في هذا الإطار.

المادة السادسة عشرة

إن كل خلاف ينشأ عن تطبيق أو تأويل هذا الاتفاق أو التوافقات المتعلقة به يتم حله عن طريق المشاورات بين الطرفين.

المادة السابعة عشرة

يشعر كل طرف الطرف الآخر باستكمال الإجراءات المتطلبة في بلده لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. ويدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بتاريخ التوصل بأخر إشعار.

يبرم هذا الاتفاق لمدة خمس سنوات. ويجدد ضمنيا لفترات جديدة مدة كل منها سنة واحدة.

يمكن تعديله، كتابة وعبر القنوات الدبلوماسية، باتفاق مشترك بين الطرفين. وتدخل التعديلات حيز التنفيذ حسب نفس المسقطة المنصوص عليها لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ.

وتحدد الرسوم المستحقة وطرق الأداء بالنسبة لهذه السلع والخدمات باتفاقات تقنية خاصة.

المادة الرابعة عشرة

يسهل الطرف المضيف، مع احترام القوانين والأنظمة والإجراءات المعمول بها، القبول المؤقت تحت نظام تعليق الضرائب والرسوم، للمواد والأجهزة والمواد الأخرى الضرورية ل القيام بكل تدريب.

لا يمكن ترويج مواد الاستهلاك المستوردة في البلد المضيف دون ترخيص مسبق من الطرف المعنى .

عند انتهاء كل تدريب، يعاد تصدير المواد الغير المستهلكة بنفس الشروط المطبقة عند قبولها في البلد المضيف.

المادة الخامسة عشرة

يقوم كل طرف بتأمين معالجة المواد المصنفة والمشاريع والرسوم والمواصفات التقنية وكذا جميع المعلومات المصنفة، المتوصل بها، في إطار هذا الاتفاق، في شروط أمنية لا تقل عن تلك المنصوص عليها حسب التصنيفات الأمنية الموضوعة من طرف البلد الأصل.

يقصد بالمعلومة و بالوثيقة و/أو بالمادة المصنفة كل سند يحتوي على معلومات محمية بتصنيف أمني وكذا كل مخابرة صادرة، في جميع الظروف وتحت أي شكل كان، متضمنة لتلك المعلومات.

يقوم الطرفان باعتماد التصنيف الأمني التالي للتراسل فيما بينهما :

بالنسبة للجمهورية الإيطالية	المراسلة بالفرنسية	بالنسبة للمملكة المغربية
SEGRETISSIMO	TRES SECRET	سري جدا
SEGRETO	SECRET DEFENSE	سري دفاع
RISERVATISSIMO	CONFIDENTIEL DEFENSE	مكتوم دفاع
RISERVATO	DIFFUSION RESTREINTE	نشر محدود

وسيتم بهذه المناسبة و على الفور إخبار سفارة البلد الذي ينتمي إليه المعنيون بالأفعال المنسوبة إليهم. و في إطار علاقات الصداقة القائمة بين البلدين، يتم البحث عن وضع حلول ملائمة، بالطرق الدبلوماسية، للمشاكل المطروحة، وذلك في إطار التفاهم المتبادل.

المادة العاشرة

يلزם الموظفون المعنيون بالتعليمات الصادرة عن السلطات العسكرية للمؤسسة المضيفة .

وفي حالة عدم الامتثال للتعليمات المذكورة أعلاه، يتم إخبار السلطات العسكرية التي ينتمي إليها الموظفون المخالفون من أجل أن تتخذ هذه السلطات في حقهم الإجراءات المنصوص عليها في النظام التأديبي الخاص بها.

المادة الحادية عشرة

في حالة الغياب الغير القانوني لموظفي عسكري تابع للدولة المرسلة فوق تراب الدولة المضيفة ، تقوم سلطات هذه الأخيرة بتسليم المعنى بالأمر لسلطات بلده .

المادة الثانية عشرة

إن مصاريف أية مهمة يقوم بها الموظفون المعنيون في إطار هذا الاتفاق، يتحملها، طبقاً لتنظيماته الوطنية، البلد الذي ينتمي إليه هؤلاء الموظفون.

المادة الثالثة عشرة

تكون السلع والخدمات المقدمة من قبل الطرف المضيف - بما في ذلك استعمال المجالات الجوية والبحرية والأرضية واستعمال القواعد والبنيات التحتية- موضوع رسوم تؤدى من طرف القوات العسكرية للطرف الزائر .

المادة السابعة

إن الأضرار التي يتسبب فيها الموظفون العسكريون بمناسبة القيام بمهمتهم أو أثناء ممارستهم لها ، يعوضها البلد الذي ينتمون إليه . و في حالة ما إذا كانت هذه الأضرار تتعلق بالموظفين أو بالوسائل أو بالمنشآت العسكرية للبلد المضيف، فإن التسوية تتم بالتراضي أو بواسطة الطرق الدبلوماسية .

ويمكن، عند الاقتضاء ، اللجوء للجنة المنصوص عليها في المادة 4 لاقتراح تسوية ، وفي كل الأحوال ومهما كانت الأسباب، فإن التشريع المطبق هو تشريع البلد المضيف.

المادة الثامنة

يظل الموظفون العسكريون المعنيون طيلة مقامهم فوق تراب الطرف المضيف خاضعين ، وخاصة في نطاق قواعد الانضباط ، لسلطاتهم العسكرية عبر :

- الملحق العسكري، الجوي والبحري، لدى سفارة المملكة المغربية بروما، بالنسبة للموظفين المغاربة.

- الملحق العسكري لدى سفارة إيطاليا بالرباط ، بالنسبة للموظفين الإيطاليين؛

المادة التاسعة

إن الموظفين العسكريين المعنيين الذين يخلون ، بشكل خطير ، إخلالا جسيماً بالمقتضيات القانونية للبلد المضيف ، سيتم إقصاؤهم من التمارين والقرارات التدريبية.

وفي جميع الأحوال ، تقدم لهم السلطات العسكرية للبلد المضيف المساعدة بهدف تنفيذ الاجراءات المطبقة.

يتم زجر المخالفات المفترضة من طرف الموظفين العسكريين طبقاً للتشريع العسكري أو المدني المطبق في الدولة التي ارتكبت فيها المخالفة.

التنمية والإنتاج والمبادلات التجارية لمواد ومعدات الدفاع الهدفة إلى تلبية حاجيات البلدين في إطار احترام الضوابط المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

يقدم الطرفان كل التسهيلات للموظفين المعينين مع مراعاة المقتضيات المنصوص عليها في التوافقات التقنية الخاصة.

المادة الرابعة

تحدد لجنة مشتركة تتكون من ممثلي الطرفين وتكلف ب :

- أ- إنشاء وتنمية وتقديم التعاون العسكري والتكنولوجي الصناعي في شموليته بين البلدين ؛
 - ب- دراسة المشاكل التي من شأنها أن تظهر عند تنفيذ هذا الاتفاق واقتراح الحلول الملائمة. و يمكن للجنة ، عند الاقتضاء ، الاستعانة بخبراء ؛
 - ج- إمكانية عرض الاقتراحات والتوصيات المحتملة على السلطات الوطنية لكلا البلدين من أجل تحسين أهداف هذا الاتفاق ؛
- وتجمع هذه اللجنة بالتناوب في كلا البلدين في التواريخ التي ستحدد باتفاق مشترك .

المادة الخامسة

يتم تخطيط وتنسيق الأنشطة العسكرية من طرف خبراء القيادات العليا لقوات البلدين وكذا بواسطة الملحقين العسكريين. و يمكن عند الاقتضاء ، عقد اجتماعات التخطيط الثانية ، بصفة دورية أو محددة ، بالتناوب في كلا البلدين في التواريخ والوقتية التي ستحدد باتفاق مشترك في إطار التوافقات التقنية .

المادة السادسة

تمنح التأشيرات المطلوبة من طرف الموظفين العسكريين في إطار هذا الاتفاق مجانا بعد الإدلاء بجواز سفر صالح لمدة لا تقل عن ستة أشهر وبتوسيع صادرة عن المصالح المختصة لقيادة العليا .

المادة الثانية

يمكن للطرفين، في إطار التوافقات التقنية الخاصة المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه:

- أ- تحديد وتنفيذ برامج للتدريب، باتفاق مشترك؛
- ب- تشجيع تبادل الموظفين العسكريين بغية إنجاز تدريب خاصة بالإعلام والتكوين واستكمال التكوين؛
- ج- تبادل المراقبين، بناء على دعوة، أثناء تنظيم التدريب على المستوى الوطني؛
- د- إنشاء تبادل المعلومات في مجال التدريب والمعدات؛
- هـ- تسهيل التزويد والحصول على المواد والمعدات والخدمات الضرورية للتمارين والتدريب المرتقبة؛
- وـ- دعم، عند الاقتضاء، المبادرات الرامية إلى إنشاء التعاون الصناعي بين المقاولات المغربية والإيطالية وبين هذه الأخيرة والهيئات الحكومية للطرفين؛
- زـ- تسهيل توقيف الوحدات البحرية والجوية للقوات المسلحة للبلدين؛
- حـ- التفكير، على ضوء التجربة المكتسبة على مدى السنين من طرف البعثة الإيطالية التقنية العسكرية (DIATM)، في إحداث بعثات منتظمة، لمدة ستة أشهر قابلة للتجديد ضمنيا، تتشرف بتلبية الحاجيات في مجال التعاون.

المادة الثالثة

يهدف هذا التعاون من بين ما يهدف إليه:

- أـ- إقامة برامج مشتركة للبحث وتنمية وإنتاج مواد ومعدات الدفاع؛
- بـ- المساعدة المتبادلة عن طريق تبادل المعلومات التقنية والتكنولوجية والصناعية واستغلال الطاقات العلمية والتقنية والصناعية لكلا الطرفين من أجل

اتفاق
في ميدان التعاون العسكري
بين
حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإيطالية

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإيطالية، المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفين"؛
بناء على معايدة الصداقة والتعاون بين الجمهورية الإيطالية والمملكة المغربية الموقعة في روما بتاريخ 25 نوفمبر 1991؛
ورغبة منهما في توطيد وتمتين علاقات الصداقة القائمة بين البلدين وشعبيهما والموظفين العسكريين لقواتهما المسلحة؛
وحرصاً منهما على تقوية تعاونهما العسكري التقني؛
واقتناعاً منهما بأن التعاون بين البلدين سواء في الميدان العسكري أو التكنولوجي والصناعي في مجال الدفاع من شأنه أن يساعد على استباب الأمن والسلام في منطقة البحر الأبيض المتوسط.

اتفقنا على ما يلي:

المادة الأولى

يعمل الطرفان معاً على تشجيع وتيسير وتنمية التعاون العسكري والتقني بين البلدين، بروح الصداقة والتفاهم المتبادلين في إطار احترام تشريعاتهما الوطنية وكذا التزاماتها المتخذة على الصعيد الدولي.
ويتمكن، طبقاً لهذا الاتفاق، إبرام توافقات تقنية خاصة بين القوات المسلحة لكلا الطرفين.

ظهير شريف رقم 1.15.73 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاق في ميدان التعاون العسكري، الموقع

بتاورة مينا في 10 فبراير 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإيطالية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولبه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاق في ميدان التعاون العسكري، الموقع بتاورة مينا في 10 فبراير 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة

الجمهورية الإيطالية؛

وعلى القانون رقم 83.14 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور وال الصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.15.59

بتاريخ فاتح شعبان 1436 (20 مايو 2015)؛

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي:

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق في ميدان التعاون العسكري، الموقع بتاورة مينا في

10 فبراير 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإيطالية.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المادة 28
نقض المعاهدة

يجوز لأي طرف متعاقد أن ينقض هذه المعاهدة بموجب إخطار يوجهه إلى المدير العام للويبيو. ويصبح كل نقض نافذاً بعد سنة من التاريخ الذي يتسلم فيه المدير العام للويبيو بالإخطار.

المادة 29
لغات المعاهدة

- (1) توقع هذه المعاهدة في نسخة أصلية باللغات العربية والإسبانية والإنكليزية والروسية والصينية والفرنسية، وتعتبر كل النصوص متساوية في الحجية.
- (2) يتولى المدير العام إعداد نصوص رسمية بأي لغة خلاف اللغات المشار إليها في الفقرة (1) بناء على طلب أحد الأطراف المعنية، بعد التشاور مع كل الأطراف المعنية. ولأغراض هذه الفقرة، يقصد بعبارة "الطرف المعنى" كل دولة عضو في الويبيو تكون لغتها أو إحدى لغاتها الرسمية هي اللغة المعنية، والاتحاد الأوروبي وأي منظمة حكومية دولية أخرى يجوز لها أن تصبح طرفاً في هذه المعاهدة، إذا كانت إحدى لغاتها الرسمية هي اللغة المعنية.

المادة 30
أمين الإيداع

يكون المدير العام للويبيو أمين إيداع هذه المعاهدة.

المادة 23

أطراف المعاهدة

- (1) يجوز لأي دولة عضو في الويبو أن تصبح طرفاً في هذه المعاهدة.
- (2) يجوز للجمعية أن تقر قبول أي منظمة حكومية دولية لتصبح طرفاً في هذه المعاهدة، شرط أن تعلن تلك المنظمة أن لها صلاحية النظر في الموضوعات التي تشملها هذه المعاهدة ولها تشرعاً خاصاً عن تلك الموضوعات ملزماً لكل الدول الأعضاء فيها وأنها مفوضة تفويضاً صحيحاً، وفقاً لنظامها الداخلي، لأن تصبح طرفاً في هذه المعاهدة.
- (3) يجوز للاتحاد الأوروبي، إذ تقدم بالإعلان المشار إليه في الفقرة السابقة في المؤتمر الدبلوماسي الذي اعتمد هذه المعاهدة، أن يصبح طرفاً في هذه المعاهدة.

المادة 24

الحقوق والالتزامات المترتبة على المعاهدة

يعتبر كل طرف متعاقد بكل الحقوق ويتحمل كل المسؤوليات المترتبة على هذه المعاهدة ما لم تنص أحكام محددة في هذه المعاهدة على خلاف ذلك.

المادة 25

التوقيع على المعاهدة

تكون هذه المعاهدة متاحة للتوقيع في مقر الويبو الرئيسي لأي طرف مؤهل، لمدة سنة بعد اعتقادها.

المادة 26

دخول المعاهدة حيز التنفيذ

تدخل هذه المعاهدة حيز التنفيذ بعد أن تودع 30 من الأطراف المؤهلة المشار إليها في المادة 23 وثائق تصديقها أو انضمامها بثلاثة أشهر.

المادة 27

التاريخ الفعلي الذي يصبح فيه الكيان طرفاً في المعاهدة

تكون هذه المعاهدة ملزمة للكيانات التالية:

- "1" الأطراف الثلاثون المؤهلة المشار إليها في المادة 26، اعتباراً من التاريخ الذي تدخل فيه هذه المعاهدة حيز التنفيذ؛
- "2" وكل طرف مؤهل آخر مشار إليه في المادة 23، بعد انتصاف ثلاثة أشهر من التاريخ الذي يودع فيه وثيقة تصديقه أو انضمامه لدى المدير العام للويبو.

**المادة 21
المجتمعية**

- (1) تكون للأطراف المتعاقدة جمعية.
- (ب) يكون كل طرف متعاقد ممثلاً بمندوب واحد يجوز أن يساعده مندوبون مناوبون ومستشارون وخبراء.
- (ج) يتحمل الطرف المتعاقد نفقات الوفد الذي عينه. ويجوز للجمعية أن تطلب إلى الوسيط أن تمنع مساعدة مالية لتيسير اشتراك وفود الأطراف المتعاقدة التي تعد من البلدان النامية وفقاً للممارسة التي تتبعها الجمعية العامة للأمم المتحدة أو من البلدان المنتقلة إلى نظام الاقتصاد الحر.
- (2) (أ) تتناول الجمعية المسائل المتعلقة بالمحافظة على هذه المعاهدة وتطورها وتطبيق هذه المعاهدة وتنفيذها.
- (ب) تباشر الجمعية المهمة المعهودة إليها بموجب المادة (23) فيما يتعلق بقبول بعض المنظمات الحكومية الدولية لتصبح أطرافاً في هذه المعاهدة.
- (ج) تقر الجمعية الدعوة إلى عقد أي مؤتمر دبلوماسي لمراجعة هذه المعاهدة وتوجه إلى المدير العام للوسيط التعليلات الضرورية للإعداد لذلك المؤتمر الدبلوماسي.
- (3) لكل طرف متعاقد يكون دولة صوت واحد ولا يصوت إلا باسمه.
- (ب) يجوز لأي طرف متعاقد يكون بمثابة منظمة حكومية دولية الاشتراك في التصويت، بدلاً من الدول الأعضاء فيه، بعدد من الأصوات يساوي عدد الدول الأعضاء فيه والأطراف في هذه المعاهدة. ولا يجوز لأي منظمة حكومية دولية من ذلك القبيل أن تشارك في التصويت إذا مارست أي دولة واحدة من الدول الأعضاء فيها حقها في التصويت والمعنى صحيح.
- (4) تجتمع الجمعية بناء على دعوة من المدير العام وفي الفترة والمكان تنسحب اللائحة تجتمع فيها الجمعية العامة للوسيط ما لم تنشأ ظروف استثنائية.
- (5) تسعى الجمعية إلى اتخاذ قراراتها بتوافق الآراء وتضع نظامها الداخلي، بما في ذلك الدعوة إلى عقد دورات استثنائية، وشروط النصاب القانوني، وتحدد الأغلبية المطلوبة لاتخاذ مختلف أنواع القرارات مع مراعاة أحكام هذه المعاهدة.

**المادة 22
المكتب الدولي**

يباشر المكتب الدولي للوسيط للمهارات الإدارية المتعلقة بهذه المعاهدة.

المادة 17
الإجراءات الشكلية

لا يخضع المتعاقب بالحقوق المنصوص عليها في هذه المعاهدة أو ممارستها لأي إجراء شكلي.

المادة 18
التحفظات والإخطارات

- (1) لا يسمح بأي تحفظ على هذه المعاهدة شرط مراعاة أحكام المادة 11(3).
- (2) يجوز تضمين وثائق التصديق أو الانضمام أي إخطار يقدم بناء على المادة 11(2) أو 19(2)، ويكون تاريخ نفاذ الإخطار هو ذاته تاريخ دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ بالنسبة إلى الطرف المتعاقد الذي قدم الإخطار. ويجوز أيضا تقديم ذلك الإخطار في تاريخ لاحق، ويصبح الإخطار في هذه الحالة نافذا بعد ثلاثة أشهر من تسلمه من قبل المدير العام للويبو أو في أي تاريخ لاحق آخر يحدد في الإخطار.

المادة 19
التطبيق الزمني

- (1) تمنح الأطراف المتعاقدة الحماية المنصوص عليها في هذه المعاهدة لأوجه الأداء المثبتة الموجودة عند دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ وتجميع أوجه الأداء التي تتجزء بعد دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ بالنسبة إلى كل طرف متعاقد.
- (2) بالرغم من أحكام الفقرة (1)، يجوز للطرف المتعاقد أن يعلن، في إخطار يودعه لدى المدير العام للويبو، أنه لن يطبق أحكام المواد من 7 إلى 11 من هذه المعاهدة أو أي حكم أو أكثر منها على أوجه الأداء المثبتة الموجودة عند دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ بالنسبة إلى كل طرف متعاقد. وبخصوص ذلك الطرف المتعاقد، يجوز للأطراف المتعاقدة الأخرى أن تقرر تطبيق المواد المذكورة على أوجه الأداء المتجزأة بعد دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ بالنسبة إلى ذلك الطرف المتعاقد.
- (3) لا تخلي الحماية المنصوص عليها في هذه المعاهدة بأية أعمال مرتكبة أو انتهاكات مبرمة أو حقوق مكتسبة قبل دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ بالنسبة إلى كل طرف متعاقد.
- (4) يجوز للأطراف المتعاقدة أن تضع في تشريعاتها أحكاما انتقالية تنص على أن أي شخص زاول أعمالا قانونية بخصوص أداء قبل دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ، يجوز له أن يباشر أعمالا بخصوص الأداء ذاته في نطاق الحقوق المنصوص عليها في المادة 5 والمواد من 7 إلى 11 بعد دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ بالنسبة إلى الأطراف المتعاقدة المعنية.

المادة 20
أحكام عن إنفاذ الحقوق

- (1) تنهى الأطراف المتعاقدة بأن تتخذ، وفقا لأنظمتها القانونية، التدابير اللازمة لضمان تطبيق هذه المعاهدة.
- (2) تكفل الأطراف المتعاقدة أن تتضمن قوانينها إجراءات إنفاذ تسمح باتخاذ تدابير فعالة ضد أي تعد على الحقوق التي تقطنها هذه المعاهدة، بما في ذلك توقيع الجزاءات العاجلة لمنع التعديات والجزاءات التي تعد رادعا لتعديلات أخرى.

المادة 14
مدة الحماية

تسرى مدة الحماية الممنوحة لفنان الأداء، بناء على هذه المعاهدة، حتى نهاية مدة 50 سنة على الأقل، تحسب من نهاية السنة التي تم فيها تثبيت الأداء.

المادة 15
الالتزامات المتعلقة بالتدابير التكنولوجية

على الأطراف المتعاقدة أن تنص في قوانينها على حماية مناسبة وعلى جزاءات فعالة ضد التحايل على التدابير التكنولوجية الفعالة التي يستعملها فنانو الأداء بالارتباط بمهارات حقوقهم بناء على هذه المعاهدة والتي تمنع من مباشرة أعمال لم يصرح بها فنانو الأداء المعنيون أو لم يسمح بها القانون، فيما يتعلق بأوجه أدائهم^{١١،١٠}.

المادة 16
الالتزامات المتعلقة بالمعلومات الضرورية لإدارة الحقوق

(1) على الأطراف المتعاقدة أن تنص في قوانينها على توقيع جزاءات مناسبة وفعالة على أي شخص يباشر عن علم أيا من الأعمال التالية وهو يعرف، أو فيما يتعلق بالجزاءات المدنية، له أسباب كافية ليعرف أن تلك الأعمال تحمل على ارتكاب تعد على أي حق من الحقوق التي تشملها هذه المعاهدة أو تمكن من ذلك أو تسهل ذلك أو تخفيه:

"1" أن يحذف أو يغير، دون إذن، أية معلومات واردة في شكل إلكتروني تكون ضرورية لإدارة الحقوق،

"2" وأن يوزع أو يستورد لأغراض التوزيع أو يطبع أو ينقل إلى الجمهور أو يتبع له، دون إذن، أوجه أداء أو نسخا عن أوجه أداء مثبتة تثبيتا سمعيا بصريا مع علمه بأنه قد حذفت منها أو غيرت فيها، دون إذن، معلومات واردة في شكل إلكتروني تكون ضرورية لإدارة الحقوق.

(2) يقصد بعبارة "المعلومات الضرورية لإدارة الحقوق"، كما وردت في هذه المادة، المعلومات التي تسمح بتعريف فنان الأداء أو أدائه أو مالك أي حق في الأداء أو المعلومات المتعلقة بشروط الافتتاح بالأداء وأية أرقام أو شفرات ترمز إلى تلك المعلومات، متى كان أي عنصر من تلك المعلومات مقترنا بأداء مثبت تثبيتا سمعيا بصريا^{١٢}.

^{١٠} بيان متفق عليه بشأن المادة 15 في ملائتها بالمادة 13: من المفهوم أنه ليس في هذه المادة ما يمنع طرفاً متعاقداً من اعتقاد تدابير فعالة وضرورية لضمان تمنع المستفيد بالتقديرات والاستثناءات المتاحة بموجب القانون الوطني لهذا الطرف المتعاقد ووفقاً لأحكام المادة (13)، وذلك إذا طبقت تدابير تكنولوجية على أداء سمعي بصري، لا سيما في حالة عدم اتخاذ أصحاب الحقوق تدابير ملائمة وفعالة لتمكين المستفيد من التمتع بهذه التقديرات والاستثناءات، ودون إخلال بالحماية القانونية لصنف سمعي بصري يكون هذا الأداء مثبتاً فيه. ومن المفهوم كذلك أن الالتزامات المنصوص عليها في المادة (15) لا تطبق على أوجه الأداء غير الحميمية أو التي لم تعد حميمية بموجب أحكام القانون الوطني التي ينفل أحكام هذه المعاهدة.

^{١١} بيان متفق عليه بشأن المادة 15: ينافي تفسير عبارة "التدابير التي يستعملها فنانو الأداء" بمعناها الواسع الذي يشمل أيضاً من يحملون باسم فنان الأداء، بين فئتين معلوم أو المرخص لهم أو المتأثر بهم وهم يশملون المنتجين ومقدمي الخدمات والأشخاص العاملين في الاتصالات أو الإذاعة ويتلقون بأوجه الأداء بناء على تصريح لازم كذا هو الحال في معاهدة الوليو بشأن الأداء والتسجيل الصوتي.

^{١٢} بيان متفق عليه بشأن المادة 16: إن البيان المتفق عليه بشأن المادة 12 (خصوص الالتزامات المتعلقة بالمعلومات الضرورية لإدارة الحقوق) من معاهدة الوليو بشأن حق المؤلف، ينطبق أيضاً، مع ما يلزم من تغيير، على المادة 16 (خصوص الالتزامات المتعلقة بالمعلومات الضرورية لإدارة الحقوق) من المعاهدة.

المادة 11

حق الإذاعة أو النقل إلى الجمهور

- (1) يمتنع فنانو الأداء بالحق الاستثنائي في التصريح بإذاعة أو وجه أدائهم المثبتة تثبيتاً سمعياً بصرياً أو نقلها إلى الجمهور.
- (2) يجوز للطرف المتعاقد أن يعلن، في إخطار يودعه لدى المدير العام للويرو، أنه سيقيم حفلاً في مكانة عادلة مقابل الانتفاع المباشر أو غير المباشر بأوجه الأداء المثبتة تثبيتاً سمعياً بصرياً لأغراض الإذاعة أو النقل إلى الجمهور، بدلاً من الحق في التصريح المنصوص عليه في الفقرة (1). ويجوز للطرف المتعاقد الإعلان بأنه سيحدد في تشريعه شروطاً لمارسة الحق في المكافأة العادلة.
- (3) يجوز لأي طرف متعاقد أن يعلن أنه لن يطبق أحكام الفقرة (1) أو (2) إلا على بعض أوجه الانتفاع أو أنه سيحد من تطبيقها بطريقة أخرى أو أنه لن يطبق أحكام الفقرتين (1) و(2) على الإطلاق.

المادة 12

نقل الحقوق

- (1) يجوز للطرف المتعاقد أن ينص في القانون الوطني على أنه إذا وافق فنان الأداء على تثبيت أدائه السمعي البصري في تثبيت سمعي بصري، فإن حقوق التصريح الاستثنائية المنصوص عليها في المواد من 7 إلى 11 من هذه المعاهدة، يملكون منتج التثبيت السمعي البصري أو يمارسها أو تنقل إليه ما لم ينص على خلاف ذلك في أي عقد مبرم بين فنان الأداء ومنتج التثبيت السمعي البصري، وذلك على الوجه المبين في القانون الوطني.
- (2) ويجوز لأي طرف أن يقتضي بخصوص التثبيتات السمعية البصرية المنتجة في ظل قانونه الوطني أن تكون تلك الموافقة أو يكون ذلك العقد كتابياً وموقاً من الطرفين المتعاقدين أو ممثلهما المصحح لها حسب الأصول.
- (3) ويميل عن نقل الحقوق الاستثنائية الوارد وصفها أعلاه، يجوز أن تكفل القوانين الوطنية أو الاتفاقيات الجماعية أو غيرها من الاتفاقيات لفنان الأداء الحق في الحصول على إتاوات أو مكافأة عادلة على أي وجه انتفاع بالأداء، كما تنص على ذلك هذه الاتفاقيات بما فيها ما يتعلق بالمادتين 10 و11.

المادة 13

القيود والاستثناءات

- (1) يجوز للطرف المتعاقد أن ينص في تشريعه الوطني على قيود أو استثناءات للحماية الممنوعة لفناني الأداء من النوع ذاته الذي ينص عليه في تشريعه الوطني لحماية حق المؤلف في المصنفات الأدبية والفنية.
- (2) على الأطراف المتعاقدة أن تقتصر أية قيود أو استثناءات للحقوق المنصوص عليها في هذه المعاهدة على بعض الحالات الخاصة التي لا تتعارض والاستغلال العادي للأداء ولا تسبب ضرراً بغير مبرر للمصالح المشروعة لفنان الأداء⁹.

⁹ بيان متفق عليه بشأن المادة 13: إن البيان المتفق عليه بشأن المادة 10 (بخصوص القيود والاستثناءات) من معاهدة الويرو بشأن حق المؤلف، ينطبق أيضاً، مع ما يلزم من تغيير، على المادة 13 (بخصوص القيود والاستثناءات) من المعاهدة.

المادة 7

حق النسخ

يُمْتَنَعُ فنانو الأداء بالحق الاستثنائي في التصريح بالنسخ المباشر أو غير المباشر لأوجه أدائهم المثبتة تثبيتاً سمعياً بصرياً، بأية طريقة أو بأي شكل كان^٦.

المادة 8

حق التوزيع

(1) يُمْتَنَعُ فنانو الأداء بالحق الاستثنائي في التصريح بإتاحة النسخة الأصلية أو غيرها من النسخ عن أوجه أدائهم المثبتة تثبيتاً سمعياً بصرياً للجمهور ببيعها أو نقل ملكيتها بطريقة أخرى.

(2) ليس في هذه المعاهدة ما يؤثر في حرية الأطراف المتعاقدة في تحديد أي شروط لاستنفاد الحق المذكور في الفقرة (1) بعد بيع النسخة الأصلية أو غيرها من النسخ عن الأداء المثبت أو نقل ملكيتها بطريقة أخرى للمرة الأولى بتصريح فنان الأداء.

المادة 9

حق التأجير

(1) يُمْتَنَعُ فنانو الأداء بالحق الاستثنائي في التصريح بتأجير النسخة الأصلية أو غيرها من النسخ عن أوجه أدائهم المثبتة تثبيتاً سمعياً بصرياً، كما ورد تحديده في القانون الوطني للأطراف المتعاقدة، للجمهور لأغراض تجارية، حتى بعد توزيعها بمعرفة فنان الأداء أو بتصريح منه.

(2) الأطراف المتعاقدة معفية من الالتزام الوارد في الفقرة (1) ما لم يكن التأجير لأغراض تجارية قد أدى إلى انتشار نسخ تلك التثبيتات بما يلحق ضرراً مادياً بحق فنان الأداء الاستثنائي في النسخ.

المادة 10

حق إتاحة الأداء المثبت

يُمْتَنَعُ فنانو الأداء بالحق الاستثنائي في التصريح بإتاحة أوجه أدائهم المثبتة تثبيتاً سمعياً بصرياً للجمهور، بوسائل سلكية أو لاسلكية بما يمكن أفراد الجمهور من الإطلاع عليها من مكان وفي وقت يختارها الواحد منهم بنفسه.

^٦ بيان متفق عليه بشأن المادة 7: ينطبق حق النسخ المنصوص عليه في المادة 7 والاستثناءات المسموح بها بناء على تلك المادة وحق المادة 13، انصطاباً كاملاً على المحيط الرقمي، ولا سيما على الانتفاع بأوجه الأداء في شكل رقمي. ومن المنهم أن خزن أداء محظوظ في الشكل في دعامة إلكترونية يعتبر نسخاً معنى هذه المادة.

^٧ بيان متفق عليه بشأن المادتين 8 و9: تشير عبارة "النسخة الأصلية وغيرها من النسخ"، كما ورد اسعمالها في هاتين المادتين والتي تخضع لحق التوزيع وحق التأجير بناء على المادتين المذكورتين، إلى النسخ المثبتة وحدها التي يمكن عرضها للتداول كأدوات ملموسة.

^٨ بيان متفق عليه بشأن المادتين 8 و9: تشير عبارة "النسخة الأصلية وغيرها من النسخ"، كما ورد اسعمالها في هاتين المادتين والتي تخضع لحق التوزيع وحق التأجير بناء على المادتين المذكورتين، إلى النسخ المثبتة وحدها التي يمكن عرضها للتداول كأدوات ملموسة.

(3) لا يطبق الالتزام المنصوص عليه في الفقرة (1) على الطرف المتعاقد ما دام طرف متعاقد آخر يستفيد من التحفظات المسموحة بها بناء على المادة 11(3) من هذه المعايدة ولا يطبق على الطرف المتعاقد ما دام يستفيد من تحفظ من ذلك القبيل.

المادة 5 الحقوق المعنوية

(1) بغض النظر عن الحقوق المالية لفنان الأداء بل وحتى بعد انتقال هذه الحقوق، فإن فنان الأداء يحتفظ بالحق فيما يلي بخصوص أدائه الحي أو أدائه المثبت تثبيتاً سمعياً بصرياً:

"1" أن يطالب بأن ينسب أداؤه إليه إلا في الحالات التي يكون فيها الانتفاع عن نسب الأداء تملية طريقة الانتفاع بالأداء،

"2" وأن يتعرض على كل تحريف أو تشويه أو أي تعديل آخر لأدائه يضر بسمعته، على أن تؤخذ بالاعتبار الواجب طبيعة التثبيت السمعي البصري.

(2) الحقوق الممنوحة لفنان الأداء وفقاً للفقرة (1) تتخلل محفوظة بعد وفاته وإلى حين انقضاء الحقوق المالية على الأقل، ويمارس هذه الحقوق الأشخاص أو الهيئات الم المصرح لها في تشريع الطرف المتعاقد المطلوب توفير الحماية فيه. ومع ذلك، فإن الأطراف المتعاقدة التي لا يتضمن تشريعها المعمول به، عند التصديق على هذه المعايدة أو الانضمام إليها، نصوصاً تكفل الحماية بعد وفاة فنان الأداء لكل الحقوق المنصوص عليها في الفقرة السابقة يكون لها الحق في النص على أن بعض هذه الحقوق لا يحتفظ بها بعد وفاته.

(3) وسائل الطعن للمحافظة على الحقوق المقررة في هذه المادة يحكمها تشريع الطرف المتعاقد المطلوب توفير الحماية فيه.^٥

المادة 6 حقوق فناني الأداء المالية في أوجه أدائهم غير المثبتة

يمتنع فنانو الأداء بالحق الاستثنائي في التصریح بما يلي فيما يتعلق بأوجه أدائهم:

"1" إذاعة أوجه أدائهم غير المثبتة ونقلها إلى الجمهور إلا إذا سبق للأداء أن كان أداء مذاعاً،

"2" وتثبيت أوجه أدائهم غير المثبتة.

^٥ بيان متفق عليه بشأن المادة 5 لأغراض هذه المعايدة دون إخلال بأية معايدة أخرى، من المفهوم أن التعديلات المدخلة على الأداء أثناء الاستغلال العادي له، مثل التتبیع أو الضفت أو الدبلجة أو وضعه في دعامة أو نسق موجود أو جديد، والمدخلة أثناء انتفاع مصرح به من فنان الأداء، لا تعد من باب التعديلات في حد ذاتها حسب مفهوم المادة 5(1)"2"، بالنظر إلى طبيعة التثبيت السمعي البصري وإنتاجه وتوزيعه. ولا تعنى الحقوق المنصوص عليها في المادة 5(1)"2" إلا بالتغييرات التي تلحق ضرراً موضعاً باسم فنان الأداء بشكل جوهري. ومن المفهوم أيضاً أن مجرد الانتفاع بهكتولوجيا أو دعامة جديدة أو متغيرة لا يهدى تعديلاً في حد ذاته حسب معنى المادة 5(1)"2".

المادة 2 تعريف

لأغراض هذه المعاهدة:

- (ا) يقصد بعبارة "فناني الأداء" الممثلون والمغنون والموسيقيون والراقصون وغيرهم من الأشخاص الذين يمثلون أو يغدون أو ينشدون أو يؤدون بالتمثيل أو بغيره مصنفات أدبية أو فنية أو أوجهاً من التعبير الفولكلوري،^٣
- (ب) ويقصد بعبارة "الثبتت السمعي البصري" تجسيد الصور المتحركة، سواء كانت مصحوبة بالصوت أو تمثيل له أو لم تكن، يمكن بالانطلاق منه إدراكها أو نسخها أو نقلها بأداة،
- (ج) ويقصد بكلمة "إذاعة" إرسال الأصوات أو الصور أو الأصوات أو تمثيل لها بوسائل لاسلكية ليستقبلها الجمهور؛ ويعتبر كل إرسال من ذلك القبيل يتم عبر السائل من باب "الإذاعة" أيضاً، ويعتبر إرسال إشارات مجففة من باب "الإذاعة" في الحالات التي تتيح فيها هيئة الإذاعة للجمهور الوسيلة الكافية بذلك التجفيف أو يتيح فيها ذلك للجمهور موافقة هيئة الإذاعة،
- (د) ويقصد بعبارة "النقل إلى الجمهور" إن كان المنشول أداء أن يرسل إلى الجمهور، بأية وسيلة خلاف الإذاعة، الأداء غير المثبت أو الأداء المثبت تبييتاً سمعياً بصرياً. ولأغراض المادة 11، تشمل عبارة "النقل إلى الجمهور" تمكين الجمهور من سماع الأداء المثبت تبييتاً سمعياً بصرياً أو رؤيته أو سماعه ورؤيته.

المادة 3 المستفيدون من الحياة

- (1) تتحم الأطراف المتعاقدة الحياة المنوحة بموجب هذه المعاهدة لفناني الأداء من مواطنيسائر الأطراف المتعاقدة.
- (2) لأغراض تطبيق أحكام هذه المعاهدة، يعامل فنانو الأداء من غير مواطني أحد الأطراف المتعاقدة الذين تكون إقامتهم العادلة في أحد هذه الأطراف معاملة مواطني ذلك الطرف المتعاقد.

المادة 4 المعاملة الوطنية

- (1) يطبق كل طرف متعاقد على مواطني سائر الأطراف المتعاقدة المعاملة التي يطبقها على مواطنيه فيما يتعلق بالحقوق الاستثنائية المنوحة صراحة في هذه المعاهدة والحق في مكافأة عادلة المنصوص عليه في المادة 11 من هذه المعاهدة.
- (2) للطرف المتعاقد أن يحد الحياة المنوحة لمواطني طرف متعاقد آخر بناء على الفقرة (1)، بخصوص الحقوق المنوحة في المادة 11(1) و 11(2) من هذه المعاهدة، بالحدود التي يمنح فيها ذلك الطرف المتعاقد الآخر تلك الحقوق لمواطني الطرف المتعاقد الأول وللمدة التي يفعل فيها ذلك.

^٣ بيان متفق عليه بشأن المادة 2(ا): من المفهوم أن تعريف "فناني الأداء" يشمل أولئك الذين يؤدون مصنفاً أدبياً أو فنياً أبدع أو ثبت لأول مرة في معرض هذا الأداء.

^٤ بيان متفق عليه بشأن المادة 2(ب): من المؤكد بوجوب هذا البيان أن تعريف عبارة "الثبتت السمعي البصري" الواردة في المادة 2(ب) لا يدخل بالمادة 2(ج) من معاهدة الويبو بشأن الأداء والتسجيل الصوتي.

معاهدة بيبجين بشأن الأداء السمعي البصري

الدبياجة

إن الأطراف المتعاقدة،

إذ تحدوها الرغبة في تهمية حماية حقوق فناني الأداء في أدائهم السمعي البصري والحفاظ عليها بطريق تكفل أكبر قدر ممكن من الفعالية والاتساق،

وإذ تذكر بأهمية توصيات جدول أعمال التئمية التي اعتمدها في عام 2007 الجمعية العامة للاتفاقية المنشعة للمنظمة العالمية للملكية الفكرية، والتي عرّي إلى ضمان أن تكون اعتبارات التئمية جزءاً لا يتجزأ من عمل المنظمة.

وإذ تقر بالحاجة إلى تطبيق قواعد دولية جديدة لإيجاد حلول مناسبة لمسائل الناجمة عن التطور في المجالات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والتكنولوجية،

وإذ تقر بما تطور تكنولوجيا المعلومات والاتصالات وتقاربها من أثر عميق في إنتاج الأداء السمعي البصري والانتفاع به،

وإذ تقر بالحاجة إلى الحافظة على توازن بين حقوق فناني الأداء في أدائهم السمعي البصري والمصلحة العامة للجمهور، ولا سيما في مجالات التعليم والبحث والنفاذ إلى المعلومات،

وإذ تقر بأن معاهدة الويبو بشأن الأداء والتسجيل الصوتي المبرمة في جنيف في 20 ديسمبر 1996 لا تمتد فناني الأداء بالحاجة بخصوص أدائهم المثبت ثبيتاً سمعياً بصرياً،

وإذ تشير إلى القرار بشأن الأداء السمعي البصري الذي اعتمدته المؤتمر الدبلوماسي المعني بمسائل معينة في حق المؤلف والحقوق المجاورة في 20 ديسمبر 1996،

قد اتفقت على ما هو آت:

المادة 1

علاقة هذه المعاهدة باتفاقيات ومعاهدات أخرى

(1) ليس في هذه المعاهدة ما يحد من الالتزامات المترتبة حالياً على الأطراف المتعاقدة ببعضها تجاه البعض الآخر بناءً على معاهدة الويبو بشأن الأداء والتسجيل الصوتي أو الاتفاقية الدولية لحماية فناني الأداء ومنتجي التسجيلات الصوتية وهيئات الإذاعة المبرمة في روما في 26 أكتوبر 1961.

(2) ثبقي الحياة المنوحة بناءً على هذه المعاهدة حماية حق المؤلف في المصنفات الأدبية والفنية على حالها ولا تؤثر فيها بأي شكل من الأشكال. وعليه، لا يجوز تفسير أي حكم من أحكام هذه المعاهدة بما يخل بذلك الحياة.

(3) ليست لهذه المعاهدة أية صلة بأية معاهدات خلاف معاهدة الويبو بشأن الأداء والتسجيل الصوتي، ولا تخل بأية حقوق أو التزامات متربطة عليها.^١

¹ بيان م乾坤 عليه بشأن المادة 1: من المفهوم أنه ليس في هذه المعاهدة ما يفال من أية حقوق أو التزامات يوجب معاهدة الويبو بشأن الأداء والتسجيل الصوتي أو تفسيرها ومن المفهوم كذلك أن الفقرة 3 لا تحدث بالنسبة إلى طرف متعاقد يوجب هذه المعاهدة أية التزامات بالصدق على معاهدة الويبو بشأن الأداء والتسجيل الصوتي أو بالاضمام إليها أو باستيفاء أي من أحكاماً.

² بيان م乾坤 عليه بشأن المادة 1(3): من المفهوم أن الأطراف المتعاقدة التي تتمتع بضوية منظمة التجارة العالمية تقر بجميع الأهداف والمبادئ المتصوص عليها في اتفاق جوانب حقوق الملكية الفكرية المصادرة بالتجارة (غريبس)، وتتضمن أنه ليس في هذه المعاهدة ما يفال من أحكام هذا الاتفاق، بما في ذلك الأحكام المتعلقة بالماركات المضادة للتنافس دون قصرها عليها.

ظهير شريف رقم 1.14.108 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر معايدة بيجين بشأن الأداء السمعي البصري، المعتمدة من قبل الدول الأعضاء في المنظمة العالمية للملكية الفكرية خلال المؤتمر الدبلوماسي المنعقد ببكين من 20 إلى 26 يونيو 2012.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتنا :

بناء على معايدة بيجين بشأن الأداء السمعي البصري، المعتمدة من قبل الدول الأعضاء في المنظمة العالمية للملكية الفكرية خلال المؤتمر الدبلوماسي المنعقد ببكين من 20 إلى 26 يونيو 2012 :

وعلى القانون رقم 29.13 الموافق بموجبه على المعاهدة المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.14.88 بتاريخ 12 من رجب 1435 (12 مايو 2014) :

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على المعاهدة المذكورة، الموقع بجنيف في 22 أبريل 2022.

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، معايدة بيجين بشأن الأداء السمعي البصري، المعتمدة من قبل الدول الأعضاء في المنظمة العالمية للملكية الفكرية خلال المؤتمر الدبلوماسي المنعقد ببكين من 20 إلى 26 يونيو 2012.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

نسخة صادقة مصدقة من النص العربي لبروتوكول عام 1988 المتعلق بالاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974 ، الذي حرر في مدينة لندن في 11 تشرين الثاني/نوفمبر 1988 ، وأودع أصله لدى الأمين العام للمنظمة البحرية الدولية .

عن الأمين العام للمنظمة البحرية الدولية :

17.V.1990

لندن ،

تصديق تمديد صلاحية شهادة مأربدة المفعول لمدة تقل عن 5 سنوات في حال انتهاق أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الأول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الاول من الاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

التصديق عند استكمال المعاينة التجديدية وانتهاق اللائحة 14(د) من الباب الأول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى اللائحة 14(د) من الباب الاول من الاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تمديد صلاحية الشهادة الى ان تبلغ السفينة ميناء المعاينة او لفترة سماح في حالة انتهاق احكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) من الباب الاول للاتفاقية

تعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى أحكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) ⁽³⁾ من الباب الاول للاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

⁽³⁾ للحذف حسب الاقتضاء ..

دشيد :

أن السفينة قد أعممت ، بموجب الصلاحيات المخولة في ظل اللائحة من
الاتفاقية من متطلبات
..... من الاتفاقية .

الشروط ، إن وجدت ، التي منحت على أساسها شهادة الاعفاء :

.....
.....
..... الرحلات ، إن وجدت ، التي منحت بشانها شهادة الاعفاء :

هذه الشهادة صالحة حتى شريطة أن تظل شهادة
..... ، التي تحت بها الشهادة الحالية ، صالحة بدورها .

صدرت في

(مكان اصدار الشهادة)

.....
.....
..... توقيع المسئول المفوض باصدار

(تاريخ الاصدار)

.....
.....
..... الشهادة)

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة عن اصدار
السجل ، حسب مقتضى الحال)

نموذج شهادة احفاء

شهادة احفاء

(الدولة)

(الشعار الرسمي)

صادرة بموجب أحكام الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974 ، في صيغتها المتموّجة
ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها ،

وبتخويل من حكومة

_____ (اسم الدولة)

من قبل

_____ (الشخص أو المنظمة المفوضان)

تفاصيل السفينة (1)

اسم السفينة
الرقم المميز أو الاحرف المميزة
ميناء التسجيل
الحمولة الإجمالية
رقم المنظمة البحرية الدولية (2)

(1) يمكن ، كهديل ، وضع تفاصيل السفينة بصورة الفقية ضمن إطار .

(2) وفقاً للقرار (15) A.600 المعروف "خطة المنظمة البحرية الدولية بشأن رقم تعريف السفينة" ،
فإنه يجوز إدراج هذه المعلومات بصورة طوعية .

4) الطرق المستخدمة لضمان توافر المرافق اللاسلكية (اللائحةان 15-6 و 15-7 من الباب الرابع)

- | | |
|-----|-----------------------|
| ١-٤ | تشنيه المعدات |
| ٢-٤ | الصيانة الشاملة |
| ٣-٤ | قدرات الصيانة البحرية |

السلف، المبنية قبل 1 شباط/فبراير 1995 والتي لا تمثل الى جميم المتطلبات ذات الصلة من
الباب الرابع للاتفاقية في صيغتها المنشورة في عام 1988⁽⁴⁾

1-5 بالنسبة للسفن المطلوب تجهيزها بالمعدات التلفرافية اللاسلكية بمقتضى الاتفاقية
المسارية قبل 1 شباط/فبراير 1992.

الفعلي	المطلوب حسب اللوائح	
.....	عدد ساعات التنشت لكل عامل
.....	عدد العمال
.....	هل هناك نذير اوتوماتيكي
.....	هل هناك منشأة رئيسية
.....	هل هناك منشأة احتياطية
.....	هل اجهزة الارسال الرئيسية والاحتياطية متصلة أم متصلة كهربائياً

2-5 بالنسبة للسفن المطلوب تجهيزها بالمعدات الهاتفية اللاسلكية بمقتضى الاتفاقية
السارية قبل 1 شباط/فبراير 1992.

السفن المهنية قبل 1 شباط/فبراير 1992 والتي لا تمثل تماماً إلى المتطلبات ذات الصلة من
الباب الثالث للاتفاقية في صيغتها المنشقة عام 1988 (5)

الفعلي	
.....	منشأة تلغرافية هاتفية لقارب النجاة
.....	جهاز لاسلكي نقال لمركب الخلاص
.....	منارة لاسلكية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ في مركب
.....	الخلاص (121,5 ميغاهرتز و 243,0 ميغاهرتز)
.....	جهاز هاتفي لاسلكي للاتصال المتبادل

نشود يار، هذا السجل صحيح من جميع الجوانب

صدر في
مکان اصدار السجل

(توقيع المسؤول المخول أصولاً باصدار السجل) (تاريخ الاصدار)

(شعار أو خاتم السلطة المسئولة عن اصدار السجل ،
حسب مقتضى الحال)

(4) لاحاجة إلى إدراج هذا القسم في السجل المرفق بالشهادات الصادرة بعد ١ شباط/فبراير 1999.
(5) لاحاجة إلى إدراج هذا القسم في السجل المرفق بالشهادات الصادرة بعد ١ شباط/فبراير 1995.

معلومات مفصلة عن المراقب اللاسلكية

3

المتوافرة فعّال	البند
	1. نظم أساسية
	1-1 منشأة لاسلكية ذات تردد عال جداً جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي مستقبل خفارة النداء الانتقائي الرقمي جهاز هاتفي لاسلكي
	2-1 منشأة لاسلكية ذات تردد متوسط جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي مستقبل خفارة النداء الانتقائي الرقمي جهاز هاتفي لاسلكي
	3-1 منشأة لاسلكية ذات تردد متوسط/ تردد عال جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي مستقبل خفارة النداء الانتقائي الرقمي جهاز هاتفي لاسلكي جهاز تلفزيوني لاسلكي للطبع المباشر
	4-1 محطة أرضية سفلية تابعة للمنظمة الدولية للتواجد البحرية (انمارسات)
	2. وسائل الإنذار الثانوية
	3. مراقب استقبال معلومات السلامة البحرية
	1-3 جهاز استقبال دافتكنس 2-3 جهاز استقبال النداء الجماعي المعزز 3-3 جهاز استقبال تلفزيوني لاسلكي للطبع المباشر على التردد العالى
	4. منارة لاسلكية توابعية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ
	1-4 نظام البحث والإنقاذ بواسطة التتبع 2-4 انمارسات
	5. منارة لاسلكية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ على التردد العالى جداً
	6. مرسل مجيب راداري سفيني
	7. مستقبل خفارة تردد الاستغاثة الهاتفي (2) اللاسلكي على التردد 2182 كيلوهيرتز
	8. نبيطة لاطلاق اشاره الإنذار الهاتفية اللاسلكية على التردد 2182 كيلوهيرتز (3)

(2) لالزوم لادراج هذا البند في السجل المرفق بالشهادات الممنوحة بعد 1 شباط/فبراير 1999 ،
إلا إذا حدثت لجنة حماية البيئة البحرية تاريخاً آخر لذلك .

(3) لالزوم لادراج هذا البند في السجل المرفق بالشهادات بعد 1 شباط/فبراير 1999 .

	<p>3 عدد قوارب النجاة بمحرك (صدرجة في العدد الإجمالي لقوارب النجاة الوارد أعلاه)</p> <p>1-3 عدد قوارب النجاة المزودة بأنوار كاشفة</p> <p>4 عدد زوارق الإنقاذ</p> <p>1-4 عدد الزوارق المدرجة في العدد الإجمالي لقوارب النجاة الوارد أعلاه</p> <p>5 أطواوف النجاة</p> <p>1-5 أطواوف النجاة التي تتطلب أجهزة انزال معتمدة</p> <p>1-1-5 عدد أطواوف النجاة</p> <p>2-1-5 عدد الأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم أطواوف النجاة هذه</p> <p>2-5 أطواوف النجاة التي لا تتطلب أجهزة انزال معتمدة</p> <p>1-2-5 عدد أطواوف النجاة</p> <p>2-2-5 عدد الأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم أطواوف النجاة هذه</p> <p>3-5 عدد أطواوف النجاة التي تقتضيها اللائحة 26-1-4 من الباب الثالث</p> <p>6 عدد عوامات النجاة</p> <p>7 عدد صدر النجاة</p> <p>8 بدلات الغطس</p> <p>1-8 العدد الإجمالي</p> <p>2-8 عدد البدلات التي تتمثل إلى المتطلبات الخاصة بصدر النجاة</p> <p>9 عدد الدثار الحرارية (1)</p> <p>10 المنشآت اللاسلكية المستخدمة في معدات الإنقاذ</p> <p>1-10 عدد المرسلات الموجهة الرادارية</p> <p>2-10 عدد أجهزة الهاتف اللاسلكي للاتصال المتبادل ذات التردد العالي جداً</p>
--	---

(1) باستثناء الدثار التي تتطلبها اللوائح 38-1-5 و 31-8 و 41-2-2 و 47-2-2 من الباب الثالث.

سجل المعدات التابعة لشهادة سلامة
سلينة بضائع (النموذج C)

يرفق هذا السجل على الدوام بشهادة سلامة
سلينة بضائع

سجل المعدات من أجل الامتثال إلى الائتلافية الدولية
سلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974 ، في صيغتها
المنقحة ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها

تفاصيل السفينة

1

اسم السفينة
الرقم أو الحروف المميزة
العدد الأدنى للأشخاص المؤهلين لتشغيل المنشآت اللاسلكية

معلومات مفصلة عن معدات الإنقاذ

2

1 العدد الإجمالي للأشخاص الذين
توافر لهم معدات الإنقاذ

على الميمنة	على الميسرة	
.....	2 العدد الإجمالي لقوارب النجاة
.....	1-2 العدد الإجمالي للأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم هذه القوارب
.....	2-2 عدد القوارب المحوطة جزئياً وذاتية التقويم (اللائحة 43 من الباب الثالث)
.....	3-2 عدد قوارب النجاة المحوطة بالكامل (اللائحة 44 من الباب الثالث)
.....	4-2 عدد قوارب النجاة المجهزة بشبكة ذاتية للتغذية الهوائية (اللائحة 45 من الباب الثالث)
.....	5-2 عدد قوارب النجاة المحمية من الحرائق (اللائحة 46 من الباب الثالث)
.....	6-2 قوارب نجاة أخرى
		1-6-2 العدد
		2-6-2 النوع
.....	7-2 عدد قوارب النجاة ذات السقوط الحر
.....	1-7-2 المحوطة بالكامل (اللائحة 44 من الباب الثالث)
.....	2-7-2 المجهزة بشبكة ذاتية للتغذية الهوائية (اللائحة 45 من الباب الثالث)
.....	3-7-2 المحمية من الحرائق (اللائحة 46 من الباب الثالث)

تصديق تأديم موعد الذكرى السنوية في حالة انتهاك اللائحة 14(ج) من الباب الأول

وفقاً لحكم المادة 14(ج) من الباب الأول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية في التاريخ التالي :

..... التوقيع ..

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان ..

..... التاريخ ..

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

وفقاً لحكم المادة 14(ج) من الباب الأول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية في التاريخ التالي :

..... التوقيع ..

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان ..

..... التاريخ ..

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تجديد صلاحية شهادة مارية المتعول لمدة تقل عن 5 سنوات في حال انتهاق أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الأول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الأول من الاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

التصديق عند استكمال المعاينة التجديدية وانطباق اللائحة 14(د) من الباب الأول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى اللائحة 14(د) من الباب الأول من الاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تجديد صلاحية الشهادة الى ان تبلغ السفينة ميناء المعاينة او لفترة سماح في حالة انتهاق أحكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) من الباب الأول للاتفاقية

تعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى أحكام اللائحة 14(هـ) او 14(و)⁽⁴⁾ من الباب الأول للاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... للحذف حسب الاقتضاء . (4)

معاينة دورية :
 التوقيع
 (توقيع الموظف المفوض)
 المكان
 التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة دورية :
 التوقيع
 (توقيع الموظف المفوض)
 المكان
 التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة دورية بمقتضى أحكام الائحة 14(ج) ٣' من الباب الاول من الاتفاقية
 نشهد بأنه لدى اجراء معاينة دورية لهذه السفينة بمقتضى أحكام الائحتين 9 و 14(ج) ٣' من
 الباب الاول للاتفاقية ، تبين أنها تمتثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع
 (توقيع الموظف المفوض)
 المكان
 التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة سنوية/دورية بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) ٣' من الباب الأول من الاتفاقية

نشهد بأنه لدى اجراء معاينة سنوية/دورية (٤) لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحتين 8 و14(ج) ٣' من الباب الأول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ..

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق المعاينات الدورية المتعلقة بالمنشآتاللascلكية المشار إليها في الفقرتين 6-2و2-7 من هذه الشهادة

نشهد بأنه لدى اجراء معاينة لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 9 من الباب الأول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

معاينة دورية :

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

معاينة دورية :

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

للحذف حسب الاقتضاء .

(4)

القرار المعاينات السنوية والدورية المتعلقة بأجهزة
الإنقاذ والمعدات الأخرى المشار إليها في الفقرات 3-2
و 4-2 و 5-2 و 8-2 و 9 من هذه الشهادة

تشهد بأنه لدى اجراء معاينة لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 8 من الباب الأول لاتفاقية ، تبين أنها تتمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع معاينة سنوية :
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية/دورية (4) :
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية/دورية (4) :
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية :
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

(4) للحذف حسب الاقتضاء .

تشهد بأنه لدى اجراء معاينة مستوى/بينية (١٩) لهذه السفينة بمقتضى أحكام الائحتين 10 و14(ج) من الباب الاول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

اقرارات عمليات التفتيش على قاع السفينة من الخارج (٦)

تشهد بأنه لدى اجراء تفتيش على السفينة بمقتضى أحكام الائحة 10 من الباب الاول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التفتيش الاول :

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التفتيش الثاني :

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

..... للحذف حسب الاقتضاء . (4)

..... يجوز اشتراط عمليات تفتيش إضافية . (6)

تصديق المعاينات السنوية والبيانية المتعلقة بالهيكل والآلات
والمعدات المشار إليها في الفقرة ١-٢ من هذه الشهادة

نشهد بأنه لدى اجراء معاينة لهذه السفينة بمقتضى أحكام الائحة 10 من الباب- الاول للاتفاقية ، تبين أنها تتمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع معاينة سنوية :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية/بيانية (4) :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية/بيانية (4) :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

(4) للحذف حسب الاقتضاء .

- 8-2 أن السفينة تلبى متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بالمعدات الملاحية السفينة ، ووسائل صعود المرشدين ، والمطبوعات الملاحية ؛
- 9-2 أن السفينة قد زودت بالاضواء ، والاشكال ، ووسائل اطلاق الاشارات الصوتية ، واسارات الامتناع ، وفقاً لمتطلبات الاتفاقية واللوائح الدولية السارية لمنع التصادم في البحار ؛
- 10-2 أن السفينة تتماش ، من جميع الوجوه الأخرى ، مع المتطلبات ذات الصلة في الاتفاقية .
- 3 أن السفينة تعمل وفقاً للائحة 1-1-1-26 من الباب الثالث ضمن حدود منطقة العمل
- 4 أن شهادة اعفاء قد صاحت/لم تمنح (4) .
- هذه الشهادة صالحة حتى (5) ، وذلك رهنها بالمعايير السنوية والبيئية الدورية وعمليات التفتيش على قاع السفينة من الخارج وفقاً لاحكام اللوائح 8 و 9 و 10 من الباب الأول للاتفاقية .
- صدرت في
(مكان الاصدار)
- (توقيع المسؤول المفوض باصدار الشهادة) (تاريخ الاصدار)
- (شعار أو خاتم الهيئة المصدرة للشهادة ، حسب مقتضى الحال)
- (4) للحذف حسب الاقتضاء .
- (5) يدرج تاريخ انقضاض الشهادة كما حددها الادارة وفقاً للائحة 14(ج) من الباب الأول للاتفاقية . ويطابق اليوم والشهر من هذا التاريخ موعد الذكرى السنوية كما ورد تعيينها في اللائحة 2(ن) من الباب الأول للاتفاقية ، ما لم يعدل هذا الموعد وفقاً للائحة 14(ج) من الباب الأول .

نوع السفينة (٩)

ناقلة زيت
ناقلة كيماويات
ناقلة غاز
سفينة بضائع غير الانواع المدرجة أعلاه

تاريخ صد صالب السفينة أو بلوغها مرحلة مماثلة
من البناء ، أو ، حيثما ينطبق ، تاريخ بدء العمل في
تحويل أو تغيير أو تعديل رئيسي

شهد :

1 أن السفينة قد تمت معاييرتها وفقاً لمتطلبات اللوائح 8 و 9 و 10 من الباب الأول للاتفاقية .

2 أنه تبين من المعاينة :

1-2 أن حالة الهيكل والآلات والمعدات وفقاً لتعريفها في اللائحة 10 من الباب الأول كانت مرضية ، وأن السفينة تتماش مع المتطلبات ذات الصلة من الباب الثاني-1 والباب الثاني-2 من الاتفاقية (غير المتطلبات المتعلقة بنظم وأجهزة السلامة الحرائقية وخطط مكافحة الحرائق) ،

2-2 أن عمليتي التفتيش الأخيرتين على قاع السفينة من الخارج قد نفذتا في
..... وفي
(التاريخان)

3-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بأنظمة وأجهزة السلامة الحرائقية وخطط مكافحة الحرائق ،

4-2 أن أجهزة ومعدات الإنقاذ في قوارب وأطوااف النجاة ، وزوارق الإنقاذ قد وفرت وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ،

5-2 أن السفينة زودت بأجهزة قذف الحبال والمنشآت اللاسلكية المستخدمة في أجهزة الإنقاذ وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ،

6-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بالمنشآت اللاسلكية ،

7-2 أن المنشآت اللاسلكية المستخدمة في أجهزة الإنقاذ تعمل وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ،

نموذج شهادة السلامة لسفن البضائع

شهادة السلامة لسفينة البضائع

تستكمل هذه الشهادة بسجل للمعدات (النموذج C)

(الدولة)

(الشعار الرسمي)

صادرة بموجب أحكام الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974 ، في صيغتها المدققة
ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها ،

ويتخوّل من حكومة

(اسم الدولة)

من قبل

(الشخص أو المنظمة المفوضان)

تفاصيل السفينة (1)

اسم السفينة.....
الرقم المميز أو الاحرف المميزة
مهناء التسجيل
الحمولة الإجمالية
الحمولة الساكنة للسفينة (بالاطنان المترية) (2)
طول السفينة (اللائحة 3-10 من الباب الثالث)
المناطق البحرية التي أجازت للسفينة العمل فيها (اللائحة 2 من الباب الرابع)	(3)
رقم المنظمة البحرية الدولية

(1) يمكن ، كبديل ، وضع تفاصيل السفينة بصورة أفقية ضمن إطار .

(2) لنقلات الزيت والكيماويات والغاز فقط .

(3) وفقاً للقرار (15) A.600 المعروف "خطة المنظمة البحرية الدولية بشأن رقم تعريف السفينة" ، فإنه يجب إدراج هذه المعلومات بصورة ملوعية .

السفن المهنية قبل 1 شباط/فبراير 1995 والتي لا تمثل الى جميع المتطلبات ذات الصلة من
باب الرابع لاتفاقية في صيغتها المنشورة عام 1988 (3)

4-1 بالنسبة للسفن المطلوب تجهيزها بالمعدات التلفرافية اللاسلكية بمقتضى الاتفاقية
السارية قبل 1 شباط/فبراير 1992 .

المعلم	المطلوب حسب اللوائح	
.....	عدد ساعات التنشت لكل عامل
.....	عدد العمال
.....	هل هناك ذيير أو توماتيكى
.....	هل هناك منشأة رئيسية
.....	هل هناك منشأة احتياطية
.....	هل أجهزة الارسال الرئيسية
.....	والاحتياطية متصلة أم متصلة كهربائيا

2-4 بالنسبة للسفن المطلوب تجهيزها بالمعدات الهاتفية اللاسلكية بمقتضى الاتفاقية
السارية قبل 1 شباط/فبراير 1992 .

المعلم	المطلوب حسب اللوائح	
.....	عدد ساعات التنشت
.....	عدد العمال

تشهد بأن هذا السجل صحيح من جميع الجواب

صدر في

(مكان اصدار السجل)

.....
(توقيع المسؤول المخول أصولاً باصدار السجل)

.....
(تاريخ الاصدار)

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة عن اصدار السجل ،
حسب مقتضى الحال)

3) لازم لادراج هذا القسم في السجل المرفق بالشهادات الصادرة بعد 1 شباط/فبراير 1999 .

معلومات متعلقة عن المراافق اللاسلكية (تمكّنة)

المتوافق معه	الهدف
.....	مستقبل نافتكس مستقبل النداء الجماعي المعزز مستقبل تلفزيوني لاسلكي للطبع المباشر على التردد العالي
.....	منارة لاسلكية توابعية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ
.....	نظام البحث والإنقاذ بواسطة التتبع إشارات
.....	منارة لاسلكية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ على التردد العالي جداً
.....	مرسل صغير راداري سفلي
.....	مستabil خلامة تردد الاستغاثة الهاتفية (1) اللاسلكية على 2182 كيلوهرتز
.....	نبطة إطلاق إشارة الإنذار الهاتفية اللاسلكية على التردد
.....	(2) 2182 كيلوهرتز

الوسائل المستخدمة لضمان توافر المراافق اللاسلكية (اللائحتان 15-6 و 15-7 من الباب الثالث) 3

.....	ثنية المعدات	1-3
.....	الصيانة الشاطئية	2-3
.....	قدرات الصيانة البحرية	3-3

(1) لازم لدراج هذا الجهاز في السجل المرفق بالشهادات الصادرة بعد 1 شباط/فبراير 1999 ، الا اذا حددت لجنة السلامة البحرية تاريخا آخر لذلك .

(2) لازم لدراج هذا الجهاز في السجل المرفق بالشهادات الصادرة بعد 1 شباط/فبراير 1999 .

**سجل المعدات التابع لشهادة أجهزة السلامة اللاسلكية
في سفينة بضائع (النموذج R)**

يرفق هذا السجل على الدوام بشهادة أجهزة
السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع

سجل المعدات للمرافق اللاسلكية من أجل الامتثال إلى
الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974 ،
في صيغتها الملحقة ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها

تفاصيل السفينة

1

اسم السفينة
الرقم أو الحروف المميزة
العدد الأدنى للأشخاص المؤهلين لتشغيل المنشآت اللاسلكية

معلومات مفصلة عن المرافق اللاسلكية

2

المتوافق مع	الهند
.....	1 نظم أساسية
.....	1-1 منشأة لاسلكية ذات تردد عال جداً :
.....	1-1-1 جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي
.....	2-1-1 مستقبل خمارة النداء الانتقائي الرقمي
.....	3-1-1 جهاز هاتفي لاسلكي
.....	2-1 منشأة لاسلكية ذات تردد متوسط :
.....	1-2-1 جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي
.....	2-2-1 مستقبل خمارة النداء الانتقائي الرقمي
.....	3-2-1 جهاز هاتفي لاسلكي
.....	3-1 منشأة لاسلكية ذات تردد متوسط/تردد عال :
.....	1-3-1 جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي
.....	2-3-1 مستقبل خمارة النداء الانتقائي الرقمي
.....	3-3-1 جهاز هاتفي لاسلكي
.....	4-3-1 جهاز تلفراقي لاسلكي للطبع المباشر
.....	4-1 محطة أرضية سفينية تابعة لأنمارسات
.....	2 وسائل إنذار ثانوية
.....	3 مرافق استقبال معلومات السلامة البحرية

تصديق تجديد صلاحية الشهادة الى ان تبلغ السفينة صيناء المعاينة او فترة سماح في حالة انتهاق
احكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) من الباب الاول للاتفاقية

تعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى احكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) ⁽³⁾ من الباب الاول للاتفاقية ، صالحة
حتى

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان
..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تقديم موعد الذكرى السنوية في حالة انتهاق اللائحة 14(ج) من الباب الاول

وفقاً لاحكام اللائحة 14(ج) من الباب الاول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية ، في
التاريخ التالي :

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان
..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

وفقاً لاحكام اللائحة 14(ج) من الباب الاول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية في
التاريخ التالي :

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان
..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة دورية بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) '3' من الباب الأول من الاتفاقية

نشهد بذلك لدى إجراء معاينة دورية لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج)'3' من الباب الأول للاتفاقية ، تهون أنها تمثل إلى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

.....
التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

.....
المكان

.....
التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تمديد صلاحية الشهادة إذا كانت سارية المفعول لمدة تقل عن 5 سنوات في حالة انطباق أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الأول

تمثل السفينة إلى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الأول من الاتفاقية ، صالحة حتى

.....
التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

.....
المكان

.....
التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

التصديق عند استكمال المعاينة التجديدية وانطباق اللائحة 14(د) من الباب الأول

تمثل السفينة إلى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى اللائحة 14(د) من الباب الأول من الاتفاقية ، صالحة حتى

.....
التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

.....
المكان

.....
التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق المعاينات الدورية

نشهد بأدله لدى اجراء معاينة لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 9 من الباب الأول للاتفاقية ، تبين أنها تتمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

معاينة دورية :

..... التوقيع
 (توقيع الموظف المفوض)

المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة دورية :

..... التوقيع
 (توقيع الموظف المفوض)

المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة دورية :

..... التوقيع
 (توقيع الموظف المفوض)

المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة دورية :

..... التوقيع
 (توقيع الموظف المفوض)

المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

نشهود :

1 أن السفينة قد تمت معاييرتها وفقاً لمتطلبات اللائحة 9 من الباب الأول للاتفاقية .

2 أنه تبين من المعاينة :

1-2 أن السفينة تمثل إلى متطلبات الاتفاقية بالنسبة للمنشآت اللاسلكية ،

2-2 وأن المنشآت اللاسلكية المستخدمة في أجهزة الإنقاذ تعمل وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ،

3 أن شهادة اعفاء قد صنحت/لم تمنح (3) .

هذه الشهادة صالحة حتى ، وذلك رهنها
بالمعاينات السنوية والدورية وفقاً لاحكام اللائحة 8 من الباب الأول للاتفاقية .

صدرت في

(مكان الاصدار)

(تاريخ الاصدار)

(توقيع المسؤول المفوض باصدار الشهادة)

(شعار أو خاتم الهيئة المصدرة للشهادة ،
حسب الاقتضاء)

(3) للحذف حسب الاقتضاء .

(4) يدرج تاريخ انقضاء الشهادة كما حددته الادارة وفقاً للائحة 14(ج) من الباب الأول للاتفاقية . ويطابق اليوم والشهر من هذا التاريخ موعد الذكرى السنوية كما ورد تعريفها في اللائحة 2(ن) من الباب الأول للاتفاقية ، ما لم يعدل هذا الموعد وفقاً للائحة 14(ج) من الباب الأول .

نموذج شهادة أجهزة السلامة اللاسلكية
لسفينة بضائع

شهادة أجهزة السلامة اللاسلكية
لسفينة بضائع

تستكمل هذه الشهادة بسجل لمعدات المراقب اللاسلكية
(النموذج R)

(الدولة)

(الشعار الرسمي)

صادرة بموجب أحكام الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974 ، في صيغتها المدقّحة
ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها ،

وبتخويل من حكومة

(اسم الدولة)

من قبل

(الشخص أو المنظمة المفوضان)

تفاصيل السفينة (1)

اسم السفينة.....
الرقم المميز أو الأحرف المميزة
مهناء التسجيل
الحمولة الإجمالية
المناطق البحرية التي أجازت للسفينة العمل فيها (اللائحة 2 من الباب الرابع)
رقم المنظمة البحرية الدولية (2)

تاريخ مذ صالح السفينة أو بلوغها مرحلة معاشرة
من البناء ، أو ، حيثما ينطبق ، تاريخ بدء العمل في
تحويل أو تغيير أو تديل رئيسي

(1) يمكن ، كبديل ، وضع تفاصيل السفينة بصورة أقلية ضمن إطار .

(2) وفقاً للقرار (15) A.600 المعروف "خطة المنظمة البحرية الدولية بشأن رقم تعريف السفينة" ،
فياده يجوز إدراج هذه المعلومات بصورة طوعية .

3 السفن المدنية قبل 1 شباط/فبراير 1992 والتي لا تتمثل كلها لمتطلبات ذات الصلة من
الباب الثالث للاتفاقية في صيغتها المدققة عام 1988⁽²⁾

المتوافق فعلًا	
.....	منشأة تلغرافية لاسلكية لقوارب النجاة
.....	جهاز لاسلكي نقال في مراكب الخلاص منارة لاسلكية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ في مراكب الخلاص (121,5 ميغاهرتز و 243,0 ميغاهرتز)
.....	جهاز هاتفي لاسلكي للاتصال المتبادل
.....	

نشهد بأن هذا السجل صحيح من جميع الجوانب

صدر في

(مكان اصدار السجل)

.....
(تاريخ الاصدار)

.....
(توقيع المسؤول المفوض أصولاً باصدار السجل)

.....
(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة عن اصدار السجل ،
حسب مقتضى الحال)

(2) لازم لادراج هذا القسم في السجل المرفق بالشهادات الممنوحة بعد 1 شباط/فبراير 1995 .

.....	3 عدد قوارب النجاة بمحرك (مدرجة في العدد الاجمالي لقوارب النجاة الوارد أعلاه)
.....	1-3 عدد قوارب النجاة المزودة بانوار كاشفة
.....	4 عدد زوارق الانقاد 1-4 عدد الزوارق المدرجة في العدد الاجمالي لقوارب النجاة الوارد أعلاه
.....	5 أطوااف النجاة 1-5 أطوااف النجاة التي تتطلب أجهزة انزال معتمدة
.....	1-1-5 عدد أطوااف النجاة 2-1-5 عدد الأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم أطوااف النجاة هذه
.....	2-5 أطوااف النجاة التي لا تتطلب أجهزة انزال معتمدة 1-2-5 عدد أطوااف النجاة 2-2-5 عدد الأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم أطوااف النجاة هذه
.....	3-5 عدد أطوااف النجاة التي تقتضيها اللائحة 26-1-4 من الباب الثالث
.....	6 عدد عوامات النجاة
.....	7 عدد صدر النجاة
.....	8 بدلات الغطس 1-8 العدد الاجمالي 2-8 عدد البدلات التي تمثل الى المتطلبات الخاصة بصدر النجاة
.....	9 عدد الدثير الحراري (1)
.....	10 المنشآت اللاسلكية المستخدمة في معدات الانقاد 1-10 عدد المرسلات المحببة الرادارية 2-10 عدد أجهزة الهاتف اللاسلكي للاتصال المتبادل ذات التردد العالي جداً

(1) باستثناء الدثير التي تتطلبه المواقع 38-5-1-24 و 41-8-31 و 47-2-2-13 من الباب الثالث.

سجل المعدات التابع لشهادة معدات السلامة في سفينة
بضائع (الموج E)

يرفق هذا السجل على الدوام بشهادة معدات
السلامة في سفينة بضائع

سجل المعدات من أجل الامتثال إلى الإضالية الدولية
لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974 ، في صيغتها
المنقحة عام 1988

تفاصيل السفينة

1

اسم السفينة
الرقم أو الحروف المميزة

معلومات مفصلة عن معدات الإنقاذ

2

1 العدد الإجمالي للأشخاص الذين
متوفرون لهم معدات الإنقاذ

على الميمنة	على الميسرة	
.....	2 العدد الإجمالي لقوارب النجاة 1-2 العدد الإجمالي للأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم هذه القوارب
.....	2-2 عدد القوارب المحوطة جزئياً وذاتية التقويم (اللائحة 43 من الباب الثالث)
.....	3-2 عدد قوارب النجاة المحوطة بالكامل (اللائحة 44 من الباب الثالث)
.....	4-2 عدد قوارب النجاة المجهزة بشبكة ذاتية للتغذية الهوائية (اللائحة 45 من الباب الثالث)
.....	5-2 عدد قوارب النجاة المحمية من الحرائق (اللائحة 46 من الباب الثالث) قوارب نجاة أخرى
.....	6-2 العدد 1-6-2 النوع 2-6-2
.....	7-2 عدد قوارب النجاة ذات السقوط الحر 1-7-2 المحوطة بالكامل (اللائحة 44 من الباب الثالث) المجهزة بشبكة ذاتية للتغذية الهوائية (اللائحة 45 من الباب الثالث) المحمية من الحرائق (اللائحة 46 من الباب الثالث)

تصديق تقديم موعد الذكرى السنوية في حالة انطباق اللائحة 14(ج) من الباب الأول

وفقاً لاحكام اللائحة 14(ج) من الباب الاول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية في التاريخ التالي :

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

وفقاً لاحكام اللائحة 14(ج) من الباب الاول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية في التاريخ التالي :

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

التصديق عند استكمال المعاينة التجديدية وانطباق اللائحة 14(د) من الباب الاول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى
اللائحة 14(د) من الباب الاول من الاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تجديد صلاحية الشهادة الى ان تبلغ السفينة ميناء المعاينة او لفترة سماح في حالة انطباق
أحكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) من الباب الاول للاتفاقية

تعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى أحكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) (4) من الباب الاول للاتفاقية ، صالحة
حتى

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... (4) للحذف حسب الاقتضاء .

معاينة سنوية/دورية بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) ٣' من الباب الأول للاتفاقية

نشهد بهذه لدى اجراء معاينة سنوية/دورية (4) لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) ٣' من الباب الأول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تمديد صلاحية شهادة سارية المفعول لمدة تقل عن 5 سنوات في حال انتهاك أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الأول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الاول من الاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق المعاينات السنوية والدورية

نشهد بأنه لدى اجراء معاينة لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 10 من الباب الأول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع معاينة سنوية :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان
 التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية/دورية (4) :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان
 التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية/دورية (4) :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان
 التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التوقيع معاينة سنوية :
 (توقيع الموظف المفوض)

..... المكان
 التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

(4) للحذف حسب الاقتضاء .

تمهيد :

- 1 أن السفينة قد تمت معاييرتها وفقاً لمتطلبات اللائحة 8 من الباب الاول لاتفاقية .
- 2 أنه تبين من المعاينة :
- 1-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بنظم وأجهزة السلامة الحرائقية وخطط مكافحة الحرائق ؟
- 2-2 أن أجهزة الإنقاذ ومعدات قوارب وأطواط الجماجم وزوارق الإنقاذ قد وفرت وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ؟
- 3-2 أن السفينة قد زودت بأجهزة قذف الحبال والمنشآت اللاسلكية المستخدمة في أجهزة الإنقاذ وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ؟
- 4-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بالمعدات الملاحية السفينية ، ووسائل صعود المرشدين ، والمطبوعات الملاحية ؟
- 5-2 أن السفينة قد زودت بالاضواء ، والاشكال ، ووسائل اطلاق الاشارات الصوتية ، واشارات الاستغاثة ، وفقاً لمتطلبات الاتفاقية واللوائح الدولية السارية لمنع التصادم في البحار ؟
- 6-2 أن السفينة تتماشى ، من جميع الوجوه الأخرى ، مع المتطلبات ذات الصلة في الاتفاقية .

- 3 أن السفينة تعمل وفقاً للائحة 1-1-1-26 من الباب الثالث ضمن حدود منطقة العمل

4 أن شهادة اعفاء قد منحت/لم تمنح (4) .

هذه الشهادة صالحة حتى ، وذلك رهنها بالمعاينات السنوية والدورية وفقاً لاحكام اللائحة 8 من الباب الاول لاتفاقية .

صدرت في
(مكان الاصدار)

.....
(توقيع المسؤول المفوض باصدار الشهادة) (تاريخ الاصدار)

(شعار أو خاتم الهيئة المصدرة للشهادة ،

حسب الاقتضاء)

(4) للحذف حسب الاقتضاء .
(5) يدرج تاريخ انقضاء الشهادة كما حددها الادارة وفقاً للائحة 14(د) من الباب الأول لاتفاقية . ويطابق اليوم والشهر من هذا التاريخ موعد الذكرى السنوية كما ورد تعريفها في اللائحة 2(ن) من الباب الاول لاتفاقية ، ما لم يعدل هذا الموعد وفقاً للائحة 14(ج) من الباب الاول .

نموذج شهادة معدات السلامة لسفن البضائع

شهادة معدات السلامة لسفينة بضائع

تستكمل هذه الشهادة بسجل المعدات (النموذج E)

(الدولة)

(الشعار الرسمي)

صادرة بموجب أحكام الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974 ، في صيغتها المنقحة
ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها ،

وبتخويل من حكومة

(اسم الدولة)

من قبل

(الشخص أو المنظمة المفوضان)

تفاصيل السفينة (1)

.....	اسم السفينة.....
.....	الرقم المميز أو الاحرف المميزة
.....	ميناء التسجيل
.....	الحمولة الاجمالية
(2).....	الحمولة الساكنة للسفينة (بالاطنان المترية)
.....	طول السفينة (اللائحة 3-10 من الباب الثالث)
.....	رقم المنظمة البحرية الدولية (3)

نوع السفينة (4)

ناقلة زيت
ناقلة كيماويات
ناقلة غاز
سفينة بضائع غير الانواع المدرجة أعلاه

.....	تاريخ مد صالب السفينة أو بلوغها مرحلة صافية من البناء ، أو ، حيثما ينطبق ، تاريخ بدء العمل في تحويل أو تغيير أو تعديل رئيسي
-------	---

(1) يمكن ، كبديل ، وضع تفاصيل السفينة بصورة افقية ضمن اطر .

.

(2) ناقلات الزيت والكيماويات والغاز فقط .

(3) وفقاً للقرار (15) A.600 المعروف "خطة المنظمة البحرية الدولية بشأن رقم تعريف السفينة" ، فإنه يجوز إدراج هذه المعلومات بصورة طوعية .

تصديق تجديد صلاحية الشهادة الى ان تبلغ السفينة ميناء المعاينة او لفترة سماح في حالة انتهاك احكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) من الباب الاول للاتفاقية

تعتبر هذه الشهادة ، بما تتضمنه احكام اللائحة 14(هـ) او 14(و) من الباب الاول للاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسئولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تقديم موعد الذكرى السنوية في حالة انتهاك اللائحة 14(جـ) من الباب الاول

وفقاً لاحكام اللائحة 14(جـ) من الباب الاول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية في التاريخ التالي :

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسئولة ، حسب مقتضى الحال)

وفقاً لاحكام اللائحة 14(جـ) من الباب الاول للاتفاقية ، يحل الموعد الجديد للذكرى السنوية في التاريخ التالي :

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسئولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق تجديد صلاحية الشهادة سارية المفعول لمدة تقل عن 5 سنوات في حال انتهاق
اللائحة 14(ج) من الباب الاول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى
أحكام اللائحة 14(ج) من الباب الاول من الاتفاقية ، صالحة حتى

.....
التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

.....
المكان ..
.....
التاريخ ..

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

التصديق عند استكمال المعاينة التجديدية وانتهاء اللائحة 14(د) من الباب الاول

تمثل السفينة الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، بمقتضى
اللائحة 14(د) من الباب الاول من الاتفاقية ، صالحة حتى

.....
التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

.....
المكان ..
.....
التاريخ ..

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاييره سنوية/بينية بمقتضى اللائحة 14 (ج) ٣' من الباب الاول من الاتفاقية

نشهد بأنه لدى اجراء معاينة سنوية/بینية (4) لهذه السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 14(ج) ٣' من الباب الاول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التوقيع

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

تصديق عمليات التفتيش على قاع السفينة من الخارج (6)

نشهد بأنه لدى اجراء تفتيش على السفينة بمقتضى أحكام اللائحة 10 من الباب الاول للاتفاقية ، تبين أنها تمثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

..... التفتيش الاول :

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

..... التفتيش الثاني :

(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

(4) للحذف حسب الاقتضاء .

(6) يجوز اشتراط عمليات تفتيش اضافية .

تصديق المعاينات السنوية والبيئية

تشهد بأنه لدى اجراء معاينة لهذه السفينة يمتنع أحکام اللائحة 10 من الباب الاول لاتفاقية ، تبين أنها تمتثل الى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية .

معاينة سنوية :

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة سنوية/بيئية (4) :

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة سنوية/بيئية (4) :

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

معاينة سنوية :

..... التوقيع
(توقيع الموظف المفوض)

..... المكان

..... التاريخ

(شعار او خاتم السلطة المسؤولة ، حسب مقتضى الحال)

(4) للحذف حسب الاقتضاء .

نوع السفينة (٤)

ناقلة زيت
ناقلة كيميائيات
ناقلة غاز
سفينة بضائع غير الانواع المدرجة أعلاه

تاريخ من صالح السفينة أو بلوغها مرحلة مماثلة
من البناء ، أو ، حيثما ينطبق ، تاريخ بدء العمل في
تحويل أو تغيير أو تعديل رئيسى

شهد :

1 أن السفينة قد تمت معاينتها وفقاً لمتطلبات اللائحة 10 من الباب الأول للاتفاقية .

2 وأنه تبين من المعاينة أن حالة الهيكل ، والآلات ، والمعدات ، وفقاً لتعريف اللائحة آفة
الذكر ، كانت مرضية وأن السفينة تتماشى مع المتطلبات المعنية للبابين الثاني-1 والثاني-2 من
الاتفاقية (بخلاف ما يتصل منها بنظم وأجهزة السلامة الحرائقية وخطط مكافحة الحرائق) .

3 وأن عمليتي التفتيش الأخيرتين على قاع السفينة من الخارج قد نفذتا في
..... وفي
(التاريخان)

4 وأن شهادة اعفاء قد منحت/لم تمنح (٤) .

تظل هذه الشهادة سارية المفعول حتى (٥) رهنا بالمعاينات
السنوية والبيانية وعمليات تفتيش قاع السفينة من الخارج تمشياً مع اللائحة 10 من الباب الأول
للاتفاقية .

صدرت في
(مكان الاصدار)

.....
(توقيع المسؤول المفوض باصدار الشهادة) (تاريخ الاصدار)

(شعار أو خاتم الهيئة المصدرة للشهادة ،
حسب مقتضى الحال)

(4) للحذف حسب الاقتضاء .
(5) يدرج تاريخ انقضاء الشهادة كما حددها الادارة وفقاً للائحة 14(١) من الباب الأول للاتفاقية .
ويطابق اليوم والشهر من هذا التاريخ موعد الذكرى السنوية كما ورد تعريفها في اللائحة
2(ن) من الباب الأول للاتفاقية ، ما لم يعدل هذا الموعد وفقاً للائحة 14(ج) من الباب الأول .

نموذج شهادة انشاءات السلامة لسفينة البضائع

شهادة انشاءات السلامة لسفينة بضائع

(الدولة)

(الشعار الرسمي)

صادرة بموجب أحكام الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974 ، في صيغتها المنقحة
ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها ،

وبتخويل من حكومة

(اسم الدولة)

من قبل

(الشخص أو المنظمة المفوضان)

تفاصيل السفينة (1)

.....
.....	الرقم المميز أو الأحرف المميزة
.....	ميناء التسجيل
.....	الحمولة الإجمالية
.....	الحمولة الساكنة للسفينة (بالاطنان المترية) (2)
.....	رقم المنظمة البحرية الدولية (3)

(1) يمكن ، كبديل ، وضع تفاصيل السفينة بصورة لفظية ضمن إطار .

(2) لنقلات الزيت والكيماويات والغاز فقط .

(3) وفقاً للقرار (15) A.600 المعروف "خطة المنظمة البحرية الدولية بشأن رقم تعريف السفينة" ، فإنه يجوز إدراج هذه المعلومات بصورة ملوعية .

المطرق المستخدمة لضمان توافر المرافق اللاسلكية (اللائحةان 15-6 و 15-7 من الباب الرابع)

- 1-4 تشغيل المعدات
- 2-4 الصيانة الشاطئية
- 3-4 قدرات الصيانة البحرية

السفن المبنية قبل 1 شباط/فبراير 1995 والتي لا تتمثل إلى جميع المتطلبات ذات الصلة من الباب الرابع للاتفاقية في صيغتها المنقحة في عام 1988 (4)

5

الفعلي	المطلوب حسب اللوائح	
.....	عدد ساعات التنشت لكل عامل
.....	عدد العمال
.....	هل هناك نذير أوتوماتيكي
.....	هل هناك منشأة رئيسية
.....	هل هناك منشأة احتياطية
.....	هل اجهزة الارسال الرئيسية والاحتياطية متصلة أم متصلة كهربائياً

السفن المبنية قبل 1 شباط/فبراير 1992 والتي لا تتمثل تماماً إلى المتطلبات ذات الصلة من الباب الثالث للاتفاقية في صيغتها المنقحة عام 1988 (5)

6

الفعلي	
.....	منشأة تلغرافية هاتفيّة لقارب النجاة
.....	جهاز لاسلكيّ نقال لمركب الخلاص
.....	منارة لاسلكية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ في مركب
.....	الخلاص (121,5 ميغاهرتز و 243,0 ميغاهرتز)
.....	جهاز هاتفي لاسلكي للاتصال المتبدّل

نشهد بأن هذا السجل صحيح من جميع الجوانب

صدر في

(مکان اصدار السجل)

..... (توقيع المسؤول المخول أصولاً باصدار السجل)

..... (تاريخ الاصدار)

(شعار أو خاتم السلطة المسؤولة عن اصدار السجل ،
حسب مقتضى الحال)

(4) لاحاجة إلى إدراج هذا القسم في السجل المرفق بالشهادات الصادرة بعد 1 شباط/فبراير 1999.
(5) لاحاجة إلى إدراج هذا القسم في السجل المرفق بالشهادات الصادرة بعد 1 شباط/فبراير 1995.

معلومات مفصلة عن المراقبة اللاسلكية

3

المتوافرة حالياً	البند
	نظم أساسية
.....	1-1 منشأة لاسلكية ذات تردد عال جداً
.....	جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي
.....	مستقبل خمارة النداء الانتقائي الرقمي
.....	جهاز هاتفي لاسلكي
.....	2-1 منشأة لاسلكية ذات تردد متوسط
.....	جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي
.....	مستقبل خمارة النداء الانتقائي الرقمي
.....	جهاز هاتفي لاسلكي
.....	3-1 منشأة لاسلكية ذات تردد متوسط / تردد عال
.....	جهاز ترميز للنداء الانتقائي الرقمي
.....	مستقبل خمارة النداء الانتقائي الرقمي
.....	جهاز هاتفي لاسلكي
.....	جهاز تلغرافي لاسلكي للطبع المباشر
.....	4-1 محطة أرضية سفينة تابعة للمنظمة الدولية للتowing البحري (انمارسات)
	وسائل الإنذار الثانوية
.....	3 مرافق استقبال معلومات السلامة البحرية
.....	1-3 جهاز استقبال نافتكس
.....	2-3 جهاز استقبال النداء الجماعي المعزز
.....	3-3 جهاز استقبال تلغرافي لاسلكي للطبع المباشر على التردد العالي
.....	4 . منارة لاسلكية توابعية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ
.....	1-4 نظام البحث والإنقاذ بواسطة التتبع انمارسات
.....	5 منارة لاسلكية لتحديد الموقع في حالات الطوارئ على التردد العالي جداً
.....	6 مرسل مجيب راداري سفيني
.....	7 مستقبل خمارة تردد الاستغاثة الهاتفي اللاسلكي على التردد 2182 كيلوهيرتز (2)
.....	8 نبيطة لإطلاق إشارة الإنذار الهاتفية اللاسلكية على التردد 2182 كيلوهيرتز (3)

(2) لالزوم لادراج هذا البند في السجل المرفق بالشهادات الممنوحة بعد 1 شباط/فبراير 1999 ، إلا إذا حددت لجنة حماية البيئة البحرية تاريخا آخر لذلك .

(3) لالزوم لادراج هذا البند في السجل المرفق بالشهادات بعد 1 شباط/فبراير 1999 .

.....	3 عدد قوارب النجاة بمحرك (مدرجة في مجموع قوارب النجاة الوارد أعلاه)
.....	1-3 عدد قوارب النجاة المزودة بأنوار كاشفة
.....	4 عدد زوارق الإنقاذ
.....	1-4 عدد الزوارق المدرجة في مجموع قوارب النجاة الوارد أعلاه
.....	5 أطوااف النجاة
.....	1-5 أطوااف النجاة التي تتطلب أجهزة انزال معتمدة
.....	1-1-5 عدد أطوااف النجاة
.....	2-1-5 عدد الأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم أطوااف النجاة هذه
.....	2-5 أطوااف النجاة التي لا تتطلب أجهزة انزال معتمدة
.....	1-2-5 عدد أطوااف النجاة
.....	2-2-5 عدد الأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم أطوااف النجاة هذه
.....	6 أجهزة طوافة
.....	1-6 عدد الأجهزة
.....	2-6 عدد الأشخاص الذين تستطيع هذه الأجهزة استئصال
.....	7 عدد عوامات النجاة
.....	8 عدد صدر النجاة
.....	9 بدلات الغطس
.....	1-9 العدد الإجمالي
.....	2-9 عدد البدلات التي تمثل إلى متطلبات بدلات الغطس
.....	10 عدد الدثار الحرارية (1)
.....	11 المنشآت اللاسلكية المستخدمة في أجهزة الإنقاذ
.....	1-11 عدد المرسلات الموجية الرادارية
.....	2-11 عدد أجهزة الهاتف اللاسلكي للاتصال المتتبادل ذات التردد العالي جداً

(1) باستثناء الدثار التي تتطلبها اللوائح 38-5-1-24 و 41-8-31 و 47-2-13 من الباب الثالث.

سجل المعدات لشهادة سلامة سفينة ركاب (النموذج P)

يرفق هذا السجل على الدوام بشهادة

سلامة سفينة ركاب

سجل المعدات من أجل الامتثال إلى الاتفاقية الدولية
لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974 ، في صيغتها
الملتحقة ببروتوكول عام 1988 المتعلق بها

تفاصيل السفينة

1

اسم السفينة
 الرقم أو الحروف المميزة
 عدد الركاب المرخص بنقلهم
 العدد الأدنى للأشخاص المؤهلين لتشغيل المنشآت اللاسلكية

معلومات مفصلة عن معدات الإنقاذ

2

1 العدد الإجمالي للأشخاص الذين
توافر لهم معدات الإنقاذ

على الميمنة	على الميسرة	
.....	2 العدد الإجمالي لقوارب النجاة
.....	1-2 العدد الإجمالي للأشخاص الذين يمكن أن تستوعبهم هذه القوارب
.....	2-2 عدد قوارب النجاة المحوطة جزئياً (اللائحة 42 من الباب الثالث)
.....	3-2 عدد قوارب النجاة المحوطة جزئياً وذاتية التقويم (اللائحة 43 من الباب الثالث)
.....	4-2 عدد قوارب النجاة المحوطة بالكامل (اللائحة 44 من الباب الثالث)
.....	5-2 قوارب نجاة أخرى
.....	1-5-2 العدد
.....	2-5-2 النوع

تصديق تصدید صلاحية الشهادة إلى أن تبلغ السفينة ميناء المعاينة أو لفترة سماح في حال انتهاق
أحكام من اللائحة 14(هـ) أو (و) من الباب الأول

تعتبر هذه الشهادة صالحة حتى وذلك تهشيمًا مع
اللائحة 14(هـ) أو (و)⁽¹⁾ من الباب الأول للاتفاقية .

التوقيع :

(توقيع المسؤول المفوض)

المكان :

التاريخ :

(شعار أو خاتم الهيئة المصدرة للشهادة ،

حسب متضمن الحال)

(1) للحذف حسب الاقتضاء .

أن السفينة مزودة بالاضواء ، والاشكال ، ووسائل اطلاق الاشارات الصوتية واشارات الاستغاثة ، وفقاً لمتطلبات الاتفاقية واللوائح الدولية السارية لمنع التصادم في البحار

أن السفينة تتماش مع جميع الوجوه الأخرى ، مع المتطلبات ذات الصلة في الاتفاقية .

3 أن شهادة اعفاء قد منحت/لم تمنح (1)

..... هذه الشهادة صالحة حتى

..... صدرت في
(مكان الاصدار)

..... (توضيح المسؤول المفوض باصدار الشهادة) (تاريخ الاصدار)

..... (شعار أو خاتم الهيئة المصدرة للشهادة ،
حسب مقتضى الحال)

تصديق الشهادة عند استكمال المعاينة التجديدية وانطباق اللائحة 14(د) من الباب الاول

تمثل هذه السفينة إلى المتطلبات ذات الصلة من الاتفاقية ، وتعتبر هذه الشهادة ، وفقاً للائحة 14(د) من الباب الاول للاتفاقية ، صالحة حتى

..... التوقيع :

..... (توقيع المسؤول المفوض)

..... المكان :

..... التاريخ :

..... (شعار أو خاتم الهيئة المصدرة للشهادة ،
حسب مقتضى الحال)

(1) للحذف حسب الاقتضاء .

لشهادة:

1 أن السفينة قد تمت معاينتها وفقاً لاحكام ال附录 7 من الباب الاول للاتفاقية .

2 وأنه تبين من المعاينة :

1-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية بالنسبة لها يلي :

1- الهيكل ، والآلات الرئيسية والمساعدة ، والمراجل وأوعية الضغط الأخرى ؛

2- ترتيبات وتفاصيل التقسيمات الداخلية الكثيرة ؛

3- خطوط التحميل التالية للتقسيم الداخلي :

تطبق إذا كانت الأماكن المخصصة للركاب تشمل الأماكن البديلة التالية	أعائم السفينة	خطوط تحميل التقسيم الداخلي المحددة والموسومة على جانب السفينة عند منتصفها (الـ 13 من الباب الثاني-1)
.....	C.1
.....	C.2
.....	C.3

2-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بالوقاية الهيكلية من الحرائق ، ونظم وأجهزة السلامة الحرائقية ، وخطط مكافحة الحرائق ؛

3-2 أن أجهزة ومعدات الإنقاذ في قوارب وأطوااف النجاة ، وزوارق الإنقاذ قد وفرت وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ؛

4-2 أن السفينة زودت بأجهزة قذف الحبال والمنشآت اللاسلكية المستخدمة في أجهزة الإنقاذ وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ؛

5-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بالمنشآت اللاسلكية ؛

6-2 أن المنشآت اللاسلكية المستخدمة في أجهزة الإنقاذ تعمل وفقاً لمتطلبات الاتفاقية ؛

7-2 أن السفينة تلبي متطلبات الاتفاقية فيما يتعلق بالمعدات الملاحية السفينة ، ووسائل صعود المرشدين والمطبوعات الملاحية ؛

"نموذج شهادة سلامة سفن الركاب"

شهادة سلامة سفينة ركاب

تستكمل هذه الشهادة بسجل المعدات (النموذج P)

(الدولة)

(الشعار الرسمي)

دولية (1)
دولية قصيرة

لرحلة

صادرة بموجب أحكام الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974 ، في صيغتها المتموّحة
بروتوكول عام 1978 المتعلق بها

وبتخويل من حكومة

(اسم الدولة)

من قبل

(الشخص أو المنظمة المفوضان)

تفاصيل السفينة (2)

اسم السفينة
الرقم المميز أو الأحرف المميزة
ميناء التسجيل
الحمولة الإجمالية
المناطق البحرية التي أجاز للسفينة العمل فيها
(اللائحة 2/باب الرابع)
رقم المنظمة البحرية الدولية (3)

تاريخ صدور السفينة أو بلوغها مرحلة مماثلة
من البناء ، أو ، حيثما ينطبق ، تاريخ بدء العمل في
تحويل أو تغيير أو تعديل رئيسي

(1) للحذف حسب الاقتضاء .

(2) يمكن ، كبديل ، وضع تفاصيل السفينة بصورة أفقية ضمن اطر .

(3) وفقاً للقرار (15) A.600 المعروف "خطة المنظمة البحرية الدولية بشأن رقم تعريف
السفينة" ، فإنه يجوز إدراج هذه المعلومات بصورة طوعية .

(ب) تلبيس مثل هذه الشهادات ، إذا كانت صالحة ، ما لم تكن هناك أسباب جلية تدعو للاعتقاد بأن السفينة أو معداتها لا تتمشى إلى حد كبير مع تفاصيل أي من الشهادات أو أن السفينة ومعداتها لا تمثل لاحكام اللائحة [1] (أ) و (ب) .

(ج) وفي حالة الظروف المذكورة في الفقرة (ب) أو عند انتصاف مدة الشهادة أو فقدان صلاحيتها ، يتخذ الموظف القائم بالرقابة خطوات لضمان عدم ابحار السفينة إلا بعد ان تخدو قادرة على الخروج إلى البحر أو مغادرة الميناء للتوجه إلى حوض اصلاح مناسب دون تعرضها او الاشخاص الموجودين على ظهرها للخطر .

(د) وفي الحالات التي تؤدي فيها عملية الرقابة إلى التدخل بأية صورة ، فلار، على الموظف القائم بالرقابة ان يبلغ خطها قنصل الدولة التي يحق للسفينة رفع علمها ، او اقرب ممثل دبلوماسي لهذه الدولة في حال غياب القنصل ، بالظروف التي جعلت هذا التدخل ضرورياً . وبالإضافة إلى ذلك ، يتم ايضا اخطار خبراء المعاينة المعينين او المنظمات المعترف بها المسؤولين عن اصدار الشهادات . كما وتبلغ المنظمة بالواقع المتعلقة بالتدخل .

(هـ) على الهيئة المعنية لدولة الميناء ان تخطر سلطات ميناء التردد التالي ، بالإضافة الى الاطراف المذكورة في الفقرة (د) ، بجميع المعلومات ذات الصلة المتعلقة بالسفينة ، إذا لم تكن هذه الهيئة قادرة على اتخاذ الاجراءات المنصوص عليها في الفقرتين (ج) و(د) او اذا سمح للسفينة بمواصلة الابحار إلى ميناء التردد التالي .

(و) وعند ممارسة الرقابة بمقتضى هذه اللائحة تبذل كل الجهد الممكنة لتجنب اي حجز او تأخير لداعي له للسفينة . وإذا تم حجز السفينة او تأخيرها بصورة غير مسوقة ، فإنها تكتسب حق الحصول على تعويض عن آية خسارة او ضرر يلحقان بها .

* * *

المرفق

تغييرات واضافات على مرفق ملحق الاتفاقية الدولية

سلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974

يستعاض عن النماذج الحالية لشهادة سلامة سفينة ركاب ، وشهادة انشاءات السلامة في سفينة بضائع ، وشهادة معدات السلامة في سفينة بضائع ، وشهادة اجهزة السلامة التلفرافية اللاسلكية في سفينة بضائع ، وشهادة اجهزة السلامة الهاتفية اللاسلكية في سفينة بضائع ، وشهادة الاعفاء المدرجة في مرفق ملحق الاتفاقية بالنماذج التالية لشهادات وسجلات المعدات .

اقرب الاوقات نسخا من الشهادات التي كانت السفينة تحملها قبل تلك العملية ، ونسخا من تقارير المعاينات ذات الصلة إذا توافرت ، إن طلب منها ذلك في غضون ثلاثة اشهر من اتمام عملية النقل .

اللائحة 15

نماذج الشهادات

يستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"النماذج الشهادات وسجلات المعدات"

ويستعاض عن النص الحالي بما يلي :

التحرر الشهادات وسجلات المعدات بما يطابق النموذج الواردة في مرفق ملحق الاتفاقية الحالية . وإذا لم تكن اللغة المستخدمة هي الانكليزية أو الفرنسية فإن النص يجب أن يتضمن ترجمة إلى أحدي هاتين اللغتين .

اللائحة 16

عرض الشهادات

يستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"إتاحة الشهادات"

ويستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"يجب أن تكون الشهادات الصادرة بمتلقي اللائحتين 12 و 13 متاحة بسهولة على متى السفينة لفحصها في كل الأوقات ."

اللائحة 19

الرقابة

يستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"(٢) تخضع كل سفينة عند وجودها في ميناء حكومة متعاقدة أخرى للرقابة من قبل موظفين مخولين بهذا أصولاً من قبل هذه الحكومة وذلك حينما تكون الرقابة موجهة نحو التحقق من صلاحية الشهادات الصادرة عملا باللائحة 12 أو 13 .

(ن) وفي حالات خاصة تحددها الادارة ، فإنه لاحاجة لتأريخ الشهادة الجديدة اعتباراً من تاريخ انتهاء الشهادة الموجودة حسبما تتطلب المقررة (ب) ^{١٢} أو (هـ) أو (و) . وفي تلك الحالات تظل الشهادة الجديدة صالحة حتى :

١١' موعد لا يتجاوز 12 شهراً من تاريخ استكمال المعاينة التجديدية ، وذلك بالنسبة لسفينة ركاب ^١

١٢' موعد لا يتجاوز خمس سنوات من تاريخ استكمال المعاينة التجديدية ، وذلك بالنسبة لسفينة بضائع .

(ج) إذا استكملت المعاينة السنوية أو البيئية أو الدورية قبل الفترة المحددة في اللوائح المعنية ، فإنه :

١٣' يجب تعديل تاريخ الذكرى السنوية المبين على الشهادة المعنية وذلك بالتصديق ، وتسجيل موعد لا يتجاوز فترة ثلاثة أشهر من تاريخ استكمال المعاينة ^١

١٤' يجب استكمال المعاينة السنوية أو البيئية أو الدورية اللاحقة التي تتطلبها اللوائح المعنية حسب الفواصل الزمنية المحددة في تلك اللوائح وبالاستناد إلى التاريخ الجديد للذكرى السنوية ^١ ،

١٥' يجوز البقاء على تاريخ الاقتناء على حالة شريطة اجراء واحدة أو أكثر من المعاينات السنوية أو البيئية أو الدورية ، حسب الاقتناء ، وذلك على نحو يكفل عدم تجاوز الفواصل الزمنية القصوى بين المعاينات المنصوص عليها في اللوائح المعنية .

(ط) تفقد الشهادة الصادرة بمقتضى اللائحة 12 أو 13 صلاحيتها في أي حالة من الحالات التالية :

١٦' إذا لم تنفذ المعاينات وعمليات التفتيش المعنية خلال الفترات المحددة بمقتضى اللوائح 7^(١) و 8^(١) و 9^(١) و 10^(١) ^٤ ،

١٧' إذا لم تصدق الشهادة وفقاً للوائح الحالية ^١ ،

١٨' عند نقل السفينة إلى علم دولة أخرى . ولايجوز منح شهادة جديدة إلا إذا كانت الحكومة المصدرة لها مقتبعة تماماً بأن السفينة تمثل لمتطلبات المقررين (١) و (ب) من اللائحة 11 . وفي حالة النقل بين حكومتين متعددين ، فإن على حكومة الدولة التي كان يحق للسفينة رفع علمها أن ترسل إلى الادارة في

(ج) موعد لا يتجاوز خمس سنوات من تاريخ استكمال المعاينة التجديدية ، وذلك بالنسبة لسفينة بضائع .

- (ج) اذا صحت شهادة ، غير شهادة صلاحة سفينة ركاب ، لفتره تقل عن خمس سنوات ، فإنه يجوز للادارة تمديد صلاحية تلك الشهادة بعد تاريخ انقضائها وذلك الى الموعد الاقصى المحدد في الفقرة (ا) ، شريطة اجراء المعاينات ، المشار اليها في اللوائح 8 و 9 و 10 والمتوجبة عند منح شهادة لمدة خمس سنوات ، على النحو المناسب .

(د) في حال استكمال معاينة تجديدية وتغدر منع او تسلیم شهادة جديدة لسفينة قبل موعد انقضاء الشهادة الموجودة ، فإنه يجوز للشخص او الهيئة المفوضان من قبل الادارة بأن يصدقوا الشهادة الموجودة ، وتثبت تلك الشهادة على أنها صالحة لمدة إضافية لا تتجاوز 5 أشهر من تاريخ الانقضاء .

(هـ) وإذا لم تكن السفينة ، وقت انقضاء شهادة ما ، في الميناء الذي مستعين فيه ، فإنه يجوز للادارة تمديد فترة صلاحية الشهادة وذلك فقط للسماح لسفينة بمواصلة رحلتها الى ذلك الميناء ، وعلى أن يقتصر ذلك على الحالات التي يجد فيها هذا مناسباً ومعقولاً . ولا يجوز تمديد صلاحية أي شهادة لأكثر من ثلاثة أشهر . كما لا يحق لسفينة صحت تمديداً أن تقوم بعد وصولها إلى الميناء الذي مستعين فيه ، واستناداً الى ذلك التمديد ، بمغادرة ذلك الميناء دون الحصول على شهادة جديدة . وعند استكمال المعاينة التجددية ، فإن الشهادة الجديدة ستظل صالحة حتى :

١١' موعد لا يتجاوز 12 شهراً من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة قبل منع التمديد ، وذلك بالنسبة لسفينة ركاب ؛

١٢' موعد لا يتجاوز 5 سنوات من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة قبل منع التمديد ، وذلك بالنسبة لسفينة بضائع .

(و) يجوز للادارة تمديد صلاحية شهادة صادرة لسفينة عاملة في رحلات قصيرة ولم تهدد بمقتضى الاحكام السابقة من هذه اللائحة ، وذلك لفتره سماح اقصاها شهر واحد من تاريخ انقضاء المحدد عليها . وبعد استكمال المعاينة التجددية ، فإن الشهادة الجديدة تظل صالحة حتى :

١١' موعد لا يتجاوز 12 شهراً من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة قبل منع التمديد ، وذلك بالنسبة لسفينة ركاب ؛

١٢' موعد لا يتجاوز 5 سنوات من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة قبل منع التمديد ، وذلك بالنسبة لسفينة بضائع .

اللائحة 14

مدة الشهادات

ويستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"مدة الشهادات وصحتها"

ويستعاض عن النص الحالي بما يلي :

(ا) تصدر شهادة سلامة ركاب لمدة لا تزيد على اثنتي عشر شهر . وتصدر شهادة انشاءات السلامة في سفينة بضائع ، وشهادة معدات السلامة في سفينة بضائع ، وشهادة أجهزة السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع لمدة تحددها الادارة ، ولا تتجاوز خمس سنوات . ولا يجوز أن تكون شهادة الاعفاء صالحة لمدة أطول من مدة الشهادة المتعلقة بها .

(ب) وبغض النظر عن متطلبات الفقرة (ا) ، وفي حالة تنهيذ المعاينة التجديدية في غضون ثلاثة أشهر قبل موعد انقضاء الشهادة الموجودة ، فإن صلاحية الشهادة الجديدة تبدأ اعتباراً من تاريخ استكمال تلك المعاينة وحتى :

(1) موعد لا يتجاوز 12 شهراً من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة ، وذلك بالنسبة لسفينة ركاب ؛

(2) موعد لا يتجاوز خمس سنوات من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة ، وذلك بالنسبة لسفينة بضائع ؛

(2) في حالة استكمال المعاينة التجددية بعد تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة ، فإن صلاحية الشهادة الجديدة تبدأ من تاريخ استكمال تلك المعاينة وحتى :

(1) موعد لا يتجاوز 12 شهراً من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة ، وذلك بالنسبة لسفينة ركاب ؛

(2) موعد لا يتجاوز خمس سنوات من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة ، وذلك بالنسبة لسفينة بضائع ؛

(3) في حالة تنهيذ معاينة التجدد قبل أكثر من ثلاثة أشهر من تاريخ انقضاء الشهادة الموجودة ، فإن صلاحية الشهادة الجديدة تبدأ اعتباراً من تاريخ استكمال تلك المعاينة وحتى :

(1) موعد لا يتجاوز 12 شهراً من تاريخ استكمال المعاينة التجددية ، وذلك بالنسبة لسفينة ركاب ؛

(2) كلما وردت اشارة في هذا الباب إلى شهادة انشاءات السلامة في سفينة بضائع أو شهادة معدات السلامة في سفينة بضائع أو شهادة أجهزة السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع ، فإنها تنطبق على شهادة سلامة سفينة بضائع إذا كانت مستخدمة كبديل عن هذه الشهادات .

٦٠ تستكمل شهادة سلامة سفينة ركاب ، وشهادة معدات السلامة في سفينة بضائع ، وشهادة أجهزة السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع ، وشهادة سلامة سفينة بضائع ، المشار إليها في الفقرات الفرعية ١١ و ٣١ و ٤١ و ٥١ بسجل المعدات .

٧١ عند منح سفينة ما اعفاء بمقتضى احكام اللوائح الحالية وتمشياً معها فإنها تعطى شهادة يطلق عليها اسم شهادة اعفاء ، وذلك علاوة على الشهادات المنصوص عليها في هذه الفقرة ١

٨٠ تمنع الشهادات المشار إليها في هذه اللائحة أو تصدق من قبل الادارة ، أو من تلوثه من الاشخاص أو الهيئات . وفي جميع الحالات تتحمل الادارة المسؤلية كاملة عن تلك الشهادات .

(ب) لايجوز لایة حکومة متعاقدة ان تصدر شهادات بمقتضى احكام الاتفاقية الدولية لسلامة الارواح في البحار لعام 1960 او 1948 او 1929 ووفقا لها ، بعد بدء سريان قبول هذه الحكومة بالاتفاقية الحالية .

اللائحة 13

اصدار الشهادة من قبل حکومة اخرى

يستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"اصدار أو تصديق الشهادة من قبل حکومة اخرى"

ويستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"يجوز لحكومة متعاقدة ، بناء على طلب الادارة ، الدفع الى اخضاع سفينة للمعاينة ، ومنح شهادات لها او التخويل بذلك ، وتصديق الشهادات الموجودة على السفينة او التخويل بذلك ، وفقا للوائح الحالية إذا اقتنعت بامتثالها لمتطلبات هذه اللوائح . ويجب أن تتضمن أي شهادة صادرة على هذا النحو نصا يفيد أنها صادرة بناء على طلب حکومة الدولة التي يحق للسفينة رفع علمها . وتتمتع هذه الشهادات بالفعالية ذاتها التي تحظى بها الشهادات الصادرة بمقتضى اللائحة 12 كما وتتمتع بالقدر ذاته من الاعتراف ."

اللائحة 12

اصدار الشهادات

يستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"اصدار أو تصديق الشهادات"

يستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"١١' تمنح شهادة يطلق عليها شهادة سلامة سفينة ركاب ، وذلك بعد معاينة ابتدائية أو تجديدية لسفينة ركاب تمثل للمتطلبات ذات الصلة الواردة في الأبواب : الثاني-١ ، والثاني-٢ ، والثالث ، والرابع ، والخامس وأية متطلبات أخرى ذات علاقة واردة في هذه اللوائح ،

"١٢' تمنح شهادة يطلق عليها شهادة إنشاءات السلامة في سفينة بضائع ، وذلك بعد معاينة ابتدائية أو تجديدية لسفينة بضائع تمثل للمتطلبات ذات الصلة الواردة في البابين الثاني-١ ، والثاني-٢ (باستثناء المتطلبات المتعلقة بنظم واجهزة السلامة الحرائقية وخطط مكافحة الحرائق) وأية متطلبات أخرى ذات علاقة واردة في هذه اللوائح ،

"١٣' تمنح شهادة يطلق عليها شهادة معدات السلامة في سفينة بضائع ، وذلك بعد معاينة ابتدائية أو تجديدية لسفينة بضائع تمثل للمتطلبات ذات الصلة الواردة في الأبواب : الثاني-١ ، والثاني-٢ ، والثالث ، والخامس وأية متطلبات أخرى ذات علاقة واردة في هذه اللوائح ،

"٤' تمنح شهادة أجهزة السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع ، وذلك بعد معاينة ابتدائية أو تجديدية لسفينة بضائع تمثل للمتطلبات ذات الصلة الواردة في الباب الرابع وأية متطلبات أخرى ذات علاقة واردة في هذه اللوائح ،

"٥' (١) يجوز منح شهادة يطلق عليها شهادة سلامة سفينة بضائع ، عوضاً عن الشهادات المشار إليها في الفقرات الفرعية '٢' و '٣' و '٤' من الفقرة (٢) ، وذلك بعد معاينة ابتدائية أو تجديدية لسفينة بضائع تمثل للمتطلبات ذات الصلة الواردة في الأبواب : الثاني-١ ، والثاني-٢ ، والثالث ، والرابع ، والخامس وأية متطلبات أخرى ذات علاقة واردة في هذه اللوائح ،

٤٤) تتضمن المعاينة السنوية اجراء تفتيش عام على الهيكل ، والالات والمعدات المشار اليها في الفقرة (ب) [١] لکماله انها خضعت للصيانة وفقاً للائحة [١][٢] وانها ماتزال في حالة مرضية للخدمة المستهدفة للسفينة ؟

٤٥) ويجب أن يكون التفتيش على قاع السفينة من الخارج وكذلك معاينة المبند ذات الصلة ، الجارية في الوقت ذاته ، على نحو يكفل انها ماتزال مرضية للخدمة المستهدفة للسفينة .

(ج) ويجب تصدق المعاينات البينية والسنوية وعمليات تفتيش قاع السفينة من الخارج المشار اليها في الفقرات (٤) ٣٠ و (٤) ٤١ و (٤) ٥١ على شهادة اشهادات السلامة في سفينة بضائع .

الائحة ١١

صيانة حالة السفينة بعد المعاينة

يستعاض عن النص الموجود بما يلى :

"(١) من الواجب صيانة حالة السفينة ومعداتها تمشياً مع أحكام اللوائح الحالية بما يضمنبقاء السفينة صالحة للإبحار من كافة الوجوه دون تعرضها او الاشخاص الموجودين على ظهرها للخطر .

(ب) وعقب الانتهاء من أي معاينة للسفينة طبقاً للوائح ٧ أو ٨ أو ٩ أو ١٠ ، لايجوز اجراء أي تغيير على الترتيبات الهيكلية ، او الالات ، او المعدات او أي بند شملته المعاينة ، دون اذن رسمي من الادارة .

(ج) وعندما تقع حادثة لسفينة او يكتشف عيب فيها ، بحيث يؤثر اي منها على سلامة السفينة او كفاءة اجهزة الانقاذ او المعدات الاخرى او كمالها ، فين على ربان او مالك السفينة ان يخطر ، في اقرب فرصة ، الجهة المسؤولة عن اصدار الشهادة ذات العلاقة ، وهي الادارة او خبير المعاينة المعتمد او المنظمة المعترف بها ، التي ترتب اصر الشروع في اجراء تحقيق لتحديد ما إذا كان من الضروري إجراء معاينة ، كما تتطلب ذلك اللوائح ٧ أو ٨ ، أو ٩ ، أو ١٠ . او إذا كانت السفينة في ميناء حكومة متعددة ، فين على الربان او مالك السفينة ان يخطر فوراً السلطات المختصة لدولة الميناء ، ومن واجب خبير المعاينة المعتمد او المنظمة المعترف بها التأكد من ان هذا الاخطار قد تم ."

انشاءات السلامة في سفينة بضائع أو بعدها ، أو في غضون ثلاثة اشهر قبل الذكرى السنوية الثالثة للشهادة المذكورة أو بعدها ، وهي تحل محل احدى المعاينات السنوية المحددة في الفقرة (٤) ١٤١

١٤١ معاينة سنوية في غضون ثلاثة اشهر قبل كل ذكرى سنوية لشهادة انشاءات السلامة في سفينة بضائع أو بعدها ،

١٥١ عملية تفتيش على الاقل على قاع السفينة من الخارج خلال كل خمس سنوات ، باستثناء الحالات التي تطبق فيها أحكام الفقرة (هـ) أو (و) من اللائحة ١٤ . وحيثما تطبق أحكام احدى هاتين الفقرتين ، يجوز تمديد فترة السنوات الخمس هذه كي تزامن مع الفترة المحددة لصلاحية الشهادة . ولايجوز ، في أي حال من الأحوال ، أن تزيد الفترة الفاصلة بين أي عمليتين من عمليات التفتيش هذه عن ٣٦ شهراً ،

١٦١ معاينة إضافية تجري على النحو الذي أوصت به اللائحة ٧(ب) ٣١ لسفينة الركاب .

(ب) وتتفق المعاينات وعمليات التفتيش المشار إليها في الفقرة (٤) على النحو التالي :

١١١ تتضمن المعاينة الابتدائية إجراء تفتيش كامل على الهيكل والآلات والمعدات . ومن الواجب أن تكون هذه المعاينة على نحو يضمن أن ترتيبات ، ومواد ، وابعاد ، وصنعة الهيكل والمراجل ، وأوعية الضغط الأخرى وملحقاتها ، والآلات الرئيسية والمساعدة ، بما في ذلك أجهزة التوجيه ونظم التحكم المتصلة بها والمنشأة الكهربائية ، وأي معدات أخرى تتماشى مع متطلبات هذه اللوائح ، وانها في حالة صرية وصالحة للخدمة المستهدفة للسفينة ، وان معلومات التوان المطلوبة متوفرة . وفي حالة الناقلات ، يجب أن تتضمن هذه المعاينة أيضاً التفتيش على غرف المضخات ، والبضائع ، وشبكات أنابيب الوقود والتهوية ونباطئ السلامة المرتبطة بها ،

١٢١ تتضمن المعاينة التجددية التفتيش على الهيكل والآلات والمعدات المشار إليها في الفقرة (ب) ١١ لضمان امتثالها لمتطلبات هذه اللوائح وانها صرية وصالحة للخدمة المستهدفة للسفينة ،

١٣١ تتضمن المعاينة البينية التفتيش على الهيكل ، والمراجل وأوعية الضغط الأخرى ، والآلات والمعدات ، وأجهزة التوجيه ونظم التحكم المتصلة بها ، والمنشآت الكهربائية لکماله أنها ماتزال صرية للخدمة المستهدفة للسفينة . وفي حالة الناقلات ، يجب أن تتضمن المعاينة أيضاً التفتيش على غرف المضخات ، والبضائع ، وشبكات أنابيب الوقود والتهوية ونباطئ السلامة المرتبطة بها ، واختبار مقاومة العزل للمنشآت الكهربائية في المناطق الخطرة ،

٤٠ معاينة إضافية على النحو الذي أوصت به اللائحة ٧ (ب) ٣٠ نصفن الركاب .

(ب) تنفذ المعاينات المشار إليها في الفقرة (١) على النحو التالي :

١٠ تتضمن المعاينة الأولية إجراء تفتيش كامل على المنشآت اللاسلكية في سفن البضائع ، بما في ذلك المستخدمة منها في أجهزة الإنذار ، لكفالة امتثالها لمتطلبات هذه اللوائح ؛

٢٠ تشمل المعاينات التجددية والدورية إجراء تفتيش على المنشآت اللاسلكية في سفن البضائع ، بما في ذلك المستخدمة منها في أجهزة الإنذار ، لكفالة امتثالها لمتطلبات هذه اللوائح ؛

(ج) ينبغي تصديق المعاينات الدورية المشار إليها في الفقرة (١) ٣٠ على شهادة أجهزة السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع .

اللائحة 10

المعاينة ابتداءً من سفن البضائع وألاتها ومعداتها

ويستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"المعاينات هيكل سفن البضائع وألاتها ومعداتها"

ويستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"(١) يجب أن يخضع هيكل سفينة البضائع وألاتها ومعداتها (باستثناء البنود التي تصدر بشأنها شهادة إنشاءات السلامة في سفينة بضائع وشهادة أجهزة السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع) إلى المعاينات وعمليات التفتيش المحددة أدناه على النحو المشار إليه في الفقرة (ب) ١' :

١' معاينة ابتدائية بما في ذلك إجراء تفتيش على قاع السفينة من الخارج قبل وضع السفينة في الخدمة ؛

٢' معاينة تجدidية على فترات تحددها الادارة ولا تتجاوز ٥ سنوات ، باستثناء الحالات التي تطبق فيها أحكام الفقرات (ب) و (هـ) و (و) و (ز) من اللائحة ١٤ ؛

٣' معاينة بيئية تجري في غضون ثلاثة أشهر قبل الذكرى السنوية الثانية لشهادة

٢٠ تشمل المعاينات التجديدية والدورية إجراء تفتيش على المعدات المشار إليها في الفقرة (ب) ^{١١} لضمان امتثالها للمتطلبات ذات الصلة في هذه اللوائح وفي اللوائح الدولية النافذة لمنع المصادرات في البحار ، وانها في حال صرية وصالحة للخدمة المستهدفة للسفينة ؟

٣٠ تشمل المعاينة السنوية اجراء تفتيش عام على المعدات المشار إليها في الفقرة (ب) ^{١١} لكفالة أنها خضعت للصيانة وفقاً للائحة ^{١١(٢)} وانها مازالت في حالة صرية للخدمة المستهدفة للسفينة .

(ج) ومن الواجب تصديق المعاينات الدورية والسنوية ، المشار إليها في الفقرتين ^{(١) ٣٠} و ^{(١) ٤٠} ، على شهادة معدات السلامة لسفينة بضائع .

اللائحة ٩

معاينة المنشآت اللاسلكية والرادارية في السفن

يستعاض عن العنوان الحالي بما يلي :

"المعاينات المنشآت اللاسلكية في سفن البضائع"

ويستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"(١) تخضع المنشآت اللاسلكية ، بما في ذلك المستخدمة منها في أجهزة الإنقاذ ، في سفن البضائع التي تطبق عليها أحكام البابين الثالث والرابع ، إلى المعاينات المحددة أدناه :

١٠ معاينة ابتدائية قبل وضع السفينة في الخدمة ،

٢٠ معاينة تجديدية على فترات تحددها الادارة ولا تتجاوز ٥ سنوات ، باستثناء الحالات التي تطبق فيها أحكام المقررات (ب) و (هـ) و (و) و (ز) من اللائحة ^{١٤} ،

٣٠ معاينة دورية في غضون ثلاثة أشهر قبل كل ذكرى سنوية لشهادة معدات السلامة اللاسلكية في سفينة بضائع أو بعدها ،

اللائحة 8

معايير أجهزة الإنقاذ وغيرها من المعدات
في سفن البضائع

يستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"(١) ينبغي أن تخضع أجهزة الإنقاذ والمعدات الأخرى المشار إليها في الفقرة (ب) ١١' في سفن البضائع التي تبلغ حمولتها الإجمالية 500 طن فأكثر إلى المعاينات المحددة أدناه:

١' معاينة ابتدائية قبل وضع السفينة في الخدمة؛

٢' معاينة تجديدية على فترات تحددها الادارة ولا تتجاوز 5 سنوات ، باستثناء الحالات التي تطبق فيها أحكام الفقرات (ب) و (هـ) و (و) و (ز) من اللائحة ١٤'

٣' معاينة دورية تجري في غضون ثلاثة أشهر قبل الذكرى السنوية الثانية لشهادة سلامة معدات سفن البضائع أو بعدها ، أو في غضون ثلاثة أشهر قبل الذكرى السنوية الثالثة للشهادة المذكورة أو بعدها ، وهي تحل محل أحدى المعاينات السنوية المحددة في الفقرة (١) ١٤'

٤' معاينة سنوية في غضون 3 أشهر قبل كل ذكرى سنوية لشهادة سلامة معدات سفن البضائع أو بعدها؛

٥' معاينة إضافية حسبما توصي اللائحة ٧ (ب) ٣' .

(ب) تنفذ المعاينات المشار إليها في الفقرة (١) على النحو التالي :

١' تتضمن المعاينة الأولية إجراء تفتيش كامل على نظم وأجهزة السلامة الحرائقية ، وأجهزة وترتيبات الإنقاذ باستثناء المنشآت اللامسلكية ، والمعدات الملاحية السفينة ، ووسائل صعود المرشدين ، والمعدات الأخرى التي تطبق عليها الأبواب : الثاني-١ والثالث والخامس ، وذلك لكتالوج امثالها لهذه اللوائح ، وانها في حالة مرضية وصالحة للخدمة المستهدفة للسفينة . ويجب أن تشمل المعاينة المذكورة أيضاً خطط مكافحة الحرائق ، والمطبوعات الملاحية ، والاضواء ، والاشكال ووسائل اطلاق الاشارات الصوتية واصارات الاستغاثة لضمان امثالها لمتطلبات هذه اللوائح، وكذلك اللوائح الدولية النافذة لمنع المصادرات في البحار عند الاقتضاء؛

- ٢٠ تتضمن المعاينة التجديدية التفتيش على هيكل السفينة ، ومراجلها ، واواعية الضغط الأخرى ، والالات والمعدات ، بما في ذلك قاع السفينة من الخارج . ومن الواجب أن تكفل المعاينة ان حالة السفينة مرضية ، وانها صالحه للخدمة المستهدفة ، وانها تتماش تماما مع متطلبات هذه اللوائح ومع المراسيم ، وال اوامر ، والنظم التي تصدرها الادارة تطبيقا لها ، وذلك فيما يتعلق بالهيكل والمراجل واواعية الضغط الأخرى وصلقاتها ، والالات الرئيسية والمساعدة ، والمنشأة الكهربائية ، والمنشآت اللاسلكية ، بما في ذلك المنشآت المستخدمة في اجهزة الانقاد ، واجهزه ونظم الوقاية من الحرائق والسلامة الحرائقية ، ومعدات وترتيبات الانقاد ، والمعدات الملاحية السفينية ، والمطبوعات الملاحية ، ووسائل صعود المرشدين وأي معدات أخرى . وتخضع الاوضاء والاشكال ووسائل اطلاق الاشارات الصوتية واشارات الاستغاثة للمعاينة الواردة أعلاه للتثبت من امثالها لمتطلبات هذه اللوائح واللوائح الدولية النافذة لمنع المصادرات في البحار .
- ٣٠ يتم القيام بمعاينة اضافية كاملة أو جزئية ، تبعا للظروف ، بعد كل عملية اصلاح ناتجة عن التحقيقات المنصوص عليها في اللائحة ١١ ، وكذلك كلما خضعت السفينة لاصلاحات أو تجديدات مهمة . وينبغي ان تضمن المعاينة ان الاصلاحات او التجديديات اللازمة قد تمت بكفاءة وان المواد والصناعة في عمليات الاصلاح والتجديدات هذه مرضية من جميع الوجوه ، وان السفينة تتمثل من جميع الجوانب لاحكام هذه اللوائح واللوائح الدولية النافذة لمنع المصادرات في البحار وكذلك للقوانين والمراسيم وال اوامر والنظم التي تصدرها الادارة تطبيقا لها .
- (ج) ١١. ينبعى أن تضمن القوانين ، والمراسيم ، وال اوامر ، والنظم المشار اليها في الفقرة (ب) أعلاه من جميع النواحي ان السفينة تصلح ، من زاوية سلامة الأرواح ، للخدمة المخصصة لها ،
- ٤٠ ومن الواجب أن تحدد هذه القوانين والمراسيم ، من بين جملة أمور ، المتطلبات الواجب مراعاتها فيما يتعلق بالاختبارات الهيدروليكيه الابتدائيه والتاليه او باية اختبارات بديلة مقبولة ، التي تخضع لها المراجل الرئيسية والمساعدة ، والتوصيلات ، وأنابيب البحار ، ومستقبلات الضغط العالي ، وصهاريج الوقود لالات الاحتراق ، مع توضيح اجراءات الاختبار المطلوبة والفترات الفاصلة بين الاختبارات المتالية ."

المعترف بها المساعدة الفضورية لتنفيذ التزاماتهم بموجب هذه اللائحة . وحيثما تدعو الضرورة فان على حكومة دولة اليمين المعنية ان تضمن عدم ابحار السفينة إلا إذا كان بقدورها التقدم نحو البحر او ترك اليمين للتوجه الى حوض اصلاح مناسب دون تعرضها او الاشخاص الموجودين على ظهرها للخطر .

(د) وفي كل حالة ، فإن على الادارة ان تكفل تماماً كمال وفعالية التفتيش والمعاينة ، وان تتبعه باتخاذ الترتيبات الفضورية للإيفاء بهذا الالتزام .

اللائحة 7

معاينة سفن الركاب

يستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"(أ) تخضع سفن الركاب للمعاينات المحددة أدناه :

١١' معاينة ابتدائية قبل وضع السفينة في الخدمة ;

١٢' معاينة تجديدية مرة كل اثنى عشر شهراً ، باستثناء الحالات التي تطبق فيها أحكام الفقرات (ب) و (هـ) و (و) و (ز) من اللائحة ١٤ ;

١٣' معاينات اضافية كلما دعت الحاجة إلى ذلك .

(ب) تنفذ المعاينات المشار إليها اعلاه على النحو التالي :

١' تتضمن المعاينة الابتدائية اجراء تفتيش كامل على الهيكل والالات والمعدات بما في ذلك قاع السفينة من الخارج وداخل المراجل وخارجها . ومن الواجب ان تضمن هذه المعاينة ان ترتيبات ومواد وأبعاد الهيكل ، والمراجل واواعية الضغط الأخرى وملحقاتها ، والالات الرئيسية والمساعدة ، والمنشآت الكهربائية ، والمنشآت اللاسلكية ، بما في ذلك المنشآت المستخدمة في اجهزة الانقاذ ، واجهزه ونظم الوقاية من الحرائق والسلامة الحرائقية ، وأجهزة وترتيبات الإنقاذ ، والمعدات الملاحية السفينة ، والمطبوعات الملاحية ، ووسائل صعود المرشدين وأي معدات أخرى ، تتماشى تماماً مع متطلبات هذه اللوائح ومع القوانين والمراسيم والأوامر والنظم التي تصدرها الادارة تطبيقاً للوائح المذكورة بالنسبة لفئات السفن التي تؤدي خدمات تماشل ما هو منتظرة من السفينة المعنية . وعلى المعاينة ان تضمن كذلك ان اسلوب تصنيع كافة اجزاء السفينة ومعداتها صر من جميع الوجوه وان السفينة مزودة بالاضواء ، والاشكال ، ووسائل اطلاق الاشارات الصوتية واهارات الاستغاثة حسبما تتطلب هذه اللوائح واللوائح الدولية النافذة لمنع المصادمات في البحار ؛

تضاف الفقرة التالية إلى النص الحالي :

"(ن) الذكرى السنوية" : تعني اليوم والشهر من كل سنة اللذان يصادفان تاريخ انتهاء
الشهادة ."

الجزء بـ - المعاينات والشهادات

اللائحة 6

التفتيش والمعاينة

يستعاض عن النص الحالي بما يلي :

"(٤) يتولى موظفو الادارة إجراء عمليات تفتيش السفن ومعاييرتها وذلك فيما يتعلق بتنفيذ
أحكام هذه اللوائح ومنح الاعفاءات منها . غير أن بحد دور الادارة أن تعهد بمثل هذه
العمليات إلى خبراء معاينة معينين لهذا الفرض أو إلى منظمات تعنى باعتراضها .

(ب) ينبعي لادارة تعين خبراء معاينة أو منظمات معترف بها لإجراء عمليات تفتيش
ومعاينات ، كما ورد في الفقرة (٤) ، أن تمنح هؤلاء الخبراء المعينين أو المنظمات
المعترف بها صلاحية القيام بما يلي كحد أدنى :

١١. المطالبة باصلاح السفينة :

٢٠ تنفيذ عمليات التفتيش والمعاينات إذا طلبت ذلك السلطات المختصة لدولة
مهناء .

وتخطر الادارة المنظمة بالمسؤوليات والشروط المحددة للصلاحيات المفروضة الى
خبراء المعاينة المعينين أو المنظمات المعترف بها .

(ج) وعندما يقرر خبير معاينة معين أو منظمة معترف بها بأن حالة السفينة أو معداتها
لاتتناسب إلى حد كبير مع التفاصيل الواردة في الشهادة أو ان هذه الحالة لا تكفل
ابحار السفينة دون تعرضها أو الاشخاص الموجودين على ظهرها للخطر ، فين على مثل
هذا الخبير او المنظمة ان يضمن اتخاذ اجراء تصحيحي فوري وأن يخطر الادارة بذلك
في الوقت المناسب . وإذا لم يتخذ الاجراء التصحيحي ينبغي سحب الشهادة المعنية
واخطار الادارة فوراً . أما إذا كانت السفينة في مهناه عرف آخر ، فينبعي ابلاغ
السلطات المختصة لدولة الميناء ايضا على الفور . وعندما يخطر موظف الادارة او
خبير المعاينة المعين او المنظمة المعترف بها السلطات المختصة لدولة الميناء ، فين
على حكومة دولة الميناء المعنية ان تقدم للموظف او خبير المعاينة او المنظمة

3 ويجزء بهذه نسخ البروتوكول الحالي ، يرسل المودع لديه نسخة منه صارقة وصادقة إلى أمانة الأمم المتحدة للتسجيل والنشر تماشياً مع المادة 102 من ميثاق الأمم المتحدة .

المادة التاسعة

اللغات

حرر هذا البروتوكول في نسخة أصلية واحدة باللغات العربية ، والصينية ، والإنكليزية ، والفرنسية ، والروسية ، والأسبانية ، وتعتبر النصوص الستة متساوية في الحجم . وستعد ترجمة رسمية باللغة الإيطالية وتوضع مع الأصل الموقع .

حرر في لندن في الحادي عشر من شهر تشرين الثاني/نوفمبر سنة ألف وتسعمائة وثمانين .

وشهاداً على ذلك قام الموقعون أدناه ، المفوضون بذلك أصولاً من قبل حكوماتهم ، بالتوقيع على هذا البروتوكول .

* * *

الملحق

تفصيرات وأضافات على ملحق الاتفاقية الدولية
لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974

الباب الأول

أحكام عامة

الجزء ألف - التطبيق والتعريف وما إلى ذلك

اللائحة 2

التعريف

يستعاض عن نص الفقرة (ك) بما يلي :

"(ك) السفينة الجديدة : تعني السفينة الممدوذ صالحها أو التي تكون في مرحلة مماثلة من البناء في 25 أيار/مايو 1980 أو بعده ."

المادة السابعةالانسحاب

- 1 يجوز لاي طرف في البروتوكول الحالى الانسحاب منه في اي وقت بعد انتهاء خمس سنوات على بدء نهاد البروتوكول بالنسبة لذلك الطرف .
- 2 يكون الانسحاب عن طريق ايداع صك بهذا المعنى لدى الامين العام للمنظمة .
- 3 يسرى مفعول الانسحاب بعد عام من استلام الامين العام للمنظمة لصك الانسحاب او بعد مدة اطول تحدد في الصك المذكور .
- 4 يعتبر انسحاب طرف ما من الاتفاقية على انه انسحاب من جانبه من هذا البروتوكول . ويسري مفعول مثل ذلك الانسحاب في نفس تاريخ سريان الانسحاب من الاتفاقية وفقا لل الفقرة (ج) من المادة الخامسة عشرة من الاتفاقية .

المادة الثامنةالمودع لديه

- 1 يودع البروتوكول الحالى لدى الامين العام للمنظمة (المشار إليه فيما بعد باسم "المودع لديه").
- 2 ويقوم المودع لديه بما يلى :
 - (أ) اعلام حكومات جميع الدول التي وقعت البروتوكول الحالى أو انضمت إليه بما يلى :
 - 1 كل توقيع جديد أو ايداع لصك تصديق أو قبول أو موافقة أو انضمام ، مع تاريخ ذلك ؟
 - 2 تاريخ بدء نهاد البروتوكول الحالى ١
 - 3 ايداع أي صك انسحاب من البروتوكول الحالى مع تاريخ استلامه وموعد سريان الانسحاب ؟
 - (ب) ارسال نسخ مصادقة ومصدقة من البروتوكول الحالى إلى حكومات جميع الدول الموقعة على هذا البروتوكول أو المنضمة إليه .

(ا) أن تعرب خمس عشرة دولة على الأقل بشكل أساسيتها التجارية مجتمعة ما لا يقل عن خسمين في المائة من الحمولة الإجمالية للخطوط التجاري العالمي ، عن قبولها الالتزام به وفقاً للمادة الرابعة ،

(ب) أن تلبى شروط بدء نفاذ البروتوكول عام 1988 المتعلق بالاتفاقية الدولية لخطوط التحويل ، لعام 1966 ،

على ألا يبدأ نفاذ البروتوكول الحالي قبل 1 شباط/فبراير 1992.

2 وبالنسبة للدول التي تودع صك تصديق أو قبول أو موافقة أو انضمام بشأن البروتوكول الحالي بعد تلبية شروط نفاده ولكن قبل الموعد المضروب لدخوله حيز التنفيذ ، فإن التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام يغدو نافذا في تاريخ سريان البروتوكول الحالي أو بعد ثلاثة أشهر من تاريخ إيداع الصك ، أيهما جاء تاليأ .

3 يسرى مفعول أي صك بالتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام يودع بعد موعد بدء نفاذ هذا البروتوكول ، عقب ثلاثة أشهر من تاريخ الإيداع .

4 وبعد التاريخ الذي يعتبر فيه أي تعديل على البروتوكول الحالي ملزما بمقتضى المادة السادسة ، ينطبق أي صك يودع بالتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام على هذا البروتوكول كما عدل .

المادة السادسة

التعديلات

تطبق الاجراءات المحددة في المادة الثامنة من الاتفاقية على البروتوكول الحالي على أن تلبى الشروط التالية :

(ا) أن يفهم من الاشارات في تلك المادة إلى الاتفاقية وإلى الحكومات المتعاقدة على أنها اشارات إلى البروتوكول الحالي وإلى أطراف البروتوكول الحالي على التوالي ،

(ب) أن يكون اعتماد التعديلات على مواد البروتوكول الحالي وعلى ملجهه وانفاذها وفقا للاجراءات المنطبقة على تعديلات مواد الاتفاقية أو على الباب الاول من ملحقها ،

(ج) أن يجوز اعتماد التعديلات على مرفق ملحق البروتوكول الحالي وانفاذها وفقا للاجراءات المنطبقة على التعديلات على ملحق الاتفاقية باستثناء الباب الاول منه .

(ب) قائمة بمن خولتهم من خبراء المعاينة المعينين أو المنظمات المعترف بها بتولي تطبيق الاجراءات المتعلقة بسلامة الارواح في البحر نيابة عنها وذلك لتعييمها على الاطراف بغية اطلاع موظفيها عليها ، واطمار بالمسؤوليات والشروط المحددة للصلاحيات المخولة الى أولئك الخبراء أو تلك المنظمات ،

(ج) اعداد كافية من نماذج شهاراتها الصادرة بمقتضى احكام البروتوكول الحالي .

المادة الرابعة

التوقيع ، والتصديق ، والقبول ، الموافقة ، والانضمام

1 يظل باب التوقيع على هذا البروتوكول مفتوحا في صدر المنظمة ابتداء من 1 آذار/مارس 1989 و حتى 28 شباط/فبراير 1990 ويبقى بعد ذلك باب الانضمام مشرعا . ورهنا بمراعاة احكام الفقرة 3 يمكن للدول أن تعرب عن قبولها الالتزام بالبروتوكول الحالي عن طريق :

(أ) التوقيع دون تحفظ يشترط التصديق أو القبول أو الموافقة ؛ أو

(ب) التوقيع رهنا بالتصديق ، أو القبول ، أو الموافقة ، على أن يتبع ذلك التصديق أو القبول ، أو الموافقة ؛ أو

(ج) الانضمام .

2 ويكون التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام عن طريق ايداع صك بهذا المعنى لدى الامين العام للمنظمة .

3 يجوز التوقيع على هذا البروتوكول دون تحفظ أو المصادقة أو الموافقة عليه أو قبوله أو الانضمام إليه من قبل تلك الدول فقط التي وقعت دون تحفظ على الاتفاقية أو صادقت أو وافقت عليها أو قبلت بها أو انضمت إليها .

المادة الخامسة

بدء النفاذ

1 يبدأ نفاذ هذا البروتوكول بعد اثنى عشر شهرا من التاريخ الذي يلبي فيه كلا الشرطين التاليين :

2 تطبق ، فيما بين أطراف هذا البروتوكول ، أحكام اتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974 ، في صيغتها الملحقة (المشار إليها فيما بعد باسم "الاتفاقية") مع مراعاة التغييرات والإضافات المدرجة في البروتوكول الحالي .

3 وفيما يتعلق بالسفن التي يحق لها رفع علم دولة غير طرف في الاتفاقية والبروتوكول الحالي ، فإن على أطراف هذا البروتوكول تطبيق متطلبات الاتفاقية والبروتوكول الحالي حسب الاقتضاء لضمان عدم منح تلك السفن معاملة أكثر رعاية .

المادة الثانية

المعاهدات السابقة

1 يحل هذا البروتوكول ، فيما بين أطراف البروتوكول الحالي ، محل بروتوكول عام 1978 المتعلق بالاتفاقية وينسخه .

2 وبغض النظر عن الأحكام الأخرى للبروتوكول الحالي ، فإن الشهادات الصادرة بمقتضى أحكام الاتفاقية وتمشيا معها وتكملات تلك الشهادات الصادرة بمقتضى أحكام بروتوكول عام 1978 المتعلق بالاتفاقية وتمشيا معها والساربة عند نفاذ البروتوكول الحالي على الطرف المصدر للشهادة أو التكملة ، تتصل سارية إلى أن تنتهي مدتتها بموجب شروط الاتفاقية أو بروتوكول عام 1978 المتعلق بها ، حسب الاقتضاء .

3 لا يجوز لطرف في البروتوكول الحالي إصدار شهادات بمقتضى أحكام اتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974 ، في صيغتها المعتمدة في 1 تشرين الثاني/نوفمبر 1974 ، وتمشيا معها .

المادة الثالثة

إرسال المعلومات

تعهد الأطراف في البروتوكول الحالي أن ترسل إلى الأمين العام للمنظمة البحرية الدولية (المشار إليها فيما بعد بإسم "المنظمة") وتودع لديه ما يلي :

(أ) نصوص القوانين والمراسيم والأوامر واللوائح وغير ذلك من الصكوك الصادرة بشأن مختلف المسائل الواقعة في نطاق البروتوكول الحالي ؛

بروتوكول عام 1988 المتعلق بالاتفاقية الدولية
لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974

إن الاطراف في هذا البروتوكول ،

باعتبارها أطرافاً في الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار التي أبرمت في لندن في
1 تشرين الثاني/نوفمبر 1974 ،

ولأن تدرك الحاجة إلى أن تدرج في الاتفاقية المذكورة أحكام تتعلق بالمعايير والاجازة منسقة
مع الأحكام ذات الصلة الواردة في صكوك دولية أخرى ،

ولأن ترى أن السبيل الأمثل لتلبية هذه الحاجة هو إبرام بروتوكول يتعلق بالاتفاقية الدولية
لسلامة الأرواح في البحار ، لعام 1974 ،

قد اتفقنا على ما يلي :

المادة الأولى

الالتزامات العامة

1 تعهد أطراف هذا البروتوكول أن تقوم بتنفيذ أحكامه والملحق التابع له الذي يشكل جزءاً
لا يتجزأ منه . وتمثل كل اشارة الى هذا البروتوكول اشارة في الوقت ذاته الى ملحقه .

ظهير شريف رقم 1.14.44 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر بروتوكول عام 1988 المتعلق بالاتفاقية
الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974، الموقع بلندن في 11 نوفمبر 1988

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على بروتوكول عام 1988 المتعلق بالاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974، الموقع بلندن في

11 نوفمبر 1988 :

وعلى القانون رقم 51.12 الموافق بموجبه على البروتوكول المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.13.38
بتاريخ فاتح جمادى الأولى 1434 (13 مارس 2013) :

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى البروتوكول المذكور، الموقع بلندن في 17 ماي 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، بروتوكول عام 1988 المتعلق بالاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح
في البحار لعام 1974، الموقع بلندن في 11 نوفمبر 1988.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المملكة المغربية

لِلْحَرِيعِ الْمُعْتَدِلِ

نَشْرَةُ الْاِتْفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

بيان النشرات	تعريفة الاشتراك			طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية
	في الخارج	في المغرب		
		سنة	ستة أشهر	
النشرة العامة.....	فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج	400 درهم	250 درهما	الرباط - شالة
نشرة الترجمة الرسمية.....	عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما	الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

	فهرست
	بروتوكول الاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974.
301	ظهير شريف رقم 1.15.124 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية بشأن التدابير التي تتبعها دولة الميناء لمنع الصيد غير القانوني دون إبلاغ دون تنظيم وردعه والقضاء عليه.
	ظهير شريف رقم 1.14.44 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر بروتوكول عام 1988 المتعلق بالاتفاقية الدولية لسلامة الأرواح في البحار لعام 1974، الموقع بلندن في 11 نوفمبر 1988.
	معاهدة بيجين بشأن الأداء السمعي البصري.
333	ظهير شريف رقم 1.15.132 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، الموقعة في 6 أكتوبر 1999 من طرف الجمعية العامة للأمم المتحدة.
	ظهير شريف رقم 1.14.108 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر معاهدة بيجين بشأن الأداء السمعي البصري، المعتمدة من قبل الدول الأعضاء في المنظمة العالمية للملكية الفكرية خلال المؤتمر الدبلوماسي المنعقد ببكين من 20 إلى 26 يونيو 2012.
	اتفاق في ميدان التعاون العسكري بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإيطالية.
340	ظهير شريف رقم 1.15.133 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر البروتوكول الاختياري الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، الموقع بنويورك في 16 ديسمبر 1966.
	ظهير شريف رقم 1.15.73 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاق في ميدان التعاون العسكري، الموقع بتاورمينا في 10 فبراير 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإيطالية.